

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3101

[2008/203215]

15 JUILLET 2008. — Décret relatif au Code forestier (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les bois et forêts représentent un patrimoine naturel, économique, social, culturel et paysager. Il convient de garantir leur développement durable en assurant la coexistence harmonieuse de leurs fonctions économiques, écologiques et sociales.

Le développement durable des bois et forêts implique la nécessité d'appliquer de manière équilibrée et appropriée les principes suivants :

- 1° le maintien et l'amélioration des ressources forestières et leur contribution au cycle du carbone;
- 2° le maintien de la santé et de la vitalité des écosystèmes forestiers;
- 3° le maintien et l'encouragement des fonctions de production des bois et forêts;
- 4° le maintien, la conservation et l'amélioration de la diversité biologique dans les écosystèmes forestiers;
- 5° le maintien et l'amélioration des fonctions de protection dans la gestion des bois et forêts, notamment le sol et l'eau;
- 6° le maintien et l'amélioration d'autres bénéfiques et conditions socio-économiques.

Le développement durable des bois et forêts implique plus particulièrement le maintien d'un équilibre entre les peuplements résineux et les peuplements feuillus, et la promotion d'une forêt mélangée et d'âges multiples, adaptée aux changements climatiques et capable d'en atténuer certains effets.

Art. 2. Le présent Code s'applique aux bois et forêts.

Y sont assimilés :

- 1° les terrains accessoires des bois et forêts tels que espaces couverts d'habitats naturels, dépôts de bois, gagnages, marais, étangs, coupe-feu;
- 2° les vergers à graines pour le matériel de reproduction générative, ainsi que les pieds-mères, les parcs à pieds-mères et les explants de base pour le matériel de reproduction végétative.

Le présent Code ne s'applique pas :

- 1° aux bois et forêts gérés par l'État à des fins militaires ou pénitentiaires;
- 2° aux bois et forêts situés en zone de parc, en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;
- 3° aux plantations d'alignement et aux rideaux d'arbres ou d'arbrisseaux, d'une largeur maximale de dix mètres, calculée à partir du centre des pieds, en bordure :
 - a) des voiries terrestres autres que les sentiers et chemins;
 - b) des voies hydrauliques;
 - c) des terrains agricoles.

Art. 3. Au sens du présent Code il faut entendre par :

- 1° agent : tout fonctionnaire des services du Gouvernement à qui celui-ci reconnaît la qualité d'ingénieur de la nature et des forêts ou de préposé de la nature et des forêts;
- 2° aire : zone balisée, accessible aux piétons ou affectée soit au stationnement momentané de véhicules, soit à l'exercice de certaines activités récréatives, soit à la résidence temporaire, sans contrepartie financière;
- 3° arbre de place : arbre élite qui est destiné à faire partie du peuplement final;
- 4° ayant droit : toute personne qui s'est vu conférer un droit personnel portant sur les bois et forêts par leur propriétaire;
- 5° balisage : pose pendant une durée de moins de onze jours dans les bois et forêts de signes qui sont destinés à encourager ou à permettre la circulation sur une voie ouverte à la circulation du public ou dans une aire, et pose pendant une durée de plus de dix jours dans les bois et forêts de signes qui sont destinés à encourager ou à permettre la circulation dans une aire;
- 6° bois et forêts privés : bois et forêts non bénéficiaires du régime forestier;
- 7° chemin : voie ouverte à la circulation du public, en terre ou empierrée, plus large qu'un sentier, qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- 8° coupe urgente : coupe destinée à l'enlèvement des chablis ou justifiée par des raisons sanitaires ou de sécurité impératives;
- 9° explant de base : fragment d'organe ou de tissu prélevé sur un arbre sélectionné et conservé *in vitro* en vue de multiplications végétatives ultérieures;
- 10° exploitation : coupe et débardage d'arbres, à l'exclusion des coupes urgentes, ou récolte de produits de la forêt autre qu'un prélèvement, ainsi que leur enlèvement hors de la propriété;
- 11° forêt domaniale : bois et forêts dont la Région wallonne est propriétaire;
- 12° matériel de base :
 - a) source de graines : les arbres situés dans une zone de récolte de graines;
 - b) peuplement : une population délimitée d'arbres dont la composition est suffisamment uniforme;
 - c) verger à graines : une plantation isolée ou gérée de manière à prévenir ou à réduire les pollinisations extérieures en vue de récoltes fréquentes et abondantes de graines;
 - d) clone : un groupe d'individus issu à l'origine d'un individu unique par multiplication végétative, par exemple par bouturage, micropropagation, greffe, marcottage ou division;
 - e) mélange clonal : un mélange, dans des proportions déterminées de clones identifiés.

- 13° matériel forestier de reproduction : semences, parties de plantes ou plants destinés à la foresterie;
- 14° parc à pieds-mères : plantation de clones gérée en vue de produire des récoltes de boutures;
- 15° paroi : arbre en bordure d'une parcelle et qui en matérialise la limite;
- 16° pied cornier : arbre marquant le coin d'une parcelle;
- 17° piéton : toute personne qui circule à pied, ainsi que toute personne de mobilité réduite circulant en fauteuil roulant ou tout cycliste âgé de moins de neuf ans;
- 18° prélèvement : récolte d'une petite quantité de produits de la forêt, effectuée pour les besoins propres de la personne qui y procède ou pour les besoins d'une association scientifique, caritative ou de jeunesse qui y procède, sans but de lucre, ainsi que leur enlèvement hors de la propriété;
- 19° produits de la forêt : produits provenant des arbres et arbustes, végétations et sols des bois et forêts, à l'exclusion des grumes et houppiers;
- 20° propriétaire : titulaire d'un droit de propriété ou d'un droit réel démembrement emportant la jouissance d'arbres ou de produits de la forêt;
- 21° récolement : opération de contrôle consistant à recompter le nombre de bois mis en vente après abattage;
- 22° rémanents : résidus laissés sur place après l'exécution d'une coupe ou d'une opération d'amélioration;
- 23° résidence temporaire : résidence pendant une période inférieure à quarante-huit heures à l'exception de la résidence dans une caravane ou dans un motor-home;
- 24° route : voie ouverte à la circulation du public, à revêtement hydrocarboné, bétonnée ou pavée, dont l'assiette est aménagée pour la circulation des véhicules en général;
- 25° sentier : voie ouverte à la circulation du public, étroite, dont la largeur, inférieure à un mètre, n'excède pas celle nécessaire à la circulation des piétons;
- 26° surface terrière d'un peuplement : somme des superficies des sections orthogonales des tiges du peuplement à un mètre cinquante du sol;
- 27° travaux de réaménagement : travaux de remise en état du parterre de l'exploitation et des voies utilisées pour le déplacement des arbres et produits de la forêt à l'occasion de l'exploitation;
- 28° voie ouverte à la circulation du public : voie publique ou voie dont l'inaccessibilité n'est pas matérialisée sur le terrain par une barrière ou un panneau;
- 29° voie publique : voie dont l'assiette est publique ou qui fait l'objet d'une servitude publique de passage;
- 30° volume bois fort tige : volume de la tige principale de l'arbre, jusqu'à la découpe de vingt-deux centimètres de circonférence.

Art. 4. Pour l'application du présent Code, le jour de réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 5. Un recours contre les décisions de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement prévues aux articles 20, alinéa 2, 21, alinéa 2, 22, alinéas 2 et 3, 25, alinéa 1^{er}, 26, alinéa 4, 38, paragraphe 3, alinéas 1^{er} et 2, 43, alinéa 2, 62 et 66, alinéa 1^{er} est ouvert auprès du Gouvernement au demandeur.

Un recours contre les décisions de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement prévues à l'article 26, alinéa 8, 39, alinéa 2, 67 et 69, alinéa 2, est ouvert auprès du Gouvernement à la personne qui s'est vue notifiée la décision.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours visé aux alinéas 1^{er} et 2 est motivé et est envoyé à l'administration de la nature et des forêts dans les quinze jours de la réception de l'acte par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Gouvernement envoie sa décision au requérant par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trente jours qui court à dater du premier jour qui suit la réception du recours. À défaut de l'envoi de la décision endéans ce délai, la décision de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement est confirmée.

Le délai pour former recours et le recours ne sont pas suspensifs de la décision de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Titre 2. — Du Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois

Art. 6. Il est institué un Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois dont le fonctionnement est déterminé par le Gouvernement.

Le Conseil comprend :

- 1° deux délégués des associations de propriétaires forestiers privés;
- 2° deux délégués des associations de propriétaires publics;
- 3° quatre délégués des associations de la filière bois;
- 4° un délégué de chacune des facultés universitaires situées sur le territoire de la Région, organisant la formation des ingénieurs dans le domaine de la nature et des forêts;
- 5° un délégué du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;
- 6° un délégué du Conseil supérieur wallon de la chasse;
- 7° deux délégués des associations de protection de l'environnement;
- 8° deux délégués des associations relatives à la fonction socio-récréative de la forêt;
- 9° un délégué des associations d'agriculteurs;
- 10° un délégué des associations d'entrepreneurs de travaux forestiers.

Après un appel aux candidatures publié au *Moniteur belge*, le Gouvernement désigne les associations visées à l'alinéa 2, 1° à 3° et 7° à 10°.

Les associations, institutions et organes visés à l'alinéa 2 présentent une double liste de candidats effectifs et suppléants. Parmi ceux-ci, le Gouvernement nomme les membres du Conseil.

Le Gouvernement désigne un représentant de la Communauté germanophone sur proposition de son Gouvernement. Ce représentant assiste aux réunions du Conseil avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires qui assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative.

Le Conseil est chargé des missions qui lui sont attribuées par ou en vertu du présent Code.

Il a en outre pour mission de donner au Gouvernement un avis sur toutes les questions d'intérêt général intéressant les bois et forêts et la filière bois. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande du Gouvernement.

Titre 3. — Dispositions communes à l'ensemble des bois et forêts

CHAPITRE I^{er}. — Du plan quinquennal de recherches forestières

Art. 7. Le Gouvernement adopte, après avis du Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois, un plan quinquennal de recherches forestières qui définit les lignes directrices des recherches, à réaliser ou à faire réaliser par lui, pour assurer ou promouvoir les objectifs visés à l'article 1^{er}.

Le plan est proposé par le Ministère de la Région wallonne.

Il le communique au Parlement wallon et le publie au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — De la cellule d'inventaire permanent des ressources forestières

Art. 8. Une cellule d'inventaire permanent des ressources forestières est maintenue au sein du Ministère de la Région wallonne afin de récolter et de mettre à disposition des données relatives à l'état ainsi qu'à l'évolution de paramètres quantitatifs et qualitatifs portant sur la production ligneuse, la santé des peuplements, la biodiversité et les conditions écologiques du milieu :

1° des bois et forêts, y compris ceux situés dans les zones exclues du champ d'application du présent Code par l'article 2, alinéa 3, 2° et 3°;

2° des ressources forestières situées en dehors des bois et forêts.

Art. 9. Il est institué un comité d'accompagnement chargé de proposer au Gouvernement la nature des données à récolter, les modalités de cette récolte, ainsi que les types de résultats à fournir, les modalités de leur diffusion et les actions éventuelles à mener.

Le comité organise la diffusion des résultats et veille, notamment, à la confidentialité des données recueillies.

Le comité comprend des délégués des acteurs de la filière bois, des facultés universitaires situées sur le territoire de la Région wallonne organisant la formation des ingénieurs dans le domaine de la nature et des forêts, des administrations concernées et des associations de protection de l'environnement. Le Gouvernement en détermine la composition et le mode de fonctionnement.

Art. 10. Le Gouvernement arrête la nature des données à récolter et les modalités de cette récolte, ainsi que les résultats à fournir et les modalités de leur diffusion. Les agents désignés comme tels par le Gouvernement sont autorisés à pénétrer dans les bois et forêts des propriétaires tant publics que privés, pour y procéder aux opérations nécessaires, du lever au coucher du soleil et moyennant information préalable du propriétaire au plus tard une semaine à l'avance.

Ces opérations consistent à collecter et à traiter des données administratives, des mesures de natures topographiques, dendrométriques et sylvicoles relatives au matériel ligneux ainsi que des observations pédologiques, phytosociologiques, phytosanitaires et relatives à la biodiversité.

Les agents désignés comme tels par le Gouvernement sont autorisés à enquêter auprès des propriétaires afin de réunir les informations de nature technique et sylvicole ainsi que celles relatives à la structure des propriétés, nécessaires à l'objectif du présent chapitre.

Les propriétaires sollicités sont tenus de fournir les renseignements demandés.

Art. 11. Les renseignements individuels recueillis en application de l'article 10 ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles en vue desquelles la cellule est maintenue. Celle-ci ne peut divulguer des données de nature à révéler des situations individuelles.

CHAPITRE III. — De la génétique forestière

Art. 12. Le Gouvernement fixe la procédure d'agrément et de contrôle du matériel de base pour la production du matériel forestier de reproduction.

Il organise le contrôle de qualité et d'origine du matériel de reproduction mis sur le marché ainsi que sa commercialisation.

CHAPITRE IV. — De la circulation du public dans les bois et forêts

Section 1^{re} — Dispositions générales

Art. 13. Le présent chapitre régit la circulation dans les bois et forêts et sur les voies ouvertes à la circulation du public qui les traversent, à l'exclusion :

1° des routes, autres que les routes de remembrement, qui permettent aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute leur longueur;

2° des réserves naturelles et forestières, sauf en ce qui concerne les routes, chemins et sentiers;

3° des voiries constituant le Réseau autonome des voies lentes.

Art. 14. Le Gouvernement peut temporairement limiter ou interdire la circulation en cas de risque d'incendie, de menace pour la faune et la flore, de risque de perturbation significative de la quiétude de la faune, ou pour des raisons d'ordre sanitaire ou liées à la sécurité des personnes. Il fixe les modalités de limitation et d'interdiction de la circulation.

Art. 15. Pour toute action de chasse en battue, la circulation dans les bois et forêts est interdite aux jours et aux endroits où cette action présente un danger pour la sécurité des personnes et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 16. Le Gouvernement peut déterminer, dans un but de conservation de la nature, ou de protection du sol, les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et engins autorisés à circuler dans les bois et forêts hors des voies ouvertes à la circulation du public ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Art. 17. Sans préjudice des articles 14 et 15, il est interdit de dissuader la circulation sur les voies publiques qui traversent les bois et forêts, par la pose de panneau, d'entrave, d'enseigne, de signe ou d'affiche.

Section 2. — Dispositions particulières à certains modes de locomotion ou à certaines activités

Art. 18. Les chiens et autres animaux de compagnie doivent être tenus en laisse.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 27, la résidence temporaire est interdite en dehors des aires affectées à cet effet.

Art. 20. Sans préjudice de l'article 27, l'accès des piétons est interdit en dehors des routes, chemins, sentiers et aires.

L'accès des piétons peut être autorisé par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement aux conditions que cet agent détermine pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles ou de conservation de la nature.

Art. 21. Sans préjudice des articles 27 et 28, l'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge, de monture ou d'élevage est interdit en dehors :

1° des routes;

2° des chemins;

3° des sentiers balisés à cet usage conformément à l'article 26, alinéa 4;

4° des aires affectées à cet usage;

5° des itinéraires permanents soumis aux obligations que prescrivent le décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades, ou les dispositions équivalentes en Communauté germanophone.

L'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge, de monture ou d'élevage aux sentiers et aux aires non visés à l'alinéa 1^{er}, peut être autorisé par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, aux conditions que cet agent détermine, pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles, ou de conservation de la nature.

Art. 22. Sans préjudice des articles 27 et 28, l'accès des véhicules à moteur est interdit en dehors :

1° des routes;

2° des chemins balisés à cet usage conformément à l'article 26, alinéa 4;

3° des sentiers balisés à cet usage, conformément à l'article 26, alinéa 4;

4° des aires affectées à cet usage.

L'interdiction visée à alinéa précédent ne s'applique pas aux véhicules à moteur utilisés par des personnes à mobilité réduite qui ont reçu une autorisation délivrée par l'agent désigné par le Gouvernement.

L'accès des véhicules à moteur aux aires, chemins et sentiers non visés à l'alinéa 1^{er}, peut être autorisé par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement aux conditions que cet agent détermine, pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles, ou de conservation de la nature.

Art. 23. Sans préjudice de l'alinéa 2, les articles 18 à 22 ne s'appliquent pas au propriétaire, à ses ayants droit dans les limites de ce que requiert l'exercice des droits qui leur ont été conférés, ainsi qu'à l'autorité gestionnaire de la voie publique et à ses ayants droit, aux agents désignés en application de l'article 10 et aux fonctionnaires et agents chargés de rechercher et de constater les infractions.

Dans les bois et forêts des personnes morales de droit public, la décision du propriétaire ou de l'autorité gestionnaire de laisser circuler les ayants droit en vue d'exercer des activités de sports moteurs non soumises à permis d'environnement, hors des voies et des aires sur lesquelles ils sont autorisés à circuler en vertu de l'article 22 est soumise à l'approbation du Gouvernement.

Art. 24. Pour l'accès aux propriétés qui ne sont pas desservies par une voie appropriée, les articles 20 à 22 ne s'appliquent pas au propriétaire, ni à ses ayants droit dans les limites de ce que requiert l'exercice des droits qui leur ont été conférés, pour autant que l'accès s'effectue par la voie la moins dommageable et la plus directe.

Section 3. — Dispositions particulières aux balisages, aux balises, aux aires et aux zones délimitées accessibles aux activités de jeunesse et aux mouvements encadrés à vocation pédagogique ou thérapeutique.

Art. 25. L'affectation et le balisage de l'aire sont soumis à l'autorisation de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement qui vérifie que l'accord préalable du propriétaire a été donné.

Le Gouvernement définit les modalités et les conditions générales de l'affectation et du balisage de l'aire.

Art. 26. Le Gouvernement définit les modalités et les conditions générales du balisage des sentiers, chemins et routes. Il peut interdire et limiter le balisage visé à l'alinéa 4 aux périodes et dans les lieux qu'il détermine.

Tout balisage à l'exception du balisage réalisé avec un matériau directement prélevé dans la nature ou avec un matériau à base de calcium dilué rapidement par la pluie est soumis à l'accord préalable du propriétaire ou de l'autorité gestionnaire de la voie publique.

Le balisage des sentiers, chemins et routes est soumis à notification à l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, à l'exception du balisage visé à l'alinéa 4.

Sont soumis à l'autorisation de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement :

1° le balisage d'un sentier ou d'un chemin qui permet la circulation des véhicules à moteurs;

2° le balisage d'un sentier qui permet la circulation des usagers visés à l'article 21, alinéa 1^{er}.

Le balisage d'un sentier ou d'un chemin qui permet l'accès des véhicules à moteur ne peut en tout cas être autorisé qu'en vue de permettre la circulation en dehors des jours fériés, des dimanches et des mercredis après-midi et pour des activités rassemblant au maximum trois cents personnes.

Le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 5 pour des organismes de renommée internationale qu'il énumère et dont il fixe le nombre maximal d'activités par année civile.

Sans préjudice des alinéas 5 et 6, l'autorisation détermine, sur la base des conditions générales fixées par le Gouvernement, la personne ou le groupe de personnes bénéficiant de cette autorisation, le nombre de personnes pouvant circuler, les conditions d'utilisation et la caution ou la garantie à constituer par le bénéficiaire de l'autorisation afin de couvrir d'éventuels dégâts au profit du propriétaire.

L'autorisation est susceptible d'être retirée en cas d'urgence ou d'abus, par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 27. Les participants aux activités de jeunesse organisées soit par des mouvements de jeunesse, soit par des associations organisant des activités destinées aux jeunes, et les participants aux mouvements encadrés à vocation pédagogique ou thérapeutique ont accès aux zones délimitées des bois et forêts des personnes morales de droit public en fonction de l'article 57, alinéa 2, 7°, aux conditions que le Gouvernement détermine et aux éventuelles conditions complémentaires fixées par le propriétaire.

Art. 28. Pour la pose, l'entretien et l'enlèvement des balises des itinéraires permanents soumis aux obligations que prescrivent le décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux itinéraires touristiques balisés, aux cartes de promenades et aux descriptifs de promenades ou les dispositions équivalentes en Communauté germanophone, et du balisage des aires, des sentiers et des chemins, tout moyen de locomotion peut être autorisé aux conditions générales fixées par le Gouvernement.

Art. 29. Il est interdit d'enlever, de détruire ou de détériorer volontairement de quelque façon que ce soit des balises.

CHAPITRE V. — *Des subventions*

Art. 30. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, allouer des subventions aux personnes de droit public et de droit privé en vue de favoriser dans les bois et forêts :

1° les travaux forestiers visant à l'amélioration du patrimoine, tels que : boisement, reboisement, conversion, transformation et enrichissement de peuplements, dépressage, dégagement, protection contre le gibier, restauration de l'état sanitaire, élagage, éclaircie, création et amélioration des infrastructures facilitant l'exploitation forestière, notamment les voiries, les zones de dépôt de bois, les franchissements des cours d'eau;

2° les travaux destinés à développer leur ouverture au public et leur aménagement récréatif et touristique;

3° les travaux destinés à les protéger, les maintenir ou les restaurer;

4° les travaux destinés au maintien ou au développement de la biodiversité;

5° le groupement ou le regroupement, en gestion ou en propriété.

Le Gouvernement peut également, aux conditions qu'il détermine, allouer des subventions aux personnes de droit public et de droit privé en vue de mener les activités de recherches en exécution du plan quinquennal visé à l'article 7, ainsi que les activités de formation et de sensibilisation aux différentes fonctions des bois et forêts.

CHAPITRE VI. — *De la conservation des bois et forêts*

Art. 31. Lorsque le Gouvernement constate un risque d'une modification significative de l'équilibre, à l'échelle de la Région wallonne, entre les surfaces des peuplements feuillus et des peuplements résineux, il prend les mesures suivantes :

1° il alloue des subventions, aux conditions qu'il détermine, aux personnes de droit public et de droit privé;

2° il limite par des dispositions générales les conditions d'octroi de la dérogation prévue à l'article 38, § 3, alinéa 2;

3° il précise et complète par des dispositions générales le contenu du plan d'aménagement.

Art. 32. Il est interdit d'abattre, d'enlever ou d'arracher des arbres sans l'autorisation du propriétaire.

Art. 33. Sans préjudice de l'article 49, § 2, il est interdit d'élaguer des arbres sans l'autorisation du propriétaire.

Art. 34. Il est interdit d'éhouper, d'écorcer, de mutiler ou de faire périr des arbres sans l'autorisation du propriétaire.

Il est interdit de saigner des arbres ou d'en enlever la sève, sans l'autorisation du propriétaire.

Art. 35. Sans motif légitime, il est interdit d'accomplir tout acte de nature à, de manière significative, perturber la quiétude qui règne dans les bois et forêts, déranger le comportement des animaux sauvages ou nuire aux interactions entre les êtres vivants, animaux et végétaux et leur environnement naturel.

Art. 36. Le Gouvernement peut, dans des circonstances exceptionnelles et pour une période déterminée, prendre toutes les mesures nécessaires en vue de protéger les écosystèmes contre des organismes vivants ou des phénomènes naturels ou résultats d'activités humaines.

Art. 37. L'exploitant notifie à la commune concernée au plus tard deux jours ouvrables avant le début des opérations de débardage et de transport, les voies communales qui seront utilisées pour ces opérations jusqu'à ce que soit atteinte une route qui permette aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute sa longueur.

La commune ou l'exploitant peut demander l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

Art. 38. § 1^{er}. Est interdite dans les bois et forêts toute coupe de plus de cinq hectares dans les peuplements présentant une surface terrière de plus de cinquante pour cent de résineux, ainsi que toute coupe de plus de trois hectares dans les peuplements présentant une surface terrière de plus de cinquante pour cent de feuillus.

Les superficies visées à l'alinéa 1^{er} s'entendent d'un seul tenant et appartenant à un même propriétaire. Sont considérés comme étant d'une superficie d'un seul tenant les espaces appartenant à un même propriétaire séparés, en l'un de leurs points, de moins de cinquante mètres.

L'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} s'applique à toute coupe qui ne laisse pas, pour chaque hectare, un volume bois fort tige du matériel ligneux d'au moins septante-cinq mètres cubes dans les futaies et d'au moins vingt-cinq mètres cubes dans les taillis sous futaie.

§ 2. Est interdite dans les bois et forêts, toute coupe nouvelle, distante, en l'un de ses points, de moins de cinquante mètres d'une coupe antérieure vieille de moins de trois ans entamée après l'entrée en vigueur du présent Code dont les effets cumulés avec cette coupe antérieure aboutiraient, sur les biens d'un même propriétaire, aux effets d'une coupe visée au paragraphe § 1^{er}.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il est pris en considération le statut de propriété existant au moment de la coupe antérieure vieille de moins de trois ans.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, les coupes urgentes de résineux et de feuillus, sur une surface supérieure respectivement à cinq hectares et à trois hectares, peuvent être autorisées par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, selon les modalités qui peuvent être fixées par le Gouvernement.

Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, les coupes non urgentes de résineux et de feuillus sur une surface supérieure respectivement à cinq hectares et à trois hectares peuvent être autorisées par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, selon les modalités et aux conditions fixées par le Gouvernement. La demande d'autorisation contient un document simple de gestion d'une durée de validité qui ne peut être inférieure à vingt ans et dont le contenu est fixé par le Gouvernement, ainsi que l'engagement du propriétaire à le respecter.

Art. 39. Lorsqu'une coupe interdite par l'article 38 est commencée ou sur le point d'être commencée, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut ordonner verbalement et sur place l'interruption ou l'interdiction de la coupe.

L'ordre doit, sous peine de péremption, être confirmé par écrit dans les cinq jours et être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au propriétaire concerné.

Art. 40. À l'exception des régénérations artificielles le long d'allées ou sur des surfaces inférieures à cinquante ares d'un seul tenant par tranche de cinq hectares de bois et forêts d'un même propriétaire, toute régénération artificielle au moyen d'essences qui ne sont pas en conditions optimales ou tolérées, selon le fichier écologique des essences édité par le Gouvernement, est interdite, sauf dérogation arrêtée par le Gouvernement.

Art. 41. Le Gouvernement peut fixer les conditions d'épandage des amendements et des fertilisants du sol.

Art. 42. Toute utilisation d'herbicides, fongicides et insecticides est interdite, sauf les exceptions fixées par le Gouvernement.

Art. 43. Pour toute nouvelle régénération, il est interdit de drainer ou d'entretenir un drain sur une bande de vingt-cinq mètres de part et d'autre des cours d'eau, à moins de vingt-cinq mètres autour des sources et des zones de suintement, à moins de cent mètres autour des puits de captage, à moins de cent mètres autour des lacs de barrage et dans les sols tourbeux, paratourbeux et hydromorphes à nappe permanente, tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie.

Sur les sols tourbeux, paratourbeux et hydromorphes à nappe permanente, les plantations de peupliers peuvent être drainées moyennant l'autorisation préalable de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 44. Il est interdit de brûler des rémanents durant toute l'année, sauf sur des surfaces inférieures à cinquante ares, sur les pentes supérieures à dix pour cent et dans les cas et aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 45. Sans préjudice de l'article 44, il est interdit de porter et d'allumer du feu, sauf dans les zones spécialement aménagées à cet effet et sauf dans le cadre d'une activité sylvicole ou cynégétique.

Le Gouvernement peut interdire de porter ou d'allumer du feu dans les cas où il reconnaît l'urgence ou la nécessité.

Art. 46. Il est interdit d'occasionner des dégâts au sol provoquant une altération prolongée de celui-ci. Le Gouvernement détermine les dégâts au sol concernés par l'interdiction.

Art. 47. Le Gouvernement peut imposer l'utilisation d'huile végétale pour les tronçonneuses et les engins d'exploitation dans les cas qu'il détermine.

Art. 48. Il ne peut être établie aucune nouvelle concession de droit d'usage, de quelque nature et sous quelque prétexte que ce soit.

Les bois et forêts peuvent être affranchis de tout droit d'usage, moyennant le commun accord du propriétaire et des usagers.

L'exercice des droits d'usage peut toujours être réduit, suivant l'état et la possibilité des bois et forêts, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Art. 49. § 1^{er}. Il n'est permis de planter des arbres à haute tige qu'à la distance consacrée par les usages constants et reconnus, et, à défaut d'usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative de deux héritages pour les arbres à haute tige.

Le voisin peut exiger que les arbres plantés à une distance moindre que la distance légale soient arrachés.

§ 2. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

Le présent paragraphe n'est applicable qu'aux arbres de lisière des bois et forêts.

Art. 50. Aucun prélèvement de produits de la forêt ne peut avoir lieu sans le consentement du propriétaire et sans respecter les conditions générales qui peuvent être arrêtées par le Gouvernement.

Art. 51. Le Gouvernement peut organiser un régime d'agrément des acheteurs, exploitants de coupe ou de produits de la forêt et entrepreneurs de travaux forestiers. Le régime d'agrément est indicatif.

Le Gouvernement arrête la procédure de délivrance de l'agrément et les conditions de son octroi et de son retrait, et organise la diffusion de la liste des personnes agréées.

Titre 4. — Du régime forestier

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application du régime forestier*

Art. 52. Le régime forestier s'applique aux bois et forêts des personnes morales de droit public à savoir :

- 1° les bois et forêts de la Région wallonne;
- 2° les bois et forêts des autres personnes morales de droit public belge;
- 3° les bois et forêts dans lesquels les personnes morales de droit public belge ont des droits indivis entre elles ou avec des particuliers.

Le régime forestier ne s'applique pas aux bois et forêts des dépendances de la voie publique.

Toutes les dispositions du présent titre, relatives aux forêts domaniales, sont applicables aux bois et forêts dans lesquels la Région wallonne a la qualité de propriétaire indivis soit avec d'autres personnes morales de droit public, soit avec des particuliers.

Art. 53. Les bois et forêts des personnes morales de droit public, autres que les forêts domaniales, ne peuvent faire l'objet d'une cession sans une autorisation du Gouvernement sauf pour sortir d'indivision avec des particuliers.

Les bois et forêts visés à l'alinéa précédent continuent de bénéficier du régime forestier, nonobstant toute cession, sauf autorisation du Gouvernement.

Art. 54. Les bois et forêts des personnes morales de droit public ne peuvent faire l'objet d'une affectation à un usage incompatible avec les fonctions énumérées à l'article 1^{er}, sans autorisation du Gouvernement.

Les bois et forêts visés à l'alinéa 1^{er} sortent du champ d'application du régime forestier dès l'octroi de l'autorisation du Gouvernement.

Au terme de l'affectation à un usage incompatible avec les fonctions énumérées à l'article 1^{er}, le Gouvernement est chargé de constater l'existence des circonstances et conditions justifiant que le bien concerné bénéficie à nouveau du régime forestier.

Art. 55. Les propriétaires de bois et forêts des personnes morales de droit public sont tenus de notifier à l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, tout acte de procédure juridictionnelle concernant les bois et forêts, dans les deux jours de sa signification ou de sa notification.

CHAPITRE II. — *Des agents*

Art. 56. Le Gouvernement arrête les documents d'identification dont les agents doivent être porteurs.

Toutes les opérations de surveillance et de gestion des bois et forêts des personnes morales de droit public sont faites par les agents. Ceux-ci sont associés aux opérations de délimitation et d'abornement des bois et forêts des personnes morales de droit public.

Les fonctionnaires des services du Gouvernement auxquels celui-ci reconnaît la qualité de préposé de la nature et des forêts sont des gardes forestiers au sens des dispositions qui reconnaissent un statut propre à ceux-ci.

CHAPITRE III. — *Des plans d'aménagement*

Art. 57. Tous les bois et forêts des personnes morales de droit public, d'une superficie supérieure à vingt hectares d'un seul tenant, sont soumis à un plan d'aménagement.

Le plan d'aménagement contient au minimum :

1° la description de l'état des bois et forêts concernés et l'identification de zones à vocation prioritaire de protection afin de maintenir la qualité de l'eau et des sols ainsi que de zones à vocation prioritaire de conservation, notamment les forêts historiques, afin de préserver les faciès caractéristiques, rares ou sensibles;

2° la détermination et la hiérarchisation des objectifs spécifiques de gestion durable des bois et forêts, y compris l'équilibre entre la faune et la flore;

3° le rappel des mesures de conservation liées au réseau Natura 2000 et aux autres espaces naturels protégés, le cas échéant;

4° la planification dans le temps et dans l'espace des actes de gestion en vue d'assurer la pérennité des bois et forêts et, le cas échéant, de promouvoir une forêt mélangée et d'âges multiples;

5° le volume de bois à récolter pour qu'il corresponde à l'estimation de l'accroissement de la forêt;

6° des mesures liées à la biodiversité;

7° par massif de bois et forêts de plus de cent hectares d'un seul tenant, la délimitation d'une ou de plusieurs zones accessibles aux activités de jeunesse et aux mouvements encadrés à vocation pédagogique ou thérapeutique, et d'une ou plusieurs zones de dépôt de bois;

8° les moyens financiers à affecter aux travaux forestiers et une estimation des recettes de la forêt;

9° les modes d'exploitation envisagés dans les peuplements, en ce compris le débardage au cheval, en vue d'assurer la protection des sols et des cours d'eau;

10° des mesures liées à l'intérêt paysager des massifs forestiers et à leurs éléments culturels.

Le plan d'aménagement fixe la durée de sa validité.

Le Gouvernement peut préciser et compléter par des règles générales le contenu du plan d'aménagement.

Art. 58. Les articles 59 et 60 transposent partiellement la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et la directive 2003/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil, en ce qui concerne la détermination de règles communes de participation du public à l'élaboration de plans et programmes relatifs à l'environnement et au processus décisionnel d'activités particulières.

Art. 59. § 1^{er}. Le projet de plan d'aménagement est élaboré par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, conformément aux articles D.49 à D.57 et D.61 du livre Ier du Code de l'Environnement et aux dispositions prises pour leur exécution, et après avoir pris l'avis du propriétaire.

§ 2. Le projet de plan d'aménagement est soumis à une enquête publique organisée selon les modalités fixées par le titre III de la partie III du livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Le propriétaire prend en considération, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales, les résultats des avis exprimés en vertu de l'article D.57 du livre I^{er} du Code de l'Environnement, pendant l'élaboration du plan d'aménagement et avant qu'il ne soit adopté, après avoir pris l'avis de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Il détermine également, après avoir pris l'avis de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, les mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan d'aménagement, afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'il juge appropriées.

§ 4. Lorsqu'il adopte le plan d'aménagement, le propriétaire produit, dans son préambule, après avoir pris l'avis de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan d'aménagement et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis en application de l'article D.57 du livre Ier du Code de l'environnement ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan d'aménagement tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Le propriétaire transmet une copie du plan d'aménagement tel qu'il a été adopté et des mesures arrêtées concernant le suivi par lettre recommandée avec accusé de réception à l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 60. Dans le mois de la réception de la copie du plan d'aménagement adopté, de la déclaration environnementale et des mesures arrêtées concernant le suivi, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, introduire un recours auprès du Gouvernement lorsque le plan d'aménagement adopté ou les mesures arrêtées concernant le suivi ne sont pas conformes aux avis qu'il a donnés en application de l'article 59.

Le recours est adressé en même temps au Gouvernement et au propriétaire.

Le Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois, après avoir entendu le propriétaire et l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, rend au Gouvernement un avis motivé dans les deux mois de la réception du dossier comprenant le recours, le plan d'aménagement et les mesures arrêtées concernant le suivi adopté par le propriétaire, et les avis donnés par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement en application de l'article 59, § 3. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie. Les délais sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août à dater de la réception de la notification par le Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois.

A défaut de décision d'approbation ou de rejet du Gouvernement dans les trois mois de la réception du recours, la décision du propriétaire est réputée confirmée.

Le Gouvernement transmet sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au propriétaire et à l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 61. Chaque année, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement présente au propriétaire une synthèse du suivi du plan d'aménagement.

Art. 62. Sans préjudice de l'article 70, aussi longtemps qu'une décision définitive sur le plan d'aménagement et les mesures arrêtées concernant le suivi n'est pas publiée au *Moniteur belge* ou lorsque les bois et forêts ne sont pas soumis à un plan d'aménagement publié au *Moniteur belge*, aucune vente ou exploitation de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt ne peut être réalisée sans l'autorisation de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 63. Le Gouvernement se substitue au propriétaire s'il n'a pas adopté un plan d'aménagement et les mesures arrêtées concernant le suivi dans les six mois à compter de la réception de la mise en demeure faite par lettre recommandée avec accusé de réception par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 64. Lorsque les bois et forêts des personnes morales de droit public sont érigés en réserve naturelle domaniale ou agréée, en réserve forestière, ou sont comprises dans le territoire d'un parc naturel ou dans le périmètre d'un site Natura 2000, le plan d'aménagement existant est révisé pour le rendre conforme aux règles et objectifs de ces statuts.

Dans cette hypothèse, les dispositions réglant l'élaboration et l'adoption des plans d'aménagement sont applicables et l'agent désigné comme tel par le Gouvernement sollicite, préalablement à l'élaboration du projet, l'avis, selon le cas, de la commission consultative pour les réserves naturelles domaniales, du gestionnaire de la réserve naturelle agréée, du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature pour les réserves forestières, de la commission de gestion des parcs naturels, de la commission de conservation pour les sites Natura 2000. L'avis motivé est rendu dans les soixante jours de la demande sauf dispositions spéciales différentes.

À défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie. Les délais sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août à dater de la réception de la notification par, selon les cas, la commission consultative pour les réserves naturelles domaniales, le gestionnaire de la réserve naturelle agréée, le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature pour les réserves forestières, la commission de gestion des parcs naturels, de la commission de la conservation des sites Natura 2000.

Art. 65. Pendant la période de validité du plan d'aménagement, la décision de procéder à sa révision globale ou partielle appartient au propriétaire ou à l'agent désigné comme tel par le Gouvernement qui notifie par lettre recommandée avec accusé de réception sa décision au Gouvernement.

Dans les quatre mois de la réception de cette notification, le Gouvernement approuve ou refuse la décision de procéder à la révision globale ou partielle du plan d'aménagement.

À défaut d'approbation ou de refus par le Gouvernement endéans le délai de quatre mois, la décision est réputée approuvée.

Les dispositions réglant l'élaboration et l'adoption des plans d'aménagement sont applicables à leur révision.

Art. 66. Sans préjudice de l'article 70, il ne peut être faite aucune vente ou exploitation de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt au-delà de ce qui est réglé par le plan d'aménagement, sans autorisation de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

S'il résulte de la vente ou de l'exploitation d'une coupe, d'arbres ou de produits de la forêt, une anticipation sur les ventes et exploitations réglées par le plan d'aménagement, ces dernières sont réduites, pendant les années suivantes, d'une quantité déterminée par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement jusqu'à ce que la programmation de l'exploitation soit rétablie.

Art. 67. Lorsque les travaux, ventes ou exploitations prévus par le plan d'aménagement ne sont pas réalisés par le propriétaire, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut le contraindre, par lettre recommandée, à procéder à tout ou partie de ceux-ci dans le délai qu'il détermine. Si, à l'expiration de ce délai, ils n'ont pas été réalisés, le Gouvernement peut les faire exécuter aux frais du propriétaire.

Art. 68. Les travaux sont proposés par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement au propriétaire qui les approuve.

Art. 69. Sans préjudice de l'article 70, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut ordonner verbalement et sur place l'interruption ou l'interdiction de :

1° tout travail entrepris ou sur le point d'être entrepris en violation de l'article 68;

2° toute vente ou exploitation de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt, entreprise ou sur le point d'être entreprise, non réglée par le plan d'aménagement et non autorisée par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement en vertu de l'article 66;

3° toute vente ou exploitation de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt entreprise ou sur le point d'être entreprise, non autorisée par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement en vertu de l'article 62.

L'ordre doit, à peine de péremption, être confirmé par écrit dans les cinq jours et être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au propriétaire, à charge, le cas échéant, pour ce dernier d'en avertir immédiatement l'entrepreneur ou l'acheteur de la coupe.

Art. 70. Dans les forêts domaniales, lorsque des circonstances urgentes nécessitent l'exécution de travaux, d'exploitations, de prélèvements ou d'abattages d'arbres pour prévenir des désastres ou en diminuer les effets, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement y fait pourvoir sans délai.

Dans les autres bois et forêts des personnes morales de droit public, ces opérations sont ordonnées par le propriétaire après concertation avec l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De la conservation des bois et forêts*

Art. 71. Dans les bois et forêts des personnes morales de droit public, par massif appartenant à un même propriétaire, sont appliquées les mesures de conservation suivantes :

1° dans les peuplements feuillus, le maintien d'arbres morts ou chablis d'un diamètre supérieur à quarante centimètres, à concurrence de deux arbres par hectare, sauf les arbres à forte valeur économique unitaire ou les arbres présentant une menace pour la sécurité;

2° dans les peuplements résineux, le maintien des quilles d'arbres cassés et des arbres desséchés, y compris dans les mises à blanc, à concurrence de deux arbres par hectare;

3° le maintien d'au moins un arbre d'intérêt biologique par superficie de deux hectares; on entend par arbre d'intérêt biologique un arbre de dimensions exceptionnelles ou un arbre à cavité;

4° la création d'un cordon d'espèces feuillues arbustives d'au moins dix mètres de large pour les nouvelles régénérations en lisière externe de massif;

5° l'interdiction de planter des résineux sur une largeur de douze mètres de part et d'autre de tous les cours d'eau. Cette distance est portée à vingt-cinq mètres dans le cas des sols alluviaux, des sols hydromorphes à nappe temporaire et à nappe permanente, et des sols tourbeux et paratourbeux tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie.

Dans les bois et forêts des personnes morales de droit public, par propriétaire de plus de cent hectares de bois et forêts, en un ou plusieurs massifs, est appliquée la mesure de conservation suivante :

- la mise en place de réserves intégrales dans les peuplements feuillus, à concurrence de trois pour cent de la superficie totale de ces peuplements.

CHAPITRE V. — *Des ventes de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 72. Les empreintes dont les agents font usage tant pour la marque des bois de délit et des chablis que pour les opérations de balivage et de martelage sont arrêtées par le Gouvernement.

Art. 73. Toute vente de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt, réglée ou non réglée par le plan d'aménagement, ne peut avoir lieu dans les bois et forêts des personnes morales de droit public que par voie d'adjudication publique.

Le jour, l'heure et le lieu de la vente sont annoncés au moins quinze jours à l'avance par tous les moyens usuels de publicité adaptés à l'importance de la vente. Le Gouvernement définit les modalités de publicité obligatoire.

Art. 74. Par dérogation à l'article 73, une vente peut avoir lieu de gré à gré aux conditions générales fixées par le Gouvernement lorsqu'elle porte sur l'un des objets suivants :

1° les coupes et arbres abattus pour lesquels aucune offre suffisante n'a été obtenue lors de deux ventes publiques organisées selon la procédure prescrite à l'article 73;

2° les chablis dans les coupes déjà adjugées lorsqu'ils sont proposés aux adjudicataires de celles-ci;

3° les arbres à abattre d'urgence et les arbres abattus à enlever d'urgence pour des raisons sanitaires ou de sécurité;

4° les bois de délit;

5° les coupes et arbres abattus de valeur peu importante fixée par le Gouvernement;

6° les produits de la forêt de valeur peu importante fixée par le Gouvernement;

7° les bois destinés à la recherche scientifique;

8° les coupes de bois de chauffage réservées aux habitants d'une commune.

Sont applicables aux ventes de gré à gré, à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er} 3°, 6° et 7°, les dispositions concernant les ventes par adjudication publique prévues aux articles 75, 77 et 78.

Art. 75. Toute vente effectuée en violation des articles 73, 74 et 77 ou de leurs arrêtés d'exécution est nulle de plein droit.

Art. 76. Toutes les contestations qui peuvent s'élever, pendant les opérations de l'adjudication, sur la validité des soumissions, des enchères ou des rabais, sur la solvabilité des enchérisseurs ou des cautions sont tranchées immédiatement par le président de séance.

Art. 77. Chaque adjudicataire est tenu de fournir, au moment de la vente, et séance tenante, les cautions et garanties exigées par le cahier des charges. À défaut par l'adjudicataire de fournir ces cautions et garanties, il est déchu de son adjudication. Il est procédé immédiatement à une nouvelle adjudication. L'adjudicataire déchu est tenu au paiement de la différence en moins entre son prix et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

Les adjudicataires et les cautions sont tenus solidairement au paiement tant du prix que des dommages et intérêts, restitutions et amendes auxquels le marché pourrait donner lieu contre l'adjudicataire.

Art. 78. Les ventes de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt, leur exploitation et les travaux de réaménagement sont faits conformément à un cahier des charges arrêté par le Gouvernement, sans préjudice de clauses complémentaires arrêtées par le propriétaire, lesquelles ne peuvent déroger au cahier des charges que dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Section 2. — Dispositions particulières aux bois et forêts autres que les forêts domaniales

Art. 79. Les ventes de coupe, d'arbres ou de produits de la forêt, de personnes morales de droit public, visées à l'article 52, alinéa 1^{er}, autres que la Région wallonne, sont faites à la diligence du collège communal ou de l'organe compétent de la personne morale de droit public, en présence de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement qui remet un avis au propriétaire séance tenante.

La vente ne devient définitive qu'après délibération du collège communal ou de l'organe compétent de la personne morale de droit public sur la vente.

CHAPITRE VI. — *Des exploitations*

Art. 80. L'acheteur ne peut commencer l'exploitation sans un permis d'exploiter délivré par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, conformément aux dispositions du cahier des charges.

Le permis d'exploiter n'est pas délivré si les prescriptions des articles 73 à 77, 79 et les dispositions du cahier des charges relatives à son octroi n'ont pas été respectées.

Art. 81. L'acheteur est tenu de respecter tous les arbres non marqués suite à une opération de martelage. Il en est de même pour tous les arbres marqués en réserve suite à une opération de balivage.

L'empreinte employée par l'agent sur l'arbre ou, le cas échéant, sur sa souche ou sur la souche d'un arbre voisin, est le seul moyen de preuve dont l'exploitant peut se servir pour établir la délivrance de l'arbre abattu.

Art. 82. § 1^{er}. Si des arbres réservés sont cassés ou renversés par le vent ou d'autres accidents, l'acheteur les laisse sur place et avertit sur le champ l'agent désigné comme tel par le Gouvernement qui peut soit compenser les arbres cassés ou renversés par le marquage d'autres arbres en réserve, soit, avec l'accord du propriétaire, négocier le rachat de gré à gré de tout ou partie de l'objet de la vente.

§ 2. L'acheteur s'assure que les arbres réservés ne sont pas endommagés par l'exploitation.

Dès qu'un arbre réservé est endommagé, l'acheteur prévient l'agent désigné comme tel par le Gouvernement qui détermine si l'arbre endommagé doit être abattu, marqué, le cas échéant, un autre arbre en réserve, et évalue le dommage.

§ 3. Le présent article ne concerne pas les arbres réservés, de moins de deux décimètres de tour à un mètre cinquante du sol.

Art. 83. Aucune exploitation, à l'exception du chargement, du déchargement et du transport, ne peut être effectuée avant une heure avant le lever ou après une heure après le coucher du soleil.

L'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut autoriser une exploitation dans les mises à blanc, en dehors des heures prévues à l'alinéa précédent.

Art. 84. Le déplacement des arbres et des produits de la forêt se fait par les voies désignées dans le cahier des charges ou, à défaut, par celles qui sont désignées par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

En cas de nécessité, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut en désigner d'autres.

Art. 85. L'exploitation est effectuée dans les délais fixés par le cahier des charges, à moins que l'acheteur n'ait obtenu de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement une prorogation de délai.

En cas de force majeure, le Gouvernement peut décider de reporter de deux années maximum le délai d'exploitation des mises à blanc et d'un an maximum le délai d'exploitation des éclaircies.

Le report ne peut donner lieu à paiement par l'acquéreur d'indemnités quelconques.

Art. 86. Si l'acheteur ne fait pas, dans les délais fixés, les travaux de réaménagement, ces travaux peuvent être exécutés à ses frais, à la diligence de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, sur l'autorisation du propriétaire. Il remet au propriétaire le décompte des frais qui le réclame à l'acheteur.

Art. 87. A l'expiration du délai fixé par le cahier des charges ou à l'expiration du délai accordé en application de l'article 85, alinéa 1^{er} ou 2, le vendeur peut accorder, par lettre recommandée avec accusé de réception, un ultime délai d'exploitation d'une durée de deux mois. A l'expiration de ce délai, les arbres non abattus sont considérés comme abandonnés par l'acheteur et redeviennent de plein droit la propriété du vendeur, sans intervention préalable du juge, sans indemnité et sans préjudice de dommages et intérêts.

Art. 88. Sauf autorisation préalable de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, l'acheteur ne peut déposer sur le parterre ou sur les zones de dépôt de l'exploitation d'autres arbres ou produits de la forêt que ceux qui en proviennent.

Art. 89. Le Gouvernement peut imposer l'exclusion de l'acheteur ou de l'exploitant pour une période de trois ans maximum pour faute grave dans l'exploitation ou dans l'exécution des travaux de réaménagement.

Après avoir entendu les moyens de défense de l'acheteur ou de l'exploitant, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut proposer son exclusion dans un avis motivé au Gouvernement. Il notifie l'avis au Gouvernement et en transmet, simultanément, copie à l'acheteur ou l'exploitant. Le Gouvernement notifie, par recommandé avec accusé de réception, sa décision endéans les trois mois de la réception de l'avis motivé.

L'exclusion ne concerne que les bois et forêts des personnes morales de droit public situés en Région wallonne.

Art. 90. Après l'exploitation et les travaux éventuels de réaménagement, l'acheteur ou la caution sollicite la décharge, nonobstant l'organisation ultérieure d'un récolement prévu à l'alinéa 3.

L'agent désigné comme tel par le Gouvernement délivre ou refuse la décharge. S'il envisage de refuser la décharge, il ne la refuse qu'après avoir entendu l'acheteur ou la caution.

L'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut procéder au récolement du nombre de bois délivrés. L'acheteur ou la caution sont avertis, sans frais et au plus tard le dixième jour qui précède, de la date et de l'heure du récolement. Si aucun des deux ne se présente, le procès-verbal du récolement est réputé contradictoire.

Art. 91. Les articles du présent chapitre sont applicables à l'entrepreneur de l'exploitation.

Les articles du présent chapitre ne sont pas applicables aux exploitations visées à l'article 74, alinéa 1^{er}, 3^o, 6^o et 7^o.

Titre 5. — De la surveillance, des incriminations, des sanctions et des mesures de réparation dans les bois et forêts

CHAPITRE 1^{er}. — De la surveillance dans les bois et forêts des personnes morales de droit public

Art. 92. Les agents sont compétents pour surveiller dans les bois et forêts des personnes morales de droit public, l'application du présent Code et de ses arrêtés d'exécution.

Avant d'entrer en fonction, les agents sont tenus de prêter devant le Tribunal de première instance de leur résidence le serment suivant :

"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.". Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

Les agents peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1^o pénétrer à tout moment dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution. Lorsqu'il s'agit d'un domicile au sens de cet article, les agents peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction;

2^o requérir l'assistance de la police locale et de la police fédérale;

3^o procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tout examen, contrôle, enquête et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent Code et de ses arrêtés d'exécution sont respectées et notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

c) contrôler l'identité de tout contrevenant;

4^o arrêter les véhicules utilisés pour le transport et contrôler leur chargement lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire qu'une infraction au présent Code ou à ses arrêtés d'exécution a été commise;

5^o prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a) interdire de déplacer les objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b) arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces utiles susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

6^o se faire accompagner d'experts techniques;

7^o sans préjudice du 1^o, suivre les objets jusque dans les lieux où ils auront été transportés, et les placer sous séquestre.

Art. 93. Sans préjudice de l'article 102, alinéas 2 et 3, en cas d'infraction au présent Code et à ses arrêtés d'exécution, les agents dressent procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, par lettre recommandée avec accusé de réception, au contrevenant et ce, dans les quinze jours où il est établi. L'agent joint à la transmission au procureur du Roi la preuve de l'envoi du procès-verbal au contrevenant.

CHAPITRE II. — *De la surveillance dans les bois et forêts privés*

Art. 94. Les agents sont compétents pour surveiller l'application du présent Code et de ses arrêtés d'exécution dans les bois et forêts privés.

Chaque visite de bois et forêts privés fait l'objet d'un compte rendu qui précise le motif, l'objet, le jour et l'heure de la visite, ainsi que l'identité du propriétaire. Le supérieur hiérarchique de niveau 1 de l'agent tient à la disposition du propriétaire le compte rendu dans la seule mesure où il concerne sa propriété.

Hors les cas de flagrant délit, les agents avertissent le propriétaire préalablement à toute visite lorsque celui-ci a fourni au supérieur hiérarchique visé à l'alinéa 2 une carte détaillée de sa propriété ainsi que ses coordonnées complètes. Le Gouvernement peut déterminer le contenu de la carte détaillée de la propriété et des coordonnées complètes ainsi que la périodicité de l'actualisation de ces documents.

Sans préjudice de l'article 102, alinéas 2 et 3, en cas d'infraction au présent Code et à ses arrêtés d'exécution, les agents dressent procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Ce procès-verbal est transmis par le supérieur hiérarchique de niveau 1 de l'agent au procureur du Roi et au propriétaire, et, à peine de nullité, par lettre recommandée avec accusé de réception au contrevenant et ce, dans les quinze jours où il est établi. L'agent joint à la transmission au procureur du Roi la preuve de l'envoi du procès-verbal au contrevenant.

Art. 95. L'article 92, alinéa 3 est applicable à la surveillance dans les bois et forêts privés.

CHAPITRE III. — *Des incriminations, des sanctions et des mesures de réparation dans les bois et forêts*

Art. 96. L'amende pour abattage, enlèvement ou arrachage d'arbres ayant 2 décimètres de tour et au-dessus est de 0,5 euro par centimètre de tour. La circonférence est mesurée à un mètre cinquante du sol.

Les amendes sont majorées d'un tiers pour l'abattage, l'enlèvement ou l'arrachage de parois, pieds corniers et arbres de place.

Si les arbres ont été enlevés et façonnés, le tour en est mesuré sur la souche. Si la souche a également été enlevée, le tour en est estimé par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement.

Art. 97. Dans le cadre d'une exploitation, les amendes visées à l'article 96 pour abattage, enlèvement ou arrachage d'arbres de réserve, ayant deux décimètres de tour et au-dessus, effectué par l'acheteur ou par l'exploitant sur le parterre de l'exploitation, sont d'un tiers en sus, et, en-dehors du parterre de l'exploitation, sont d'une moitié en sus.

Art. 98. Sans préjudice de l'article 84 et, le cas échéant, du cahier des charges, l'amende pour abattage, arrachage ou enlèvement d'arbres ayant moins de deux décimètres de tour à un mètre cinquante du sol est de 0,5 euro par centimètre de tour. L'amende ne pourra, toutefois, être inférieure à 0,5 euro par arbre.

Art. 99. Sans préjudice de l'article 49, § 2, tout élagage est puni comme si l'arbre avait été abattu.

Art. 100. Sans préjudice de l'article 84 et, le cas échéant, du cahier des charges, quiconque éhoupe, écorce, mutile ou fait périr des arbres est puni comme s'il les avait abattus.

Il en est de même de celui qui saigne des arbres ou en enlève la sève.

Art. 101. Quiconque enlève des chablis ou bois de délit est condamné aux mêmes peines que s'il les avait abattus par le pied.

Art. 102. Est puni d'une amende de 25 à 100 euros :

1° celui qui contrevient aux articles 10 et 11 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application;

2° sans préjudice de l'article 105, 2°, celui qui contrevient aux articles 14 à 21, 23 à 29 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application;

3° celui qui contrevient aux articles 35, 37, 41, 45, 47, 48, 49, 50, 71, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, 83 et 84 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application.

Les agents peuvent, avant de dresser un procès-verbal de constat d'infraction, adresser un avertissement pour les infractions visées à l'alinéa précédent. L'agent informe le Procureur du Roi. Si l'avertissement est destiné à permettre au contrevenant de se mettre en règle, l'agent fixe un délai qui ne peut être prolongé qu'une seule fois. A l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, l'agent dresse rapport et le transmet par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours, au contrevenant et au Procureur du Roi.

En cas de récidive du contrevenant dans un délai de deux ans à dater de l'avertissement qui lui a été adressé, l'agent ne peut plus adresser un avertissement et dresse procès-verbal conformément à l'article 93 ou à l'article 94, alinéa 4.

Art. 103. Est puni d'une amende de 40 à 1.000 euros celui qui contrevient aux articles 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71 alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, 71 alinéa 2, 80 et 88 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application.

Art. 104. Est puni d'une amende de 300 à 3.000 euros celui qui contrevient aux articles 73, 74 et 85, ou aux clauses du cahier des charges arrêtées par le Gouvernement en exécution de l'article 78 qui sont relatives à l'exploitation et aux travaux de réaménagement ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application.

Art. 105. Est puni d'une amende de 400 à 5.000 euros celui qui :

1^o contrevient aux articles 38 et 69 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application;

2^o celui qui, en qualité d'organisateur, contrevient aux articles 14 à 29 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application.

Art. 106. Est puni d'une amende de 400 à 10.000 euros celui qui contrevient à l'article 39 ou aux arrêtés pris pour leur exécution ou leur application.

Art. 107. Les peines pour les infractions prévues par le présent Code ou ses arrêtés d'exécution sont doublées :

1^o si l'infraction a été commise la nuit;

2^o si l'infraction a été commise en bande ou en réunion;

3^o lorsque le contrevenant est porteur d'un outil de coupe, d'extraction ou d'une arme;

4^o lorsque l'infraction est perpétrée entre le 1^{er} mars et le 30 juin ;

5^o si l'infraction a été commise dans un milieu naturel protégé en application de la loi sur la conservation de la nature.

Art. 108. Les infractions prévues à l'article 102 du présent Code font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une transaction, soit d'une amende administrative conformément aux titres V et VI de la partie VIII de la partie décrétable du livre I^{er} du Code de l'Environnement, sauf si le Procureur du Roi envisage de faire usage ou fait usage des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle.

Art. 109. § 1^{er}. En cas d'infraction aux articles 38, 39, 40, 43, 46, 49, 69 et 71 alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o et 71, alinéa 2, le tribunal de police ordonne, à la demande de l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement.

Le tribunal fixe, à cette fin, un délai qui ne peut dépasser un an.

Les droits de la partie civile sont limités pour la réparation directe à celle choisie par l'agent désigné comme tel par le Gouvernement, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du condamné.

Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les travaux et ouvrages ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, l'agent désigné comme tel par le Gouvernement et éventuellement la partie civile, pourront pourvoir d'office à son exécution. L'administration ou la partie civile qui exécute le jugement a le droit de vendre les matériaux et objets résultant de l'exécution des travaux et ouvrages, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'elle choisit.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

§ 2. L'agent désigné comme tel par le Gouvernement peut poursuivre, devant le tribunal civil, l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement. Les alinéas 2 et suivants du paragraphe 1^{er} sont également applicables en cas d'action introduite devant le tribunal civil.

Titre 6. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 110. La loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier est abrogée à l'exception de l'article 177.

Art. 111. La loi du 8 août 1862 qui exempte temporairement des frais de régie et de surveillance des terrains incultes boisés pour le compte des communes et des établissements publics est abrogée.

Art. 112. A l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les mots "gardes forestiers" sont remplacés par les mots "agents, au sens de l'article 3, 1^o, du Code forestier".

Dans l'article 25 de la même loi, sont supprimés les termes "ou dans les hypothèses prévues par l'article 120 du Code forestier".

Art. 113. L'article 40 du Code rural du 7 octobre 1886 est abrogé.

A l'article 41 du même Code, les mots "autres que ceux dont il est question à l'article précédent," sont supprimés.

L'article 67 du même Code est complété par l'alinéa suivant : "Les agents, au sens de l'article 3, 1^o, du Code forestier, ont également qualité pour constater, dans les champs, les délits et contraventions qui ont pour objet la police forestière, de même que les délits de chasse et de pêche."

Dans l'article 89, 8^o, du même Code, les mots "des bois," sont supprimés et le point final est remplacé par un point virgule.

Le même article est complété par le point suivant :

"9^o ceux qui portent ou allument du feu à moins de vingt-cinq mètres des bois et forêts, sauf autorisation du propriétaire de ceux-ci."

Art. 114. L'article 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux est remplacé par la disposition suivante :

"Les forêts domaniales d'une superficie de plus d'un hectare ne peuvent faire l'objet d'une cession qu'en vertu d'un décret, à l'exception des échanges, des expropriations pour cause d'utilité publique et des cessions pour sortir d'indivision avec des particuliers."

Art. 115. La loi du 28 décembre 1931 relative à la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers est abrogée.

Art. 116. Il est inséré dans le Code des droits de succession, pour ce qui concerne la Région wallonne, un article 55*ter*, rédigé comme suit :

"Est exempté des droits de succession et de mutation par décès :

1^o la valeur des arbres sur pied croissant dans les bois et forêts au sens de l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code forestier et pour lesquels les droits de succession et de mutation par décès sont réputés localisés en Région wallonne;

2^o la valeur d'actions et de parts d'un groupement forestier au sens de la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers, en ce qu'elle procède d'arbres sur pied croissant dans les bois et forêts, au sens de l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code forestier et pour lesquels les droits de succession et de mutation par décès sont réputés localisés en Région wallonne. ».

Art. 117. Il est inséré dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, pour ce qui concerne la Région wallonne, un article 131^{quater}, rédigé comme suit :

"Par dérogation à l'article 131, est exempté de droit de donation :

1° la valeur des arbres croissant sur pied dans les bois et forêts au sens de l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code forestier pour lesquels les droits de donation sont réputés localisés en Région wallonne;

2° la valeur d'actions et de parts d'un groupement forestier au sens de la loi du 6 mai 1999 visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers, en ce qu'elle procède d'arbres sur pied croissant dans les bois et forêts, au sens de l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code forestier et pour lesquels les droits de donation sont réputés localisés en Région wallonne."

Art. 118. La loi du 12 juillet 1952 autorisant le Roi à soumettre au régime forestier des bois et forêts, propriétés des provinces est abrogée.

Art. 119. L'article 29, alinéa 1^{er} de la loi de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale est remplacé par les termes :

"Les infractions à la présente loi sont recherchées et constatées conformément aux articles 92 à 95 du Code forestier, sans préjudice des articles 30 à 34 de la présente loi."

A l'article 29, alinéa 2, de la même loi, les termes "ou dans les hypothèses prévues par l'article 120 du Code forestier" sont supprimés.

L'article 30 de la même loi est remplacé par les termes :

"Le Gouvernement peut, en se conformant à l'article 56, alinéa 1^{er}, du Code forestier, désigner des fonctionnaires de l'administration qui ont la qualité d'agent de la pêche.

Les agents de la pêche sont assimilés aux préposés de la nature et des forêts, au sens de l'article 3, 1^o, du Code forestier."

A l'article 32, alinéa 1^{er}, de la même loi, le terme "également" est supprimé et les termes "par les agents au sens de l'article 3, 1^o, du Code forestier, par les agents de la pêche," sont insérés après le terme "constatées".

A l'article 32, alinéa 2, de la même loi, les termes ", ceux des ingénieurs de la nature et des forêts" sont insérés après les termes "des officiers de police judiciaire".

L'article 32, alinéa 3, de la même loi est abrogé.

Art. 120. Dans l'article 572, 3^o, du Code judiciaire, les mots "des agents et préposés à l'administration forestière" sont remplacés par les mots "des agents au sens du Code forestier".

Art. 121. L'article 22 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est abrogé.

Art. 122. L'article 6 du décret du 18 juillet 1996 du Conseil régional wallon modifiant le Code forestier pour ce qui concerne l'adjudication publique et la vente de gré à gré des coupes en forêts soumises au régime forestier est abrogé.

Art. 123. L'article D.29-1, § 4, a., 11^o, du livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

L'article D.53 du même livre est complété par les termes suivants :

"§ 6. Les plans d'aménagement au sens de l'article 57 du Code forestier sont soumis à une évaluation des incidences conformément aux articles D.49 à D.57 et D.61 du présent livre et aux articles 59 et 60 du Code forestier."

A l'article D.138, alinéa 2, du même livre, sont insérés les termes "aux infractions prévues à l'article 102 du Code forestier," entre les termes "applicables" et "à la loi".

A l'article D.159, § 2, du même livre, le point final est remplacé par un point virgule et il est ajouté un 7^o libellé comme suit : "7^o les infractions prévues à l'article 102 du Code forestier."

A l'article D.160, § 2, du même livre, le point final est remplacé par un point virgule et il est ajouté un 4^o libellé comme suit : "4^o de 25 euros à 500 euros pour une infraction prévue à l'article 102 du Code forestier."

A l'article D.162, alinéa 4, du même livre, sont insérés après les termes "quatrième catégorie", les termes "et pour celles prévues à l'article 102 du Code forestier".

L'article D.164, alinéa 2, du même livre est complété par les termes ", ou d'infractions prévues à l'article 102 du Code forestier".

Titre 7. — Dispositions finales et transitoires

Art. 124. Les bois et forêts qui ne bénéficient pas du régime forestier avant l'entrée en vigueur du présent Code ne sont soumis à un plan d'aménagement que dans les cinq ans à partir de la date à laquelle ils bénéficient du régime forestier.

Les aménagements adoptés au plus tard la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés constituer des plans d'aménagement au sens de l'article 57 du présent Code.

Art. 125. Le régime visé au titre IV s'applique aux bois et forêts qui n'ont pas fait l'objet d'une soustraction au régime forestier avant l'entrée en vigueur du présent Code.

Art. 126. Aucun frais de régie et de gardiennat du en application de la loi du 19 décembre 1854 portant le Code forestier ne pourra être réclamé au profit de la Région wallonne à dater de l'entrée en vigueur du présent Code.

Art. 127. La mesure visée à l'article 71, alinéa 2, n'est d'application qu'un an après la date d'entrée en vigueur du présent Code.

Art. 128. L'article 38, § 1^{er} et § 3, ne s'applique pas aux coupes de bois dont les ventes ont été conclues avant la date d'entrée en vigueur de l'article 38 aux conditions suivantes :

1° le bordereau d'achat ou le document qui en tient lieu détermine la localisation du parterre de la coupe;

2° l'exploitation est terminée au terme de l'année qui suit celle l'entrée en vigueur de l'article 38.

Art. 129. Le présent Code entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement sauf les articles 38, 39, 40, 43, 116, 117 et 128 et sauf les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 92 à 95, 103, 105 à 107, 109 et 129 dans la seule mesure de l'application des articles 38, 39, 40, 43, 116, 117 et 128, qui entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 juillet 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 806 (2007-2008). N^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 juillet 2008.

Discussion. — Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3101

[2008/203215]

15. JULI 2008 — Dekret über das Forstgesetzbuch (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Titel 1 — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Die Forsten und Wälder bilden ein Natur-, Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Landschaftserbe. Ihre nachhaltige Entwicklung ist zu gewährleisten, indem eine harmonische Koexistenz ihrer wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Funktionen ermöglicht wird.

Die nachhaltige Entwicklung der Forsten und Wälder setzt die Notwendigkeit voraus, die folgenden Grundsätze auf ausgeglichene und angemessene Art und Weise anzuwenden:

1° die Erhaltung und die Verbesserung der Forstressourcen und ihr Beitrag zum Kohlenstoffkreislauf;

2° die Erhaltung der Gesundheit und der Lebenskraft der Waldökosysteme;

3° die Erhaltung und die Förderung der Produktionsfunktionen der Forsten und Wälder;

4° die Erhaltung, der Schutz und die Verbesserung der biologischen Vielfalt in den Waldökosystemen;

5° die Erhaltung und die Verbesserung der Schutzfunktionen bei der Bewirtschaftung der Forsten und Wälder, insbesondere des Bodens und der Gewässer;

6° die Erhaltung und die Verbesserung sonstiger sozialwirtschaftlicher Nutzen und Rahmenbedingungen.

Die nachhaltige Entwicklung der Forsten und Wälder setzt insbesondere die Erhaltung eines Gleichgewichts zwischen den Nadelholz- und Laubbeständen voraus, sowie die Förderung eines Mischwaldes mit Bäumen verschiedenen Alters, der an die Klimaveränderungen angepasst ist und der in der Lage ist, gewisse Auswirkungen dieser Veränderungen abzuschwächen.

Art. 2 - Das vorliegende Gesetzbuch findet Anwendung auf die Forsten und Wälder.

Ihnen wird Folgendes gleichgestellt:

1° die Nebengelände der Forsten und Wälder, wie z.B. die Lebensräume bildenden Flächen, Holzlagerungen, Äsungsbereiche, Sümpfe, Teiche, Schneisen;

2° die Samenplantagen für das generative Vermehrungsgut, sowie die Mutterpflanzen, die Mutterpflanzenbestände und die Sprosssteile für das vegetative Vermehrungsgut.

Das vorliegende Gesetzbuch findet keine Anwendung auf:

1° die Forsten und Wälder, die vom Staat zu militärischen Zwecken oder im Rahmen des Strafvollzugs verwaltet werden;

2° die Forsten und Wälder, die nach dem Sektorenplan in einem Parkgebiet, einem Wohngebiet oder einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter gelegen sind;

3° die Uferbepflanzungen und die Baum- und Strauchreihen mit einer Breite von maximal 10 Metern, die ab dem Zentrum des Teils dicht über dem Boden gemessen ist, am Rand:

a) des Straßennetzes mit Ausnahme der Pfade und Wege;

c) der Wasserstraßen;

c) der landwirtschaftlichen Grundstücke.

Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1° Bediensteter: der Beamte der Dienststellen der Regierung, der von dieser als Ingenieur der Fachrichtung Natur und Forstwesen oder Beauftragter der Fachrichtung Natur und Forstwesen anerkannt wird;

2° Fläche: markierter Bereich, der für die Fußgänger zugänglich ist, oder entweder zum zeitweiligen Abstellen von Fahrzeugen, oder zur der Ausübung bestimmter Freizeitaktivitäten oder zum vorübergehenden Aufenthalt ohne finanziellen Ausgleich bestimmt ist;

3° Zukunftsbaum: Elitebaum, der dazu bestimmt ist, dem endgültigen Bestand anzugehören;

4° Berechtigter: jede Person, der ein persönliches Recht auf die Forsten und Wälder durch den Eigentümer gewährt wurde;

5° Markierung: Anbringen für eine Dauer von weniger als elf Tagen in den Forsten und Wäldern von Zeichen, die dazu bestimmt sind, den Verkehr auf einem für den Verkehr der Öffentlichkeit freigegebenen Verkehrsweg oder in einer Fläche zu fördern oder zu ermöglichen und Anbringen für eine Dauer von mehr als zehn Tagen in den Forsten und Wäldern von Zeichen, die dazu bestimmt sind, den Verkehr in einer Fläche zu fördern oder zu ermöglichen;

6° Privatforsten und -wälder: Forsten und Wälder, die der Forstregelung nicht unterliegen;

7° Weg: für die Öffentlichkeit freigegebener Verkehrsweg, der ungepflastert oder beschottert und breiter als ein Pfad ist, und für den Verkehr von Fahrzeugen im Allgemeinen nicht eingerichtet wird;

8° Noteinschlag: Schlag, der zum Entfernen der Windbrüche bestimmt ist oder aus zwingenden Sanitär- oder Sicherheitsgründen vorgenommen wird;

9° basaler Sprossstiel: Organ- oder Gewebefragment, das auf einem ausgewählten Baum entnommen und zwecks späterer vegetativer Vermehrungen in Vitro aufbewahrt wird;

10° Nutzung: Einschlag von Bäumen und Holzabfuhr, mit Ausnahme der Noteinschläge, oder Ernte der Forsterzeugnisse mit Ausnahme einer Entnahme, sowie ihr Abtransport aus dem Eigentum;

11° staatliche Waldung: die Forsten und Wälder, deren Eigentümerin die Wallonische Region ist;

12° Ausgangsmaterial:

a) Samenquelle: Bäume innerhalb eines Areals, in dem Saatgut geerntet wird;

b) Erntebestand: ein abgegrenzter Bestand von Bäumen mit hinreichend homogener Zusammensetzung;

c) Samenplantage: Anpflanzung, die so abgeschirmt oder bewirtschaftet wird, dass eine Befruchtung durch Externpollen vermieden oder in Grenzen gehalten wird, um häufige und reiche Ernten zu erzielen;

d) Klon: Gruppe vegetativer Abkömmlinge, die von einem einzigen Ausgangsindividuum durch vegetative Vermehrung gewonnen wurden, beispielsweise in Form von Stecklingen, durch mikro-vegetative Vermehrung, in Form von Pfropflingen, Absenkern oder durch Teilung;

e) Klonmischung: eine Mischung bestimmter Klone in festgelegten Anteilen.

13° forstliches Vermehrungsgut: Saatgut, Pflanzenteile oder Pflänzlinge, die für die Waldbewirtschaftung bestimmt sind;

14° Mutterpflanzenbestände: Anpflanzung von Klonen, die im Hinblick auf die Ernte von Stecklingen bewirtschaftet wird;

15° Grenzbaum: Baum am Rand einer Parzelle und der diese begrenzt;

16° Eckbaum: Baum, der die Ecke einer Parzelle bezeichnet;

17° Fußgänger: jede Person, die sich zu Fuß fortbewegt sowie jede Person mit eingeschränkter Mobilität, die sich in einem Rollstuhl fortbewegt oder jeder Radfahrer, der das Alter von neun Jahren noch nicht erreicht hat;

18° Entnahme: Ernte einer kleinen Menge von Forsterzeugnissen, die für den Eigenbedarf der Person, die diese Ernte vornimmt, oder für den Bedarf einer Wissenschafts-, Wohlfahrt- oder Jugendorganisation, die diese Ernte vornimmt, ohne Erwerbzzweck durchgeführt wird, sowie ihr Abtransport aus dem Eigentum;

19° Forsterzeugnisse: Erzeugnisse der Bäume und Sträucher, der Vegetation und des Bodens der Forsten und Wälder, mit Ausnahme des Stammholzes und der Baumkronen;

20° Eigentümer: Inhaber eines Eigentumsrechts oder eines beschränkten dinglichen Rechts, das die Nutzung von Bäumen oder Forsterzeugnissen mit sich bringt;

21° Bestandsprüfung: Kontrolle, die darin besteht, das Holz, das nach dem Fällen zum Verkauf angeboten wurde, nachzuzählen;

22° Schlagabfälle: Überreste, die nach dem Fällen oder einer Unterhaltsmaßnahme an Ort und Stelle verblieben sind;

23° vorübergehender Aufenthalt: Aufenthalt während einer Periode von weniger als achtundvierzig Stunden, mit Ausnahme des Aufenthaltes in einem Wohnwagen oder einem Wohnmobil;

24° Straße: für die Öffentlichkeit freigegebener Verkehrsweg, der mit Asphalt; Beton oder Pflaster bedeckt ist, und dessen Fläche für den Verkehr von Fahrzeugen im Allgemeinen eingerichtet ist;

25° Pfad: schmaler für die Öffentlichkeit freigegebener Verkehrsweg, dessen Breite, die unter 1 Meter liegt, die für den Verkehr der Fußgänger notwendige Breite nicht überschreitet;

26° Grundfläche eines Bestands: Summe der Flächen der orthogonalen Sektionen der Achsen des Bestands in einer Höhe von anderthalb Metern des Bodens;

27° Neueinrichtungsarbeiten: die Wiederinstandsetzung der Betriebsfläche und der für den Transport der Bäume und Forsterzeugnisse bei der Bewirtschaftung benutzten Verkehrswege;

28° für die Öffentlichkeit freigegebener Verkehrsweg: öffentlicher Verkehrsweg oder Verkehrsweg, dessen Unzugänglichkeit durch eine Schranke oder einen Schild auf dem Gelände nicht angegeben ist;

29° öffentlicher Verkehrsweg: Verkehrsweg, dessen Fläche öffentlich ist oder der Gegenstand eines öffentlichen Wegenutzungsrechts ist;

30° Schaftderholzvolumen: Volumen des Hauptstamms des Baumes bis zum Endschnitt bei einem Umfang von zweiundzwanzig Zentimetern.

Art. 4 - Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches wird der Empfangstag der amtlichen Urkunde, der den Anfang einer Frist bildet in dieser nicht aufgenommen.

Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Art. 5 - Ein Einspruch gegen die Beschlüsse des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten, die in Artikeln 20, Absatz 2, 21, Absatz 2, 22, Absätze 2 und 3, Absatz 1, 26, Absatz 4, 38, § 3, Absätze 1 und 2, 43, Absatz 2, 62 und 66 Absatz 1 vorgesehen sind, kann vom Antragsteller bei der Regierung eingereicht werden.

Ein Einspruch gegen die Beschlüsse des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten, die in Artikel 26, Absatz 8, 39, Absatz 2, 67 und 69, Absatz 2 vorgesehen sind, kann von der Person, der der Beschluss zugestellt wurde, bei der Regierung eingereicht werden.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der in den Absätzen 1 und 2 erwähnte Einspruch begründet und der Verwaltung der Natur und Forstwesen innerhalb fünfzehn Tagen nach Empfang der amtlichen Urkunde durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung übermittelt.

Die Regierung übermittelt ihren Beschluss dem Einsprucherhebenden innerhalb von dreißig Tagen ab dem ersten Tag, der auf den Eingang des Einspruchs folgt, durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung. In Ermangelung der Übermittlung des Beschlusses innerhalb dieser Frist wird der Beschluss des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten bestätigt.

Die Frist für die Einreichung des Einspruchs und der Einspruch haben keine aufschiebende Wirkung auf den Beschluss des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten.

Titel 2 — «Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois» (Wallonischer hoher Rat für die Forst- und Holzwirtschaft)

Art. 6 - Es wird ein "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" eingesetzt, dessen Arbeitsweise von der Regierung festgelegt wird.

Der Rat setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° zwei Beauftragte der Vereinigungen von privaten Forsteigentümern;
- 2° zwei Beauftragte der Vereinigungen von öffentlichen Eigentümern;
- 3° vier Beauftragte der Vereinigungen der Holzwirtschaft;
- 4° ein Beauftragter jeder der auf dem Gebiet der Region gelegenen Universitätsfakultäten, die die Ausbildung von Ingenieuren im Bereich der Natur und des Forstwesens organisieren;
- 5° ein Beauftragter des "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);
- 6° ein Beauftragter des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);
- 5° zwei Beauftragte der Umweltschutzvereinigungen;
- 8° zwei Beauftragte der Vereinigungen, die im Bereich der freizeitsoziologischen Funktion der Forsten tätig sind;
- 9° ein Beauftragter der Vereinigungen von Landwirten;
- 10° ein Beauftragter der Vereinigungen der Unternehmer von Forstarbeiten.

Nach einem im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bewerberaufruf bezeichnet die Regierung die in Absatz 2, 1° bis 3° und 7° bis 10° erwähnten Vereinigungen.

Die in Absatz 2 erwähnten Vereinigungen, Einrichtungen und Organe stellen eine doppelte Liste von effektiven und stellvertretenden Bewerbern vor. Unter diesen ernennt die Regierung die Mitglieder des Rates.

Die Regierung bezeichnet einen Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf Vorschlag ihrer Regierung. Dieser Vertreter wohnt den Versammlungen des Rats mit beratender Stimme bei.

Die Regierung bezeichnet einen oder mehreren Beamten, die den Versammlungen des Rats mit beratender Stimme beiwohnen.

Der Rat ist mit den Aufgaben, die ihm durch oder kraft des vorliegenden Gesetzbuches erteilt werden, beauftragt.

Er hat außerdem als Aufgabe, der Regierung ein Gutachten über die gesamten Fragen allgemeinen Interesses bezüglich der Wälder und Forsten und der Holzwirtschaft abzugeben. Er befindet über diese Fragen von Amts wegen oder auf Antrag der Regierung.

Titel 3 — Gemeinsame Bedingungen für die gesamten Forsten und Wälder

KAPITEL I — Fünfjahresplan für die forstliche Forschung

Art. 7 - Nach Gutachten des "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" verabschiedet die Regierung einen Fünfjahresplan für die forstliche Forschung, in dem die Leitlinien der Forschungsarbeit festgelegt werden, die er ausführen bzw. ausführen lassen muss, um die in Artikel 1 erwähnten Ziele zu gewährleisten oder zu fördern.

Der Plan wird durch das Ministerium der Wallonischen Region vorgeschlagen.

Sie übermittelt ihn dem Wallonischen Parlament und veröffentlicht ihn im *Belgischen Staatsblatt*.

KAPITEL II — Zelle für die ständige Bestandsaufnahme der Forstressourcen

Art. 8 - Eine Zelle für die ständige Bestandsaufnahme der Forstressourcen wird innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region beibehalten, um Angaben über den Zustand sowie über die Entwicklung von quantitativen und qualitativen Parametern betreffend die Holzerzeugung, die Gesundheit der Bestände, die biologische Vielfalt und die ökologischen Bedingungen des Milieus zu sammeln und zur Verfügung zu stellen, und dies insbesondere für:

1° die Forsten und Wälder, einschließlich derjenigen, die in Gebieten liegen, die durch Artikel 2, Absatz 3, 2° und 3° aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Gesetzbuches ausgeschlossen sind;

2° die außerhalb der Forsten und Wälder liegenden Forstressourcen.

Art. 9 - Es wird ein Begleitausschuss eingesetzt, der damit beauftragt ist, der Regierung die Art der zu sammelnden Angaben, die Modalitäten dieser Sammlung sowie die Arten der zu erteilenden Ergebnisse, die Modalitäten ihrer Verbreitung und ggf. die auszuführenden Aktionen vorzuschlagen.

Der Ausschuss organisiert die Verbreitung der Ergebnisse und sorgt insbesondere für die Vertraulichkeit der gesammelten Angaben.

Der Ausschuss umfasst Beauftragte der Akteure der Holzwirtschaft, der auf dem Gebiet der Region gelegenen Universitätsfakultäten, die die Ausbildung von Ingenieuren im Bereich der Natur und des Forstwesens organisieren, der betroffenen Verwaltungen und der Umweltschutzvereinigungen. Die Regierung bestimmt seine Zusammensetzung und Arbeitsweise.

Art. 10 - Die Regierung bestimmt die Art der zu sammelnden Angaben und die Modalitäten dieser Sammlung sowie die zu erteilenden Ergebnisse und die Modalitäten ihrer Verbreitung. Den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten wird erlaubt, die Forsten und Wälder der sowohl öffentlichen als auch privaten Eigentümer zu betreten, um dort von Sonnenaufgang bis Sonnenuntergang die notwendigen Maßnahmen durchzuführen, unter der Bedingung, dass der Eigentümer spätestens eine Woche vorher darüber informiert wird.

Diese Maßnahmen bestehen darin, Verwaltungsangaben, Messungen topographischer, dendrometrischer und waldbaulicher Art, sowie pedologische, pflanzensoziologische Beobachtungen sowie Beobachtungen über die Pflanzengesundheit und die biologische Vielfalt zu sammeln und zu verarbeiten.

Den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten wird erlaubt, bei den Eigentümern Untersuchungen durchzuführen, um die Informationen technischer und waldbaulicher Art sowie diejenigen betreffend die Struktur des Eigentums, die für das Ziel des vorliegenden Kapitels notwendig sind, zu sammeln.

Die befragten Eigentümer sind verpflichtet, die beantragten Auskünfte zu erteilen.

Art. 11 - Die in Anwendung von Artikel 10 gesammelten individuellen Auskünfte dürfen nicht zu anderen Zwecken als denjenigen, für die die Zelle aufrecht erhalten wird, benutzt werden. Diese darf keine Angaben verbreiten, durch die individuelle Situationen aufgedeckt werden können.

KAPITEL III — Forstgenetik

Art. 12 - Die Regierung bestimmt das Verfahren für die Zulassung und die Kontrolle des Ausgangsmaterials für die Produktion des forstlichen Vermehrungsguts.

Sie organisiert die Kontrolle der Qualität und des Ursprungs des auf den Markt gebrachten Vermehrungsguts und dessen Vermarktung.

KAPITEL IV — Verkehr der Öffentlichkeit in den Forsten und Wäldern

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 13 - Das vorliegende Kapitel regelt den Verkehr in den Forsten und Wäldern und auf den für die Öffentlichkeit freigegebenen Verkehrswegen, die sie durchqueren, mit Ausnahme:

1° der Straßen, außer der Flurbereinigungsstraßen, die auf ihrer gesamten Länge das problemlose Kreuzen von zwei Fahrzeugen zulassen;

2° der Natur- und Forstschutzgebiete, außer was die Straßen, Wege und Pfade betrifft;

3° der Verkehrswege, die das Autonome Netz langsamer Wege bilden.

Art. 14 - Die Regierung kann den Verkehr zeitweilig bei einer Feuergefahr, einer Bedrohung für die Fauna und die Flora, der Gefahr einer bedeutenden Störung der Ruhe der Fauna, oder aus sanitären oder mit der Sicherheit der Personen verbundenen Gründen einschränken oder verbieten. Sie legt die Modalitäten für die Einschränkung und das Verbot des Verkehrs fest.

Art. 15 - Bei jeder Treibjagd wird der Verkehr in den Forsten und Wäldern an den Tagen und an den Stellen, wo diese Aktion eine Gefahr für die Sicherheit der Personen mit sich bringt, nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten verboten.

Art. 16 - Die Regierung ist berechtigt, aus Gründen der Naturerhaltung oder des Bodenschutzes die technischen Bedingungen, die die Fahrzeuge und Maschinen, deren Verkehr in den Forsten und Wäldern abseits der für die Öffentlichkeit freigegebenen Verkehrswege erlaubt ist, erfüllen müssen, sowie ihre Gebrauchsbedingungen festzulegen.

Art. 17 - Unbeschadet der Artikel 14 und 15 ist es verboten, den Verkehr auf den öffentlichen Verkehrswegen, die die Forste und Wälder überqueren, durch das Anbringen einer Tafel, eines Hindernisses, eines Schildes, eines Zeichens oder eines Plakats verhindern zu wollen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für gewisse Fortbewegungsmittel oder gewisse Tätigkeiten

Art. 18 - Hunde und andere Haustiere sind an der Leine zu führen.

Art. 19 - Unbeschadet von Artikel 27 ist der vorübergehende Aufenthalt außerhalb der dazu bestimmten Flächen verboten.

Art. 20 - Unbeschadet von Artikel 27 ist der Zugang der Fußgänger außerhalb der Straßen, Wege, Pfade und Flächen verboten.

Der Zugang der Fußgänger kann durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten erlaubt werden, unter Bedingungen, die dieser Bedienstete aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen oder kulturellen Gründen oder aus Gründen der Naturerhaltung festlegt.

Art. 21 - Unbeschadet von Artikeln 27 und 28 ist der Zugang der Radfahrer, Skiläufer und Führer von Zug-, Last- oder Reittieren außerhalb der folgenden Stellen verboten:

- 1° der Straßen;
- 2° der Wege;
- 3° der zu diesem Zweck gemäß Artikel 26, Absatz 4 markierten Pfade;
- 4° der dazu bestimmten Flächen;

5° der permanent angelegten Fahrstraßen, die den Verpflichtungen unterliegen, die durch das Dekret vom 1. April 2004 über die markierten touristischen Fahrstraßen, die Wanderkarten und die Wanderbeschreibungen oder durch gleichwertige Bestimmungen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschrieben sind.

Der Zugang der Radfahrer, Skiläufer und Führer von Zug-, Last- oder Reittieren zu den nicht in Absatz 1 erwähnten Pfaden und Flächen kann durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten erlaubt werden, unter Bedingungen, die dieser Bedienstete aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen oder kulturellen Gründen oder aus Gründen der Naturerhaltung festlegt.

Art. 22 - Unbeschadet der Artikel 27 und 28 wird der Zugang der Motorfahrzeuge außerhalb der folgenden Stellen verboten:

- 1° der Straßen;
- 2° der zu diesem Zweck gemäß Artikel 26, Absatz 4 markierten Wege;
- 3° der zu diesem Zweck gemäß Artikel 26, Absatz 4 markierten Pfade;
- 4° der dazu bestimmten Flächen;

Das im vorstehenden Absatz erwähnte Verbot findet keine Anwendung auf die Motorfahrzeuge, die von Personen mit eingeschränkter Mobilität benutzt werden, die eine durch den von der Regierung bezeichneten Bediensteten aufgestellte Genehmigung erhalten hat.

Der Zugang der Motorfahrzeuge zu den nicht in Absatz 1 erwähnten Wegen und Pfaden kann durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten erlaubt werden, unter den Bedingungen, dass dieser Bedienstete aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen oder kulturellen Gründen oder aus Gründen der Naturerhaltung festlegt.

Art. 23 - Unbeschadet von Absatz 2 finden die Artikel 18 bis 22 keine Anwendung auf den Eigentümer, seine Bezugsberechtigten in den Grenzen der Ausübung der ihnen gewährten Rechte sowie auf die Behörde, die die öffentlichen Verkehrswege bewirtschaftet, und ihre Bezugsberechtigten, auf die in Anwendung von Artikel 10 bezeichneten Bediensteten und auf die Beamten und Bediensteten, die damit beauftragt sind, die Verstöße aufzuspüren und festzustellen.

In den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts wird der Beschluss des Eigentümers oder der bewirtschaftenden Behörde, die Bezugsberechtigten fahren zu lassen, um keiner Umweltgenehmigung unterworfenen Motorsportaktivitäten außerhalb der Verkehrswege und der Flächen, auf denen sie aufgrund Artikel 22 fahren dürfen, auszuüben, der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 24 - Für den Zugang zu den Grundstücken, die nicht durch über einen angemessenen Zufahrtsweg verfügen, finden die Artikel 20 bis 22 weder Anwendung auf den Eigentümer, noch auf seine Bezugsberechtigten in den Grenzen der Ausübung der ihnen gewährten Rechte, soweit der Zugang durch den am wenigsten schadenden und am direktesten Verkehrsweg erfolgt.

Abschnitt 3 — Sonderbestimmungen für die Markierungen, die Markierungszeichen, die abgegrenzten Flächen und Gebiete, die für die Jugendaktivitäten und für die pädagogisch oder therapeutisch orientierten betreuten Bewegungen zugänglich sind

Art. 25 - Die Zweckbestimmung und die Markierung der Fläche unterliegt der zur Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten, der überprüft, ob das vorherige Einverständnis des Eigentümers gegeben worden ist.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und die allgemeinen Bedingungen für die Zweckbestimmung und die Markierung der Fläche.

Art. 26 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten und die allgemeinen Bedingungen für die Markierung der Wege, Pfade und Straßen. Sie kann die in Absatz 4 erwähnte Markierung in den Zeiträumen und an den Orten, die sie bestimmt, verbieten oder beschränken.

Jede Markierung, mit Ausnahme der Markierung, die mit einem direkt der Natur entnommenen Material oder mit einem Material auf Kalziumbasis, das rasch durch Regen ausgewaschen wird, vorgenommen wird, unterliegt der vorherigen Zustimmung des Eigentümers oder der Behörde, die den öffentlichen Verkehrsweg bewirtschaftet.

Die Markierung der Pfade, Wege und Straßen, mit Ausnahme der in Absatz 4 erwähnten Markierung, muss dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten mitgeteilt werden.

Die folgenden Markierungen unterliegen der Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten:

- 1° die Markierung eines Pfades oder eines Weges, der den Verkehr von Motorfahrzeugen ermöglicht;
- 2° die Markierung eines Pfades, der den Verkehr der in Artikel 21, Absatz 2 erwähnten Benutzer ermöglicht.

Die Markierung eines Pfades oder eines Weges, der den Zugang von Motorfahrzeugen ermöglicht, darf jedoch nur erlaubt werden, um den Verkehr außerhalb der Feiertage, Sonntage und Mittwoche nachmittags zu ermöglichen, und für Tätigkeiten, die höchstens dreihundert Personen versammeln.

Die Regierung kann für die Einrichtungen internationalen Ansehens, die sie aufführt und deren Höchstanzahl von Aktivitäten pro Kalenderjahr sie festlegt, von dem Absatz 5 abweichen.

Unbeschadet der Absätze 5 und 6 bestimmt die Genehmigung auf der Grundlage der durch die Regierung festgelegten allgemeinen Bedingungen die Person oder die Gruppe von Personen, die diese Genehmigung in Anspruch nimmt bzw. nehmen, die Anzahl Personen, die fahren dürfen, die Benutzungsbedingungen und die durch den Empfänger der Genehmigung zu bildende Kautions- oder Garantie zur Deckung der eventuellen Schäden zugunsten des Eigentümers.

In dringenden Fällen oder bei Missbrauch kann die Genehmigung durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten entzogen werden.

Art. 27 - Die Teilnehmer an Jugendaktivitäten, die entweder von Jugendbewegungen oder Vereinigungen, die für Jugendliche bestimmte Aktivitäten organisieren, veranstaltet werden, und die Teilnehmer an pädagogisch oder therapeutisch orientierten betreuten Bewegungen haben Zugang zu den abgegrenzten Gebieten der Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts nach Artikel 57, Absatz 2, 7° unter den durch die Regierung festgelegten Bedingungen, und unter den eventuellen zusätzlichen Bedingungen, die der Eigentümer festlegt.

Art. 28 - Für das Anbringen, die Instandhaltung und das Entfernen der Markierungszeichen der permanent angelegten Strecken, die den Verpflichtungen unterliegen, die durch das Dekret vom 1. April 2004 über die markierten touristischen Fahrstraßen, die Wanderkarten und die Wanderbeschreibungen oder durch gleichartige Bestimmungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschrieben sind, und der Markierung der Flächen, Pfade und Wege kann jede Verkehrsform unter den allgemeinen durch die Regierung festgelegten Bedingungen zugelassen werden.

Art. 29 - Es ist verboten, Markierungszeichen auf gleich welche Art und Weise mutwillig zu entfernen, zu zerstören oder zu beschädigen.

KAPITEL V — *Zuschüsse*

Art. 30 - Die Regierung kann unter den von ihr festgelegten Bedingungen den Personen des öffentlichen Rechts oder des privaten Rechts Zuschüsse gewähren, um in den Forsten und Wäldern Folgendes zu fördern:

1° die Forstarbeiten, die eine Verbesserung des Erbes bezwecken, wie: Aufforstung, Wiederaufforstung, Umstellung, Verarbeitung und Anreicherung von Beständen, Auflichtung, Auflockerung, Schutz gegen Wildschäden, Wiederherstellung des Gesundheitszustands, Ausästung, Durchforstung, Schaffung und Verbesserung der Infrastrukturen, die die Holzaufbereitung erleichtern, insbesondere die Verkehrswege, die Holzlagerflächen, Überquerungen von Wasserläufen;

2° die Arbeiten, die dazu bestimmt sind, den allgemeinen Zugang und die freizeitleiche und touristische Gestaltung zu entwickeln;

3° die Arbeiten, die dazu bestimmt sind, sie zu schützen, zu erhalten oder wieder herzustellen;

4° die Arbeiten, die für die Erhaltung oder die Entwicklung der biologischen Vielfalt bestimmt sind;

5° die Gruppierung oder die Umgruppierung in Verwaltung oder in Eigentum.

Die Regierung kann unter den von ihr festgelegten Bedingungen den Personen des öffentlichen Rechts oder des privaten Rechts Zuschüsse gewähren, um die Forschungsaktivitäten in Ausführung des in Artikel 7 erwähnten Fünfjahresplans sowie die Ausbildungs- und Sensibilisierungsaktivitäten im Bereich der verschiedenen Funktionen der Forsten und Wälder durchzuführen.

KAPITEL VI — *Erhaltung der Forsten und Wälder*

Art. 31 - Wenn die Regierung ein Risiko einer bedeutsamer Änderung des Gleichgewichts auf Ebene der Wallonischen Region zwischen den Flächen der Laub- und Nadelholzbeständen feststellt, trifft sie die folgenden Maßnahmen:

1° sie gewährt den Personen des öffentlichen Rechts oder des privaten Rechts Zuschüsse unter den von ihr festgelegten Bedingungen;

2° sie beschränkt die Bedingungen für die Gewährung der in Artikel 38, § 3, Absatz 2 erwähnten Ausnahmege-
nehmigung durch allgemeine Bestimmungen;

3° sie bestimmt und ergänzt den Inhalt des Raumordnungsplans durch allgemeine Bestimmungen.

Art. 32 - Es ist verboten, Bäume ohne die Genehmigung des Eigentümers zu fällen, zu entfernen oder auszureißen.

Art. 33 - Unbeschadet des Artikels 49, § 2 ist es verboten, Bäume ohne die Genehmigung des Eigentümers auszuästen.

Art. 34 - Es ist verboten, Bäume ohne die Genehmigung des Eigentümers zu kappen, zu entrinden, zu verstümmeln oder eingehen zu lassen.

Es ist verboten, ohne die Genehmigung des Eigentümers Bäume zu schneiden und den Baumsaft zu entnehmen.

Art. 35 - Vorbehaltlich rechtmäßiger Gründe ist es verboten, jegliche Handlung durchzuführen, die Gefahr läuft, die im Wald herrschende Ruhe und das Verhalten des Wildes zu stören oder den Wechselbeziehungen zwischen der Tier- und Pflanzenwelt und ihrem natürlichen Lebensraum zu schaden.

Art. 36 - Unter besonderen Umständen und für einen bestimmten Zeitraum kann die Regierung alle notwendigen Maßnahmen treffen, um die Ökosysteme gegen lebende Organismen oder gegen Naturereignisse oder aus menschlichen Aktivitäten stammende Ereignisse zu schützen.

Art. 37 - Der Betreiber meldet der betroffenen Gemeinde spätestens zwei Werktage vor dem Anfang der Holzabfuhr und des Transports welche Gemeindeverkehrswege für diese Aktionen benutzt werden, bis eine Straße erreicht wird, die das Kreuzen von zwei Fahrzeugen auf ihrer gesamten Länge problemlos ermöglicht.

Die Gemeinde oder der Betreiber kann die Aufstellung eines kontradiktorischen Ortsbefunds beantragen.

Art. 38 - § 1. In den Forsten und Wäldern ist jeder Holzschlag von mehr als fünf Hektar in den Beständen, die eine Grundfläche von mehr als 50 % an Nadelbäumen aufweisen, sowie jeder Holzschlag von mehr als drei Hektar in den Beständen, die eine Grundfläche von mehr als 50 % an Laubbäumen aufweisen, verboten.

Die in Absatz 1 erwähnten Flächen sind in einem Stück und gehören einem gleichen Eigentümer. Die Flächen, die einem gleichen Eigentümer gehören und die in einem ihrer Punkte durch einen Abstand von weniger als 50 Metern voneinander getrennt sind, werden als eine Fläche in einem Stück betrachtet.

Das in Absatz 1 erwähnte Verbot findet Anwendung auf jeden Holzschlag, der für jeden Hektar kein Schaftderbholzvolumen des Holzbestands von mindestens fünfundsiebzig Kubikmetern in den Hochwäldern und von mindestens fünfundzwanzig Kubikmetern in den Mittelwäldern übrig lässt.

§ 2. In den Forsten und Wäldern ist jeder neue Holzschlag untersagt, der in einem seiner Punkte weniger als fünfzig Meter von einem früheren weniger als drei Jahre alten Holzschlag entfernt ist, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches begonnen wurde, dessen mit diesem früheren Holzschlag kumulierte Wirkungen auf den Gütern eines gleichen Eigentümers die gleichen Auswirkungen haben würden als die des in § 1 erwähnten Holzschlags.

Für die Anwendung des ersten Absatzes wird die Rechtsstellung des Eigentums, die zum Zeitpunkt des früheren weniger als drei Jahre alten Holzschlag bestand hatte, in Betracht genommen.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 und 2 können dringende Holzschläge von Nadel- und Laubbäumen auf einer über fünf bzw. drei Hektar großen Fläche durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten nach Modalitäten, die durch die Regierung festgelegt werden können, erlaubt werden.

In Abweichung von Paragraph 1 und 2 können nicht dringende Holzschläge von Nadel- und Laubbäumen auf einer mehr als fünf bzw. drei Hektar großen Fläche durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten nach den Modalitäten und unter den Bedingungen, die durch die Regierung festgelegt werden können, erlaubt werden. Der Antrag auf Genehmigung umfasst ein einfaches Verwaltungsdokument, dessen Gültigkeitsdauer mindestens zwanzig Jahre beträgt und dessen Inhalt durch die Regierung festgelegt wird, sowie das Versprechen des Eigentümers, dieses zu beachten.

Art. 39 - Wenn ein durch Artikel 38 verbotener Holzschlag begonnen hat oder im Begriff ist, begonnen zu werden, kann der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete mündlich und vor Ort die Unterbrechung oder das Verbot des Holzschlags anordnen.

Unter Gefahr des Verfalls muss diese Anordnung innerhalb von fünf Tagen schriftlich bestätigt und dem betroffenen Eigentümer durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitgeteilt werden.

Art. 40 - Mit Ausnahme der künstlichen Regenerationen entlang von Alleen oder auf Flächen unter fünfzig Ar in einem Stück pro Abschnitt von fünf Hektar Forsten und Wälder eines gleichen Eigentümers ist jegliche künstliche Regeneration mit Hilfe von Arten, die nach der durch die Regierung herausgegebenen "Ökologischen Datei der Arten" nicht in bestmöglichen oder zugelassenen Bedingungen genügen, untersagt, vorbehaltlich einer durch die Regierung bestimmten Abweichung.

Art. 41 - Die Regierung kann die Bedingungen für die Ausbringung von Bodenverbesserungsmitteln und Düngemitteln festlegen.

Art. 42 - Außer im Rahmen der von der Regierung festgelegten Ausnahmen ist jegliche Verwendung von Unkrautvertilgungsmitteln, Fungiziden und Insektenvertilgungsmitteln verboten.

Art. 43 - Für jede neue Regeneration ist es verboten, auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern beiderseits der Wasserläufe, in einem Abstand von weniger als fünfundzwanzig Metern rund um Quellen und Sickerflächen, in einer Entfernung von weniger als hundert Metern rund um Fassungsbrunnen, in einer Entfernung von weniger als hundert Metern rund um Stauseen und in torfhaltigen und torfähnlichen Böden sowie hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind, zu dränieren oder eine Dränleitung in Stand zu halten.

Auf torfhaltigen und torfähnlichen Böden sowie hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche können die Pappelbestände vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten dräniert werden.

Art. 44 - Es ist untersagt, während des gesamten Jahres Schlagabfälle zu verbrennen, außer auf Flächen unter fünfzig Ar, auf Flächen, die ein Gefälle von mehr als 10 % aufweisen, und in den Fällen und unter den Bedingungen, die von der Regierung festgelegt werden.

Art. 45 - Unbeschadet von Artikel 44 ist es untersagt, Feuer zu tragen und anzuzünden, außer in den zu diesem Zweck besonders eingerichteten Gebieten und außer im Rahmen einer Forst- und Jagdtätigkeit.

Die Regierung kann in den Fällen, für die sie die Dringlichkeit oder die Notwendigkeit anerkennt, untersagen Feuer zu tragen oder anzuzünden.

Art. 46 - Es ist verboten, am Boden Schäden zu verursachen, die zu einer länger andauernden Veränderung des Bodens führen. Die Regierung legt die von dem Verbot betroffenen Schäden am Boden fest.

Art. 47 - Die Regierung kann die Benutzung von Öl auf pflanzlicher Basis für die Motorsägen und die Betriebsmaschinen in den von ihr festgelegten Fällen auferlegen.

Art. 48 - Es dürfen keine neuen Nutzungsrechte verliehen werden, welcher Art und aus welchem Grund auch immer.

Die Forsten und Wälder können im Einvernehmen zwischen dem Eigentümer und den Benutzern von jeglichem Nutzungsrecht befreit werden.

Die Ausübung der Nutzungsrechte kann jederzeit je nach dem Zustand und der Möglichkeit der Forsten und Wälder gemäß den durch die Regierung festgelegten Bestimmungen eingeschränkt werden.

Art. 49 - § 1. Hochstämmige Bäume dürfen nur in einem durch feststehende und anerkannte Praxis bestimmten Abstand gepflanzt werden; in Ermangelung einer solcher Praxis dürfen hochstämmige Bäume nur in einem Abstand von zwei Metern von der Trennlinie zwischen zwei Grundstücken gepflanzt werden.

Der Nachbar kann verlangen, dass Bäume, die in einem kleineren als dem gesetzlichen Abstand gepflanzt wurden, gerodet werden.

§ 2. Derjenige, auf dessen Grundstück Äste von Bäumen des Nachbarn herüberraagen, kann diesen zwingen, diese Äste zu entfernen.

Derjenige, in dessen Grundstück Wurzeln hineinreichen, darf diese dort selbst entfernen.

Der vorliegende Paragraph findet nur Anwendung auf die Randbäume der Forsten und Wälder.

Art. 50 - Keine Entnahme von Forsterzeugnissen darf ohne die Zustimmung des Eigentümers und ohne die allgemeinen Bedingungen, die von der Regierung festgelegt werden können, zu beachten, stattfinden.

Art. 51 - Die Regierung kann ein System zur Zulassung der Käufer, Bewirtschafter von Holzschlägen oder Forsterzeugnissen und Forstunternehmer organisieren. Das System der Zulassung dient lediglich zu Informationszwecken.

Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Erteilung der Zulassung und die Bedingungen für ihre Gewährung oder ihren Entzug und organisiert die Bekanntmachung der Liste der zugelassenen Personen.

Titel 4 — Die Forstregelung

KAPITEL I — Anwendungsbereich der Forstregelung

Art. 52 - Die Forstregelung findet Anwendung auf die Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts, d.h.:

1° die Forsten und Wälder der Wallonischen Region;

2° die Forsten und Wälder der sonstigen juristischen Personen belgischen öffentlichen Rechts;

3° die Forsten und Wälder, in denen die juristischen Personen belgischen öffentlichen Rechts Miteigentumsrechte untereinander oder mit Privatpersonen haben.

Die Forstregelung findet keine Anwendung auf die Forsten und Wälder der Nebenanlagen der öffentlichen Verkehrswege.

Die gesamten Bestimmungen des vorliegenden Titels betreffend die staatlichen Wälder finden Anwendung auf die Forsten und Wälder, in denen die Wallonische Region die Eigenschaft eines Miteigentümers entweder mit anderen juristischen Personen öffentlichen Rechts oder mit Privatpersonen hat.

Art. 53 - Die Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts, die keine staatlichen Wälder sind, können nicht Gegenstand einer Abtretung ohne eine Genehmigung der Regierung sein, außer um die ungeteilte Rechtsgemeinschaft mit Privatpersonen aufzulösen.

Die im vorstehenden Absatz erwähnten Forsten und Wälder unterliegen ungeachtet jeglicher Abtretung weiterhin der Forstregelung vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung.

Art. 54 - Den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts kann ohne die Genehmigung der Regierung keine mit den in Artikel 1 angeführten Funktionen unvereinbare Verwendung verliehen werden.

Die in Absatz 1 erwähnten Forsten und Wälder werden sofort nach der Gewährung der Genehmigung der Regierung aus dem Anwendungsbereich der Forstregelung ausgenommen.

Wenn eine mit den in Artikel 1 angeführten Funktionen unvereinbare Verwendung nicht mehr gegeben ist, ist die Regierung beauftragt, das Vorhandensein der Umstände und Bedingungen festzustellen, die rechtfertigen, dass das betroffene Gut erneut der Forstregelung unterliegen kann.

Art. 55 - Die Eigentümer von Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts sind verpflichtet, dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten jede richterliche Amtshandlung über die Forsten und Wälder innerhalb von zwei Tagen nach ihrer Zustellung oder Bekanntgabe mitzuteilen.

KAPITEL II — *Die Bediensteten*

Art. 56 - Die Regierung bestimmt die Identifikationsdokumente, die die Bediensteten bei sich zu tragen haben.

Die gesamten Arbeiten zur Überwachung und Verwaltung der Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts werden durch die Bediensteten durchgeführt. Diese werden sich an den Arbeiten zur Abgrenzung und Vermarkung der Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts beteiligen.

Die Beamten der Dienststellen der Regierung, denen diese die Eigenschaft eines Bediensteten der Natur und des Forstwesens anerkennt, sind Förster im Sinne der Bestimmungen, die ein für sie charakteristisches Statut anerkennen.

KAPITEL III — *Raumordnungspläne*

Art. 57 - Die gesamten Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts mit einer über zwanzig Hektar in einem Stück großen Fläche unterliegen einem Raumordnungsplan.

Der Raumordnungsplan umfasst mindestens:

1° die Beschreibung des Zustands der betroffenen Forsten und Wälder und die Identifizierung der Gebiete mit vorrangigen Schutzziele, um die Qualität des Wassers und des Bodens zu erhalten sowie der Gebiete, deren vorrangiges Ziel die Erhaltung ist, insbesondere die historischen Wälder, um die typischen, seltenen oder gefährdeten Landschaftsmerkmale zu schützen;

2° die Bestimmung und die Hierarchisierung der spezifischen Ziele der nachhaltigen Verwaltung der Forsten und Wälder, einschließlich des Gleichgewichts zwischen Fauna und Flora;

3° die Erinnerung an die Erhaltungsmaßnahmen, die mit dem Natura 2000-Netz und ggf. mit den sonstigen geschützten Naturflächen verbunden sind;

4° die zeitliche und räumliche Planung der Verwaltungsmaßnahmen, um die Nachhaltigkeit der Forsten und Wälder zu gewährleisten und ggf. einen Mischwald mit Bäumen verschiedenen Alters zu fördern;

5° das zu schlagende Holzvolumen, damit es dem geschätzten Anwachsen des Waldes entspricht;

6° die mit der biologischen Vielfalt verbundenen Maßnahmen;

7° pro mehr als hundert Hektar großes Wald- und Forstgebiet in einem Stück, die Abgrenzung eines Gebiets oder mehrerer Gebiete, die für die Jugendaktivitäten und für die pädagogisch oder therapeutisch orientierten betreuten Bewegungen zugänglich sind und eines Gebiets oder mehrerer Gebiete für die Holzlagerung;

8° die für die Forstarbeiten bereitzustellenden Finanzmittel und eine Abschätzung der Forsteinnahmen;

9° die geplanten Bewirtschaftungsarten in den Beständen, einschließlich der Abfuhr durch Rückepferde, um den Schutz des Bodens und der Wasserläufe zu gewährleisten;

10° die Maßnahmen, die mit dem landschaftlichen Interesse der Forstgebiete und mit ihren kulturellen Bestandteilen verbunden sind.

Der Raumordnungsplan bestimmt die Dauer seiner Gültigkeit.

Die Regierung kann durch allgemeine Regeln den Inhalt des Raumordnungsplans bestimmen und ergänzen.

Art. 58 - Artikel 59 und 60 setzen teilweise die Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme und die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003 über die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung bestimmter umweltbezogener Pläne und Programme und zur Änderung der Richtlinien 85/337/EWG und 96/61/EG des Rates, was die Bestimmung der allgemeinen Regeln über die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung bestimmter umweltbezogener Pläne und Programme und das Entscheidungsverfahren von besonderen Aktivitäten betrifft, um.

Art. 59 - § 1. Der Entwurf des Raumordnungsplans wird durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten gemäß Artikeln D.49 bis D.57 und D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches und den für ihre Durchführung getroffenen Bestimmungen ausgearbeitet, nachdem er das Gutachten des Eigentümers eingeholt hat.

§ 2. Der Entwurf des Raumordnungsplans wird einer öffentlichen Untersuchung unterzogen, die nach den durch Titel III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten organisiert wird.

§ 3. Bei der Ausarbeitung des Raumordnungsplans und vor seiner Annahme berücksichtigt der Eigentümer ggf. den Umweltverträglichkeitsbericht, die Ergebnisse der aufgrund Artikel D.57 des Buches I des Umweltgesetzbuches gegebenen Gutachten, nachdem er das Gutachten des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten eingeholt hat. Nachdem er das Gutachten des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten eingeholt hat, bestimmt er ebenfalls die Maßnahmen zur Überwachung der erheblichen Auswirkungen der Durchführung des Raumordnungsplans auf die Umwelt, um unter anderem frühzeitig unvorhergesehene negative Auswirkungen zu ermitteln und um in der Lage zu sein, geeignete Abhilfemaßnahmen zu ergreifen.

§ 4. Bei der Annahme des Raumordnungsplans legt der Eigentümer, nachdem er das Gutachten des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten eingeholt hat, in seiner Präambel eine zusammenfassende Erklärung vor, wie Umwelterwägungen in den Verwaltungsplan einbezogen wurden, wie der Umweltverträglichkeitsbericht und die in Anwendung des Artikels 57 des Buches I des Umweltgesetzbuchs abgegebenen Gutachten berücksichtigt wurden und aus welchen Gründen der angenommene Verwaltungsplan, nach Abwägung mit den geprüften vernünftigen Alternativen, gewählt wurde.

Der Eigentümer übermittelt dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten eine Abschrift des angenommenen Raumordnungsplans und der verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung.

Art. 60 - Innerhalb des Monats nach Empfang der Abschrift des angenommenen Raumordnungsplans, der Umwelterklärung und der verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung darf der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einen Einspruch bei der Regierung einlegen, wenn der angenommene Raumordnungsplan oder die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung den Gutachten, die er in Anwendung von Artikel 59 abgegeben hat, nicht übereinstimmen.

Der Einspruch wird der Regierung und dem Eigentümer gleichzeitig zugeschickt.

Nachdem er den Eigentümer und den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten angehört hat, übermittelt der "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" der Regierung ein begründetes Gutachten innerhalb von zwei Monaten nach Empfang der Akte, die den Einspruch, den Raumordnungsplan und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der von dem Eigentümer beschlossenen Überwachung, sowie die Gutachten, die vom in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten in Anwendung von Artikel 59, § 3 abgegeben wurden, umfasst. In Ermangelung der Abgabe eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Verfahren weitergeführt. Die Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ab dem Datum des Empfangs der Mitteilung durch den "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" unterbrochen.

In Ermangelung eines Beschlusses der Regierung zur Bewilligung oder zur Ablehnung innerhalb von drei Monaten ab dem Empfang des Einspruchs wird der Beschluss des Eigentümers als bestätigt betrachtet.

Die Regierung übermittelt dem Eigentümer und dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten ihren Beschluss durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung.

Art. 61 - Jedes Jahr stellt der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete dem Eigentümer eine Synthese über die Überwachung des Raumordnungsplans vor.

Art. 62 - Unbeschadet von Artikel 70 und solange ein endgültiger Beschluss über den Raumordnungsplan und die verabschiedeten Maßnahmen bezüglich der Überwachung im *Belgischen Staatsblatt* nicht veröffentlicht worden ist oder wenn die Forsten und Wälder nicht einem im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Raumordnungsplan unterworfen sind, darf kein Verkauf oder keine Nutzung von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen ohne die Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten vorgenommen werden.

Art. 63 - Die Regierung tritt an die Stelle des Eigentümer, wenn dieser innerhalb von sechs Monaten ab dem Empfang der Mahnung, die der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zugeschickt hat, keinen Raumordnungsplan und keine Maßnahmen bezüglich der Überwachung beschlossen hat.

Art. 64 - Wenn die Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts als domaniales oder anerkanntes Naturschutzgebiet, oder als Forstschutzgebiet errichtet werden oder wenn sie sich im Gebiet eines Naturparks oder im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets befinden, wird der bestehende Raumordnungsplan revidiert, damit er den Regeln und Zielen dieser Statuten angepasst wird.

In diesem Fall werden die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung und der Verabschiedung der Raumordnungspläne anwendbar; der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete holt vor der Ausarbeitung des Entwurfs das Gutachten je nach Fall der beratenden Kommission der domanialen Naturschutzgebiete, des Verwalters des anerkannten Naturschutzgebiets, des "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature pour les réserves forestières", der Verwaltungskommission der Naturparks oder der Erhaltungskommission für die Natura 2000-Gebiete ein.

In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird das Verfahren weitergeführt. Die Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ab dem Datum des Empfangs der Mitteilung je nach Fall durch die beratende Kommission der domanialen Naturschutzgebiete, den Verwalter des anerkannten Naturschutzgebiets, den "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature pour les réserves forestières", die Verwaltungskommission der Naturparks, die Erhaltungskommission für die Natura 2000-Gebiete unterbrochen.

Art. 65 - Im Laufe der Gültigkeitsdauer des Raumordnungsplans obliegt es dem Eigentümer oder dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten, seine gesamte oder teilweise Revision vorzunehmen und der Regierung seinen Beschluss durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitzuteilen.

Innerhalb von vier Monaten nach dem Eingang dieser Mitteilung wird der Beschluss, eine gesamte oder teilweise Revision des Raumordnungsplans vorzunehmen, durch die Regierung genehmigt oder abgelehnt.

In Ermangelung einer Genehmigung oder Ablehnung durch die Regierung innerhalb der Frist von vier Monaten wird der Beschluss als genehmigt betrachtet.

Die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung und der Verabschiedung der Raumordnungspläne sind auf ihre Revision anwendbar.

Art. 66 - Unbeschadet von Artikel 70 darf kein Verkauf oder keine Nutzung von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen außer den Fällen, die durch den Raumordnungsplan geregelt sind, ohne Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten vorgenommen werden.

Wenn durch den Verkauf oder die Nutzung eines Holzschlags, von Bäumen oder Forsterzeugnissen den durch den Verwaltungsplan geregelten Verkäufe und Nutzungen vorgegriffen wird, werden die Letzteren im Laufe der folgenden Jahre um eine durch den in dieser Eigenschaft bezeichneten Bediensteten bestimmte Menge verringert, bis geplante Nutzung wiederhergestellt wird.

Art. 67 - Wenn die im Raumordnungsplan vorgesehenen Arbeiten, Verkäufe oder Nutzungen nicht durch den Eigentümer vorgenommen werden, kann der in dieser Eigenschaft bezeichnete Bedienstete ihn durch einen Einschreibebrief dazu zwingen, diese ganz oder teilweise innerhalb der durch ihn festgelegten Frist vorzunehmen. Wenn sie am Ablauf dieser Frist nicht durchgeführt sind, kann die Regierung diese zu Kosten des Eigentümers durchführen lassen.

Art. 68 - Die Arbeiten werden von dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten dem Eigentümer vorgeschlagen, der sie genehmigt.

Art. 69 - Unbeschadet von Artikel 70 darf der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete mündlich und vor Ort die Unterbrechung oder das Verbot der folgenden Aktivitäten anordnen:

1° jede Arbeit, die in Übertretung von Artikel 68 begonnen wurde oder im Begriff ist, begonnen zu werden;

2° jeder Verkauf oder jede Nutzung von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen, der bzw. die begonnen wurde oder im Begriff ist, begonnen zu werden, und im Raumordnungsplan nicht geregelt ist und nach Artikel 66 durch den in dieser Eigenschaft bezeichneten Bediensteten nicht genehmigt wurde;

3° jeder Verkauf oder jede Nutzung von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen, der bzw. die begonnen wurde oder im Begriff ist, begonnen zu werden und nach Artikel 62 durch den in dieser Eigenschaft bezeichneten Bediensteten nicht genehmigt wurde.

Unter Gefahr des Verfalls muss die Anordnung innerhalb von fünf Tagen schriftlich bestätigt und dem betroffenen Eigentümer durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mitgeteilt werden; der Eigentümer hat ggf. dem Unternehmer oder dem Käufer der Holzschläge darüber zu informieren.

Art. 70 - In den staatlichen Waldungen und wenn dringliche Umstände die Durchführung von Arbeiten, Nutzungen, Entnahmen oder Baumfällungen erfordern, um Desaster vorzubeugen oder deren Wirkungen zu vermindern, lässt der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete diese unverzüglich vornehmen.

In den sonstigen Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts werden diese Maßnahmen durch den Eigentümer im Einvernehmen mit dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten angeordnet.

KAPITEL IV — *Erhaltung der Forsten und Wälder*

Art. 71 - In den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts werden bei einem selben Eigentümer angehörenden Gebiet die folgenden Erhaltungsmaßnahmen angewandt:

1° in den Laubbeständen die Erhaltung von abgestorbenen Bäumen oder Windbrüchen mit einem Durchmesser über vierzig Zentimetern bis zu zwei Bäumen pro Hektar, außer bei den Bäumen mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert oder den eine Bedrohung für die Sicherheit darstellenden Bäumen;

2° in den Nadelholzbeständen die Erhaltung der Stämme von gebrochenen Bäumen und der vertrockneten Bäume, einschließlich in kahl geschlagenen Gebieten, bis zu zwei Bäumen pro Hektar;

3° die Erhaltung von mindestens einem biologisch wertvollen Baum pro zwei Hektar große Fläche; unter biologisch wertvollem Baum versteht man einen Baum von außergewöhnlicher Größe oder einem Baum mit Höhlungen;

4° die Errichtung einer mindestens zehn Meter breiten Reihe von Laubsträuchern für die neuen Regenerationen am äußersten Rand des Gebiets;

5° das Verbot, Nadelbäume auf einer Breite von zwölf Metern auf beiden Seiten aller Wasserläufe anzupflanzen. Dieser Abstand wird auf fünfundzwanzig Meter angehoben, wenn es sich um Alluvialböden, um hydromorphe Böden mit vorläufiger Wasserfläche und mit permanenter Wasserfläche, torfhaltige und torfähnliche Böden, wie sie in der Bodenkarte der Wallonie bestimmt sind, handelt.

In den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts wird pro Eigentümer von mehr als hundert Hektar Forsten und Wälder in einem oder mehreren Gebieten die folgende Erhaltungsmaßnahme angewandt:

- die Einsetzung von vollständigen Überhaltern in den Laubbeständen bis zu drei Prozent der Gesamtfläche dieser Bestände.

KAPITEL V — *Verkäufe von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 72 - Die Zeichen, die die Bediensteten sowohl für die Markierung des unerlaubt geschlagenen Holzes und der Windbrüche als auch für die Markierung der Lassreitell und die Anzeichnung der Bäume verwenden, werden von der Regierung festgelegt.

Art. 73 - Jeglicher Verkauf von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen, ob durch den Raumordnungsplan geregelt oder nicht, darf in den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts nur durch eine öffentliche Ausschreibung stattfinden.

Der Tag, die Uhrzeit und der Ort des Verkaufs werden mindestens fünfzehn Tage im Voraus durch jegliches übliche Mittel zur Bekanntmachung, das angesichts des Umfangs des Verkaufs angemessen ist, angekündigt. Die Regierung legt die Modalitäten für die obligatorische Bekanntmachung fest.

Art. 74 - In Abweichung von Artikel 73 kann zu den von der Regierung festgelegten allgemeinen Bedingungen ein freihändiger Verkauf stattfinden, wenn er eines der nachstehend angeführten Verkaufsobjekte betrifft:

1° die Holzschläge und die gefällten Bäume, für die anlässlich von zwei gemäß dem in Artikel 73 vorgeschriebenen Verfahren durchgeführten öffentlichen Ausschreibungen, kein ausreichendes Angebot erzielt wurde;

2° die Windbrüche in bereits vergebenen Holzschlägen, wenn sie den Käufern dieser Holzschläge angeboten werden;

3° die Bäume, die aus Sanitär- oder Sicherheitsgründen dringend gefällt werden müssen;

4° das unerlaubt geschlagene Holz;

5° die Holzschläge und die gefällten Bäume mit einem von der Regierung bestimmten geringen Wert;

6° die Forsterzeugnisse mit einem von der Regierung bestimmten geringen Wert;

7° das der wissenschaftlichen Forschung vorbehaltene Holz;

8° die Brennholzschläge, die den Bewohnern einer Gemeinde vorbehalten sind.

Die Bestimmungen betreffend die Verkäufe durch öffentliche Ausschreibung, die in Artikeln 75, 77 und 78 vorgesehen sind, finden Anwendung auf die freihändigen Verkäufe, mit Ausnahme derjenigen, die in Absatz 1, 3°, 6° und 7° erwähnt sind.

Art. 75 - Jeder Verkauf, der in Missachtung der Artikel 73, 74 und 77 oder ihrer Durchführungserlasse durchgeführt wird, ist von Rechts wegen nichtig.

Art. 76 - Alle Einwände, die im Laufe der Ausschreibungsvorgänge gegen die Gültigkeit der Angebote, der Gebote oder der Rabatte, gegen die Solvenz der Bietenden oder der Sicherungsgeber erhoben werden können, werden sofort durch den Sitzungsvorsitzenden entschieden.

Art. 77 - Jeder Ersteigerer ist verpflichtet, zum Zeitpunkt des Verkaufs und auf der Stelle die laut Lastenheft geforderten Kautionen und Bürgschaften zu stellen. Wenn der Ersteigerer diese Kautionen und Bürgschaften nicht stellt, verliert er den Zuschlag. Eine neue Ausschreibung wird sofort vorgenommen. Derjenige, der den Zuschlag verloren hat, ist zur Zahlung des negativen Unterschieds zwischen seinem Preis und demjenigen des Wiederverkaufs verpflichtet, ohne dabei den eventuellen Mehrbetrag einfordern zu können.

Die Ersteigerer und die Sicherungsgeber sind zur Zahlung sowohl des Preises als auch der zivilrechtlichen Ersatzansprüche, der Rückerstattungen und Geldstrafen, zu denen der Auftrag gegen den Ersteigerer führen könnte, gesamtschuldnerisch verpflichtet.

Art. 78 - Die Verkäufe von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen, ihre Nutzung und die Neueinrichtungsarbeiten werden gemäß dem von der Regierung verabschiedeten Lastenheft unbeschadet von zusätzlichen vom Eigentümer festgelegten Klauseln, die nur in von der Regierung bestimmten Fällen vom Lastenheft abweichen können, durchgeführt.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Forsten und Wälder mit Ausnahme der staatlichen Wälder

Art. 79 - Die Verkäufe von Holzschlägen, Bäumen oder Forsterzeugnissen der in Artikel 52, Absatz 1 erwähnten juristischen Personen öffentlichen Rechts mit Ausnahme der Wallonischen Region werden auf das Beitreiben des Gemeindegremiums oder des zuständigen Organs der juristischen Person öffentlichen Rechts im Beisein des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten, der dem Eigentümer auf der Stelle ein Gutachten abgibt, durchgeführt.

Der Verkauf wird nur nach der Entscheidung des Gemeindegremiums oder des zuständigen Organs der juristischen Person öffentlichen Rechts über den Verkauf endgültig.

KAPITEL VI — Bewirtschaftung

Art. 80 - Der Käufer darf die Bewirtschaftung ohne eine Betriebsgenehmigung, die durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten erteilt wird, gemäß den Bestimmungen des Lastenheftes nicht beginnen.

Die Betriebsgenehmigung wird nicht erteilt, wenn die Vorschriften der Artikel 73 bis 77 und 79 und die Bestimmungen des Lastenheftes betreffend ihre Erteilung nicht eingehalten wurden.

Art. 81 - Der Käufer ist verpflichtet, die gesamten Bäume, die infolge eines Anzeichnungsvorgangs nicht angezeichnet sind, zu beachten. Dies gilt ebenfalls für die gesamten Bäume, die infolge einer Markierung der Lassreitel als Überhälter angezeichnet werden.

Das Zeichen, das vom Bediensteten auf dem Baum oder ggf. auf seinem Stumpf oder auf dem Stumpf eines nebenstehenden Baums angebracht wird, ist das einzige Mittel, dessen sich der Betreiber bedienen kann, um zu beweisen, dass der Baum gefällt werden durfte.

Art. 82 - § 1. Wenn Überhälter durch den Wind oder andere Unfälle gebrochen oder umgedrückt wurden, lässt der Käufer sie an Ort und Stelle. Er benachrichtigt unmittelbar den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten darüber, der entweder die gebrochenen oder umgedrückten Bäume durch die Markierung sonstiger Überhälter ausgleichen oder mit dem Einverständnis des Eigentümers den freihändigen Wiederkauf des gesamten Verkaufsobjektes oder eines Teils davon aushandeln kann.

§ 2. Der Käufer vergewissert sich, dass die Überhälter bei der Bewirtschaftung nicht beschädigt werden.

Sobald ein Überhälter beschädigt wird, benachrichtigt der Käufer den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten darüber, der bestimmt, ob der beschädigte Baum gefällt werden soll, ggf. einen anderen Überhälter markiert und den Schaden bewertet.

§ 3. Der vorliegende Artikel betrifft nicht die Überhälter, deren Umfang in einer Höhe von 1,50 Metern über dem Boden zwei Dezimeter nicht erreicht.

Art. 83 - Keine Arbeiten zur Bewirtschaftung dürfen vor einer Stunde vor dem Sonnenaufgang oder nach einer Stunde nach dem Sonnenuntergang vorgenommen werden, mit Ausnahme des Beladens, des Entladens und des Transports.

Der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete kann Arbeiten zur Bewirtschaftung in den kahl geschlagenen Gebieten außerhalb der im vorstehenden Absatz vorgesehenen Zeiten erlauben.

Art. 84 - Der Transport der Bäume und der Forsterzeugnisse erfolgt über die im Lastenheft bezeichneten Verkehrswege oder andernfalls über diejenigen, die von dem in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten bestimmt werden.

Falls notwendig kann der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete andere Verkehrswege bestimmen.

Art. 85 - Die Bewirtschaftung findet innerhalb der im Lastenheft festgelegten Fristen statt, es sein denn, der Käufer hat vom in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten eine Fristverlängerung erhalten.

Bei höherer Gewalt kann die Regierung beschließen, die Frist für die Bewirtschaftung der Kahlschläge um höchstens zwei Jahre und die Frist für die Bewirtschaftung der Auflichtungen um höchstens ein Jahr zu verlängern.

Die Verlängerung darf nicht Anlass zur Zahlung von irgendwelchen Entschädigungen durch den Käufer geben.

Art. 86 - Wenn der Käufer die Neueinrichtungsarbeiten innerhalb der festgelegten Fristen nicht durchführt, können diese auf seine Kosten auf Beitreiben des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten nach Genehmigung des Eigentümers durchgeführt werden. Er übermittelt dem Eigentümer eine Kostenabrechnung, deren Zahlung er vom Käufer verlangt.

Art. 87 - Bei Ablauf der im Lastenheft festgelegten Frist oder bei Ablauf der in Anwendung von Artikel 85, Absatz 1 oder 2 gewährten Frist kann der Verkäufer durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung eine letzte Frist von zwei Monaten für die Bewirtschaftung gewähren. Nach Ablauf dieser Frist werden die nicht gefällten Bäume als durch den Käufer verwahrlost betrachtet. Sie gehen daraufhin wieder von Rechts wegen in den Besitz des Verkäufers über und dies ohne vorherige Intervention des Richters, ohne Entschädigung und unbeschadet zivilrechtlicher Ersatzansprüche.

Art. 88 - Vorbehaltlich der vorab erteilten Genehmigung des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten darf der Käufer auf der Parterre oder auf den für die Bewirtschaftung bestimmten Lagerbereichen keine Bäume oder Forsterzeugnisse lagern, mit Ausnahme derjenigen, die sich aus der Bewirtschaftung ergeben.

Art. 89 - Die Regierung ist berechtigt, für einen Zeitraum von höchstens drei Jahren den Ausschluss eines Käufers oder Betreibers wegen eines schwerwiegenden Fehlers bei der Bewirtschaftung oder bei den Neueinrichtungsarbeiten aufzuerlegen.

Nachdem der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete die Verteidigungsgründe des Käufers oder des Betreibers zur Kenntnis genommen hat, kann er in einem der Regierung mitgeteilten begründeten Gutachten den Ausschluss vorschlagen. Er teilt der Regierung dieses Gutachten mit und übermittelt dem Käufer oder dem Betreiber gleichzeitig eine Abschrift. Die Regierung teilt innerhalb von drei Monaten nach Eingang des begründeten Gutachtens ihren Beschluss durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung mit.

Der Ausschluss betrifft nur die in der Wallonischen Region gelegenen Forsten und Wälder der juristischen Personen öffentlichen Rechts.

Art. 90 - Nachdem die Bewirtschaftung abgeschlossen wurde und die eventuellen Neueinrichtungsarbeiten beendet sind, beantragt der Käufer oder der Sicherungsgeber die Entlastung unbeschadet der späteren Organisation einer in Absatz 3 vorgesehenen Bestandsprüfung.

Der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete erteilt oder verweigert die Entlastung. Wenn er beabsichtigt, die Entlassung zu verweigern, verweigert er diese erst nach Anhörung des Käufers oder des Sicherungsgebers.

Der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete kann die Prüfung der Anzahl der ausgezeichneten Bäume vornehmen. Der Käufer oder der Sicherungsgeber wird kostenlos und spätestens am zehnten Tag vorher über das Datum und die Uhrzeit der Bestandsprüfung informiert. Wenn beide abwesend ist, wird das Protokoll der Bestandsprüfung als kontradiktorisch betrachtet.

Art. 91 - Die Artikel des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf den Unternehmer des Betriebs.

Die Artikel des vorliegenden Kapitels finden keine Anwendung auf die in Artikel 74, Absatz 1, 3°, 6° und 7° erwähnten Bewirtschaftungen.

Titel 5 - Überwachung, Strafandrohungen, Strafmaßnahmen und Wiederherstellungsmaßnahmen in den Forsten und Wäldern

KAPITEL I — Überwachung in den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts

Art. 92 - Die Bediensteten sind befugt, um in den Forsten und Wäldern der juristischen Personen öffentlichen Rechts die Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Durchführungserlasse zu überwachen.

Vor ihrem Amtsantritt legen die Bediensteten vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den folgenden Eid ab:

„Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes.“. Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels ist es nicht erforderlich, dass sie den Eid erneut abzulegen.

Im Rahmen der Ausübung ihres Amtes sind sie befugt:

1° zu jeder Zeit die Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten zu betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bilden. Wenn es sich um einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, können diese Bediensteten letzteren betreten, wenn sie über die vorherige Genehmigung des Untersuchungsrichters verfügen;

2° die Mitwirkung der lokalen Polizei und der föderalen Polizei anzufordern;

3° alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vorzunehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einzuziehen, um sich zu vergewissern, dass die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Durchführungserlasse beachtet werden, insbesondere:

a) jede Person über jeglichen Tatbestand zu befragen, dessen Kenntnisnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b) sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen zu lassen oder solche Unterlagen ausfindig zu machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon zu machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitzunehmen;

c) die Identität jedes Zuwiderhandelnden zu kontrollieren;

4° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anzuhalten und deren Ladung zu kontrollieren, wenn triftige Gründe für die Annahme vorliegen, dass dort ein Verstoß gegen das vorliegende Gesetzbuch oder seine Durchführungserlasse verübt wurde;

5° jegliche vorsorgliche Maßnahme zu treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a) das Umstellen von Gegenständen zu untersagen oder die Betriebe oder Anlagen zu versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b) die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anzuhalten, außer Betrieb zu setzen oder zu versiegeln;

6° sich von technischen Sachverständigen begleiten zu lassen;

7° unbeschadet von Punkt 1° den Gegenständen bis dort, wo sie befördert wurden, nachzuspüren und sie zu sequestrieren.

Art. 93 - Unbeschadet von Artikel 102, Absätze 2 und 3 nehmen die Bediensteten im Falle eines Verstoßes gegen das vorliegende Gesetzbuch und seine Durchführungserlasse ein Protokoll auf, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist.

Dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und unter Gefahr der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung übermittelt, und dies innerhalb von fünfzehn Tagen ab seiner Aufstellung. Der Bedienstete fügt der Übermittlung an den Prokurator des Königs den Nachweis für das Versenden des Protokolls an den Zuwiderhandelnden bei.

KAPITEL II — *Überwachung in den privaten Forsten und Wäldern*

Art. 94 - Die Bediensteten sind befugt, um in den privaten Forsten und Wäldern die Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Durchführungserlasse zu überwachen.

Jede Besichtigung von Forsten und Wäldern ist Gegenstand eines Berichts, in dem der Grund, der Gegenstand, der Tag und die Uhrzeit der Besichtigung sowie die Identität des Eigentümers angegeben werden. Der Vorgesetzte der Stufe 1 des Bediensteten stellt den Bericht zur Verfügung des Eigentümers, sofern er sein Eigentum betrifft.

Außer bei Vergehen, die auf frischer Tat festgestellt werden, informieren die Bediensteten den Eigentümer vorher über jede Besichtigung, wenn dieser dem in Absatz 2 erwähnten Vorgesetzten eine ausführliche Karte seines Eigentums sowie die vollständigen Angaben mitgeteilt hat. Die Regierung kann den Inhalt der ausführlichen Karte des Eigentums und der vollständigen Angaben sowie die Häufigkeit der Aktualisierung dieser Unterlagen bestimmen.

Unbeschadet von Artikel 102, Absätze 2 und 3 nehmen die Bediensteten im Falle eines Verstoßes gegen das vorliegende Gesetzbuch und seine Durchführungserlasse ein Protokoll auf, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist. Dieses Protokoll wird durch den Vorgesetzten der Stufe 1 des Bediensteten dem Prokurator des Königs und dem Eigentümer und unter Gefahr der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung übermittelt, und dies innerhalb von fünfzehn Tagen ab seiner Aufstellung. Der Bedienstete fügt der Übermittlung an den Prokurator des Königs den Nachweis für das Versenden des Protokolls an den Zuwiderhandelnden bei.

Art. 95 - Artikel 92, Absatz 3 findet Anwendung auf die Überwachung in den privaten Forsten und Wäldern.

KAPITEL III — *Strafandrohungen, Strafmaßnahmen und Wiederherstellungsmaßnahmen in den Forsten und Wäldern*

Art. 96 - Die Geldstrafe für das Fällen, Entfernen oder Ausreißen von Bäumen mit einem Umfang von mindestens 2 Dezimetern beträgt 0,5 Euro pro Zentimeter Umfang. Der Umfang wird in einer Höhe von ein Meter fünfzig über dem Bodens gemessen.

Die Geldstrafen werden um ein Drittel für das Fällen, das Entfernen oder das Ausreißen von Grenz-, Eck- oder Zukunftsbäumen erhöht.

Wenn die Bäume entfernt und bearbeitet worden sind, wird ihr Umfang auf dem Stumpf gemessen. Wenn der Baumstumpf vollständig entfernt worden ist, wird der Umfang durch den in dieser Eigenschaft bezeichneten Bediensteten eingeschätzt.

Art. 97 - Im Rahmen einer Bewirtschaftung sind die in Artikel 96 erwähnten Geldstrafen für das Fällen, Entfernen oder Ausreißen von Überhältern mit einem Umfang von mindestens zwei Dezimetern, wenn diese Handlungen vom Käufer oder Betreiber durchgeführt werden und auf der Betriebsfläche, und um die Hälfte erhöht, wenn sie vom Käufer oder Betreiber durchgeführt werden und außerhalb der Betriebsfläche stattfinden.

Art. 98 - Unbeschadet von Artikel 84 und ggf. vom Lastenheft beträgt die Geldstrafe für das Fällen, Ausreißen oder Entfernen von Bäumen mit einem Umfang unter zwei Dezimetern auf einer Höhe von 1,50 Metern über dem Boden 0,5 Euro pro Zentimeter Umfang. Die Geldstrafe darf jedoch nicht unter 0,5 Euro pro Baum liegen.

Art. 99 - Unbeschadet von Artikel 49, § 2 wird jede Ausästung bestraft, als wenn der Baum gefällt worden wäre.

Art. 100 - Unbeschadet von Artikel 84 und ggf. vom Lastenheft wird jeder, der Bäume kappt, entrinde, verstümmelt und eingehen lässt, bestraft, als wenn er diese gefällt hätte.

Gleiches gilt ebenso für denjenigen, der Bäume schneidet oder den Baumsaft entnimmt.

Art. 101 - Derjenige, der Windbrüche oder unerlaubt geschlagenes Holz entnimmt, wird bestraft, als wenn er sie am Stock gefällt hätte.

Art. 102 - Folgenden Personen wird eine Geldstrafe in Höhe von 25 Euro bis 100 Euro auferlegt:

1° derjenige, der gegen die Artikel 10 und 11, oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt;

2° unbeschadet von Artikel 105, 2° derjenige, der gegen die Artikel 14 bis 21, 23 bis 29 oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt;

3° derjenige, der gegen die Artikel 35, 37, 41, 45, 47, 48, 49, 50, 71, Absatz 1, 1° bis 3°, 83 und 84, oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt;

Bevor die Bediensteten ein Protokoll zur Feststellung eines Verstoßes aufnehmen, können sie eine Mahnung für die im vorstehenden Absatz erwähnten Verstöße übermitteln. Der Bedienstete informiert den Prokurator des Königs darüber. Wenn die Mahnung dazu bestimmt ist, dem Zuwiderhandelnden die Möglichkeit zu geben, seine Situation zu regularisieren, bestimmt der Bedienstete eine Frist, die nur einmal verlängert werden kann. Nach Ablauf dieser Frist oder je nach Fall der Verlängerung verfasst der Bedienstete einen Bericht und übermittelt diesen dem Zuwiderhandelnden und dem Prokurator des Königs innerhalb von fünfzehn Tagen durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung.

Bei einem Wiederholungsfall des Zuwiderhandelnden innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Mahnung, die ihm übermittelt wurde, darf der Bedienstete keine Mahnung mehr übermitteln. Er nimmt ein Protokoll gemäß Artikel 93 oder Artikel 94, Absatz 4 auf.

Art. 103 - Derjenige, der gegen die Artikel 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71, Absatz 1, 4° und 5°, 71, Absatz 2, 80 und 88 oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt, wird mit einer Geldstrafe von 40 bis 1.000 Euro belegt.

Art. 104 - Derjenige, der gegen die Artikel 73, 74 und 85 oder gegen die Klauseln des Lastenheftes, die durch die Regierung in Ausführung von Artikel 78 festgelegt sind und die die Nutzung und die Neueinrichtungsarbeiten betreffen, oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt, wird mit einer Geldstrafe von 300 bis 3.000 Euro belegt.

Art. 105 - Folgenden Personen werden mit einer Geldstrafe von 400 Euro bis 5.000 Euro belegt:

1° derjenige, der gegen die Artikel 38 und 69 oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt;

2° derjenige, der als Veranstalter gegen die Artikel 14 bis 29 oder gegen die für ihre Durchführung oder ihre Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt.

Art. 106 - Derjenige, der gegen Artikel 39 oder gegen die für seine Durchführung oder seine Anwendung verabschiedeten Erlasse verstößt, wird mit einer Geldstrafe von 400 bis 10.000 Euro belegt.

Art. 107 - Die Geldstrafen für die im vorliegenden Gesetzbuch oder in seinen Durchführungserlassen vorgesehenen Verstöße werden verdoppelt, wenn:

1° der Verstoß nachts begangen wurde;

2° der Verstoß von einer Bande oder einer Vereinigung begangen wurde;

3° der Zuwiderhandelnde Geräte für das Fällen und die Erdarbeiten sowie Waffen bei sich hat;

4° der Verstoß zwischen dem 1. März und dem 30. Juni begangen wird;

5° der Verstoß in einem in Anwendung des Gesetzes über die Erhaltung der Natur geschützten natürlichen Milieu begangen wurde.

Art. 108 - Die in Artikel 102 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Verstöße sind Gegenstand entweder von Strafverfolgungen, oder eines Vergleichs oder einer Ordnungsstrafe gemäß den Titeln V und VI des Teils VII des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, außer wenn der Prokurator des Königs beabsichtigt, die Befugnisse, die ihm durch Artikel 216*bis* und 216*ter* der Strafprozessordnung erteilt wurden, zu anzuwenden oder wenn er diese anwendet.

Art. 109 - § 1. Bei einem Verstoß gegen die Artikel 38, 39, 40, 43, 46, 49, 69 und 71 Absatz 1, 4° und 5° und 71, Absatz 2 ordnet auf Antrag des Polizeigerichts auf Antrag des in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten die Durchführung von Arbeiten oder Anpassungsarbeiten an.

Zu diesem Zweck bestimmt das Gericht eine Frist, die ein Jahr nicht überschreiten darf.

Die Rechte der Zivilpartei sind für die direkte Ersatzleistung auf diejenige begrenzt, die durch den in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichneten Bediensteten ausgewählt worden ist, unbeschadet des Rechts auf Entschädigung zu Lasten des Verurteilten.

Unbeschadet der Anwendung des Kapitels XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches wird im Rahmen des Urteils angeordnet, dass - falls die Arbeiten innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht durchgeführt werden können - der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete und ggf. die Zivilpartei ihre Durchführung von Amts wegen vornehmen lassen können. Die Verwaltung oder die Zivilpartei, die das Urteil vollstreckt, hat das Recht, die Materialien und Gegenstände, die bei der Durchführung der Arbeiten entstehen, zu verkaufen, zu befördern, zu lagern und deren Zerstörung an einem von ihr gewählten Ort vorzunehmen.

Der Verurteilte ist verpflichtet, die gesamten Durchführungskosten nach Abzug des Verkaufspreises des Materials und Gegenstände auf Vorlage einer taxierten und durch den Pfändungsrichter für vollstreckbar erklärten Abrechnung zu erstatten.

§ 2. Der in dieser Eigenschaft von der Regierung bezeichnete Bedienstete ist berechtigt, vor dem Zivilgericht die Durchführung von Arbeiten oder Anpassungsarbeiten zu fordern. Absatz 2 und folgende Absätze des ersten Paragraphen finden ebenfalls Anwendung bei einer vor dem Zivilgericht eingereichten Klage.

Titel 6 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 110 - Das Gesetz vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, wird mit Ausnahme von Artikel 177 aufgehoben.

Art. 111 - Das Gesetz vom 8. August 1862, durch das bewaldete Ödland von den Regie- und Überwachungskosten für Rechnung der Gemeinden und öffentlichen Einrichtungen befreit wird, wird aufgehoben.

Art. 112 - In Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd werden die Wörter "Förster" durch die Wörter "Bediensteten im Sinne des Artikels 3, 1° des Forstgesetzbuches" ersetzt.

In Artikel 25 desselben Gesetzes wird der Wortlaut "oder in den in Artikel 120 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Annahmen" gestrichen.

Art. 113 - Artikel 40 des Feldgesetzbuches vom 7. Oktober 1886 wird aufgehoben.

In Artikel 41 desselben Gesetzbuches werden die Wörter ", die nicht im vorliegenden Artikel erwähnt sind," gestrichen.

Artikel 67 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Absatz ersetzt: "Die Bediensteten im Sinne von Artikel 3, 1° des Forstgesetzbuches sind ebenfalls befugt, um in Feldern Vergehen und Übertretungen in Bezug auf die Forstpolizei sowie Jagd- und Fischereivergehen festzustellen".

In Artikel 89, 8° desselben Gesetzbuches wird das Wort "Wäldern" gestrichen und der Punkt durch ein Semikolon ersetzt.

Derselbe Artikel wird wie folgt ergänzt:

"9° wer in einer Entfernung unter fünfundzwanzig Metern von Forsten und Wäldern ohne die Genehmigung ihrer Eigentümer Feuer trägt oder anzündet."

Art. 114 - Artikel 1, Absatz 4 des Gesetzes vom 31. Mai 1923 über die Veräußerung von staatlichen Liegenschaften wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die staatlichen Waldungen mit einer Fläche über einem Hektar können nur aufgrund eines Dekrets Gegenstand einer Abtretung sein, mit Ausnahme des Tauschs, der Enteignung im öffentlichen Interesse und der Übertretung, um eine ungeteilte Rechtsgemeinschaft mit Privatpersonen aufzulösen."

Art. 115 - Das Gesetz vom 28. Dezember 1931 über den Schutz der Privatpersonen angehörenden Forsten und Wälder wird aufgehoben.

Art. 116 - In das Erbschaftssteuergesetzbuch wird, was die Wallonische Region betrifft, ein Artikel 55*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Sind von der Erbschaftsteuer und Übertragungssteuer im Sterbefall befreit:

1° der Wert des Baumbestandes, der in den Forsten und Wäldern im Sinne von Artikel 2, Absätze 1 und 2 des Forstgesetzbuches wächst, und für den die Erbschaftsteuer und Übertragungssteuer im Sterbefall als in der Wallonischen Region lokalisiert betrachtet werden;

2° der Wert der Aktien und Anteile einer gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gegründeten Forstbetriebsgemeinschaft, was den Baumbestand betrifft, der in den Forsten und Wäldern im Sinne von Artikel 2, Absätze 1 und 2 des Forstgesetzbuches wächst, und für den die Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer im Sterbefall als in der Wallonischen Region lokalisiert betrachtet werden.“

Art. 117 - In das Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch wird, was die Wallonische Region betrifft, ein Artikel 131^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“In Abweichung von Artikel 131 wird Folgendes von der Schenkungssteuer befreit:

1° der Wert des Baumbestandes, der in den Forsten und Wäldern im Sinne von Artikel 2, Absätze 1 und 2 des Forstgesetzbuches wächst, und für den die Schenkungssteuer als in der Wallonischen Region lokalisiert betrachtet sind;

2° der Wert der Anteile einer gemäß dem Gesetz vom 6. Mai 1999 zur Förderung der Gründung von zivilrechtlichen Gesellschaften von Forstbetriebsgemeinschaften gegründeten Forstbetriebsgemeinschaft, was den Baumbestand, der in den Forsten und Wäldern im Sinne von Artikel 2, Absätze 1 und 2 des Forstgesetzbuches wächst, betrifft, und für den die Schenkungssteuer als in der Wallonischen Region lokalisiert betrachtet wird.“

Art. 118 - Das Gesetz vom 12. Juli 1952, durch welches der König ermächtigt wird, die den Provinzen gehörenden Forsten und Wälder der Forstregelung zu unterwerfen, wird aufgehoben.

Art. 119 - Artikel 29. Absatz 1 des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Die Verstöße gegen vorliegendes Gesetz werden gemäß Artikeln 92 bis 95 des Forstgesetzbuches unbeschadet der Artikel 30 bis 34 des vorliegenden Gesetzes ermittelt und festgestellt.“

In Artikel 29, Absatz 2 desselben Gesetzes wird der Wortlaut “oder in den in Artikel 120 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Annahmen“ gestrichen.

Artikel 30 desselben Gesetzes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Unter Beachtung von Artikel 56, Absatz 1 des Forstgesetzbuches kann die Regierung Beamten der Verwaltung bezeichnen, die die Eigenschaft eines Bediensteten der Fischereibehörde haben.

Die Bediensteten der Fischereibehörde werden den Beauftragten der Fachrichtung Natur und Forstwesen im Sinne von Artikel 3, 1° des Forstgesetzbuches gleichgestellt.“

In Artikel 32, Absatz 1 desselben Gesetzes wird das Wort “ebenfalls“ gestrichen und der Wortlaut “von den Bediensteten im Sinne von Artikel 3, 1° des Forstgesetzbuches, von den Bediensteten der Fischereibehörde“ vor das Wort “festgestellt“ eingefügt.

In Artikel 32, Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “, diejenigen der Ingenieure der Abteilung Natur und Forstwesen“ nach das Wort “Gerichtspolizeioffiziere“ eingefügt.

Artikel 32, Absatz 3 desselben Dekrets wird gestrichen.

Art. 120 - In Artikel 572, 3° des Gerichtsgesetzbuches werden die Wörter “der Bediensteten und Beauftragten bei der Forstverwaltung“ durch die Wörter “der Bediensteten im Sinne des Forstgesetzbuches“ ersetzt.

Art. 121 - Artikel 22 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird aufgehoben.

Art. 122 - Artikel 6 des Dekrets vom 18. Juli 1996 des Wallonischen Regionalrats zur Abänderung des Forstgesetzbuches bezüglich der öffentlichen Versteigerung und des freihändigen Verkaufs der Holzschläge in Wäldern, die dem Forstgesetz unterliegen, wird aufgehoben.

Art. 123 - Artikel D.29-1, § 4, a., 11° des Buches I des Umweltgesetzbuches wird aufgehoben.

Artikel D.53 desselben Buches wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

“§ 6. Die Raumordnungspläne im Sinne von Artikel 57 des Forstgesetzbuches werden gemäß den Artikeln D.49 bis D.57 und D.61 des vorliegenden Buches und den Artikeln 59 und 60 des Forstgesetzbuches einer Bewertung der Umweltverträglichkeit unterworfen.“

In Artikel D.138, Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “auf die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße,“ zwischen das Wort “sind“ und die Wörter “auf das Gesetz“ eingefügt.

In Artikel D.159, § 2 desselben Gesetzbuches wird der Punkt durch einen Strichpunkt ersetzt und wird ein Punkt 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt: “7° die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße.“

In Artikel D.160, § 2 desselben Gesetzbuches wird der Punkt durch einen Strichpunkt ersetzt und wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut eingefügt: “4° von 25 Euro bis 500 Euro für einen in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstoß.“

In Artikel D.162, Absatz 4 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “für diejenigen, die in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehen sind,“ nach die Wörter “der vierten Kategorie“ eingefügt.

In Artikel D.164, Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter “, oder um in Artikel 102 des Forstgesetzbuches vorgesehenen Verstöße“ zwischen die Wörter “der vierten Kategorie“ und das Wort “handelt“.

Titel 7 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 124 - Die Forsten und Wälder, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches nicht der Forstregelung unterliegen, werden erst innerhalb von fünf Jahren ab dem Datum, an dem sie der Forstregelung unterliegen, einem Raumordnungsplan unterworfen.

Die spätestens am Tag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedeten Raumordnungsmaßnahmen gelten als Raumordnungspläne im Sinne von Artikel 57 des vorliegenden Gesetzbuches.

Art. 125 - Die in Titel IV erwähnte Regelung findet Anwendung auf die Forsten und Wälder, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches nicht Gegenstand eines Ausschlusses von der Forstregelung gewesen sind.

Art. 126 - Es können keine Regie- und Überwachungskosten, die in Anwendung des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, zu zahlen wären, ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzbuches zugunsten der Wallonischen Region gefordert werden.

Art. 127 - Die in Artikel 71, Absatz 2 erwähnte Maßnahme ist erst ein Jahr nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzbuches anwendbar.

Art. 128 - Artikel 38, § 1 und § 3 findet unter den nachstehenden Bedingungen keine Anwendung auf die Holzschläge, deren Verkäufe vor dem Datum des Inkrafttretens von Artikel 38 abgeschlossen wurden:

- 1° der Kaufschein oder das Dokument, das diesen ersetzt, bestimmt den Standort der Fläche des Holzschlags;
- 2° die Bewirtschaftung ist am Ablauf des Jahres nach demjenigen, im Laufe dessen Artikel 38 in Kraft tritt, beendet.

Art. 129 - Das vorliegende Gesetzbuch tritt am von der Regierung festgelegten Datum in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 38, 39, 40, 43, 116, 117 und 128 und mit Ausnahme der Artikel 1, 2, 3, 4, 5, 92 à 95, 103, 105 à 107, 109 und 129 nach Maßgabe der Anwendung von Artikeln 38, 39, 40, 43, 116, 117 und 128, die am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Juli 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2007-2008.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments (2007-2008), Nr. 1 bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Juli 2008.

Diskussion. — Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3101

[2008/203215]

15 JULI 2008. — Decreet betreffende het Boswetboek (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De bossen en de wouden vormen een natuurlijk, economisch, sociaal, cultureel en landschappelijk erfgoed. Hun duurzame ontwikkeling dient te worden gewaarborgd door hun economische, hun ecologische en hun sociale functie vreedzaam naast elkaar te laten bestaan.

De duurzame ontwikkeling van de bossen en de wouden houdt de noodzaak in om volgende beginselen evenwichtig en adequaat toe te passen :

1° de instandhouding en de verbetering van de rijkdommen van bos en woud en hun bijdrage tot de koolstofcyclus;

2° de instandhouding van de gezondheid en de levenskracht van de bosecosystemen;

3° de instandhouding van en het aanzetten tot de productieve functies van bos en woud;

4° de bewaring, de instandhouding en de verbetering van de biologische diversiteit in de bosecosystemen;

5° de instandhouding en de verbetering van de beschermende functies in het bos- en woudbeheer, meer bepaald bodem en water;

6° de instandhouding en de verbetering van andere sociaal-economische voordelen en omstandigheden.

Het duurzame beheer van de bossen en de wouden houdt meer bepaald het behoud in van een evenwicht tussen naaldhoutbestand en loofhoutbestand en de bevordering van een gemengd bos van verschillende leeftijden dat aangepast is aan de klimaatveranderingen en dat sommige gevolgen ervan kan verzachten.

Art. 2. Dit Wetboek is van toepassing op de bossen en de wouden.

Daarmee gelijkgesteld worden :

1° de gronden die bij de bossen en de wouden behoren, zoals de ruimtes met natuurlijke habitats, de houtopslagen, de open voederplaatsen, de moerassen, de vijvers, de brandwegen;

2° de zaadgaarden voor het langs geslachtelijke weg verkregen teeltmateriaal, evenals de moederplanten, de verzamelingen moederplanten en de uitgangsexplantaten voor het vegetatief teeltmateriaal.

Dit Wetboek is niet van toepassing op :

1° de bossen en de wouden die de Staat beheert voor militaire of penitentiaire doeleinden;

2° de bossen en de wouden die op het gewestplan opgenomen zijn als deel van een parkgebied, woongebied of woongebied met een landelijk karakter;

3° de lijnbepantingen en de houtkanten bestaande uit bomen of struiken die, berekend vanaf het middelpunt van de voet ervan, maximaal tien meter breed zijn, langs :

a) de andere landwegen dan de paden en wegen;

b) de waterwegen;

c) de landbouwgronden.

Art. 3. In de zin van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1° personeelslid : elke ambtenaar van de diensten van de Regering die door laatstgenoemde erkend is in de hoedanigheid van ingenieur voor natuur en bossen of van aangestelde voor natuur en bossen;

2° gebied : afgebakende zone die toegankelijk is voor voetgangers of die gebruikt wordt voor ofwel het kortstondig parkeren van voertuigen, ofwel het beoefenen van sommige recreatie-activiteiten, ofwel het tijdelijk verblijf, zonder financiële tegenprestatie;

3° toekomstboom : eliteboom die deel zal uitmaken van het eindbestand;

4° rechthebbende : éénieder die een persoonlijk recht krijgt op de bossen en wouden van hun eigenaar;

5° bebakening : het plaatsen, tijdens een duur van minder dan elf dagen in de bossen en de wouden, van tekens die moeten aanzetten tot het gebruiken van een voor het verkeer opengestelde weg of van een gebied of die dat mogelijk moeten maken en het plaatsen, tijdens een duur van meer dan tien dagen in de bossen en de wouden, van tekens die moeten aanzetten tot het gebruiken van een gebied of dat mogelijk moeten maken;

6° privé-bossen en -wouden : bossen en wouden die niet voor de bosregeling in aanmerking komen;

7° weg : voor het verkeer opengestelde weg uit aarde of een steenlaag, die breder is dan een pad en die niet bestemd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;

8° dringende kapping : kapping voor het weghalen van windworp of om dwingende sanitaire of veiligheidsredenen;

9° uitgangsexplantaat : stukje orgaan of weefsel dat verwijderd wordt uit een geselecteerde boom en in vitro bewaard wordt met het oog op latere vegetatieve vermeerderingen;

10° exploitatie : het kappen en uitslepen van bomen, de dringende kappingen uitgezonderd, of het oogsten van bosproducten, behoudens de afname, en het weghalen ervan uit de eigendom;

11° domaniaal bos : bossen en wouden waarvan het Waalse Gewest eigenaar is;

12° uitgangsmateriaal :

a) zaadbron : de bomen in een gebied waar zaad wordt verzameld;

b) opstand : een afgebakende, wat samenstelling betreft voldoende uniforme populatie bomen;

c) zaadgaarde : aanplanting die wordt afgeschermd of beheerd teneinde bestuiving door externe stuifmeelbronnen te voorkomen of te beperken om veelvuldige en overvloedige zaadoogsten te verkrijgen;

d) kloon : een groep individuen die door vegetatieve vermeerdering, bijvoorbeeld door stekken, microvermeerdering, enten, afleggen of delen, van één oorspronkelijke uitgangsplant zijn afgeleid;

e) mengsel van klonen : een mengsel van geïdentificeerde klonen in welbepaalde verhoudingen;

13° bosbouwkundig teeltmateriaal : zaden, delen van planten of jong hout voor de bosbouw;

14° verzameling moederplanten : aanplanting van klonen die beheerd wordt om oogsten van stekken voort te brengen;

15° grensboom : boom aan de rand van een perceel en die de grens vorm geeft;

16° hoekboom : boom die de hoek van een perceel aangeeft;

17° voetganger : iedere persoon die zich te voet verplaatst, iedere persoon met beperkte beweeglijkheid die zich in een rolstoel verplaatst en wielrijders van minder dan 9 jaar oud;

18° afname : het oogsten van een kleine hoeveelheid bosproducten voor de eigen behoeften van de persoon die die afname verricht of voor de behoeften van een wetenschappelijke, liefdadigheids- of jeugdvereniging die die afname verricht, zonder winst oogmerk, evenals de verwijdering ervan uit de eigendom;

19° bosproducten : producten van de bomen en de struiken, planten en bodems van de bossen en wouden, uitgezonderd de schorsen en de kruinen;

20° eigenaar : houder van een gesplitst eigendoms- of zakelijk recht dat het genot van bomen of van bosproducten meebrengt;

21° schouwing : controle-operatie waarbij het aantal bomen die na het vellen te koop worden aangeboden, wordt herteld;

22° kapafval : ter plaatse gelaten overblijfselen na uitvoering van een kapping of een verbeteringsverrichting;

23° tijdelijk verblijf : verblijf tijdens een periode van minder dan achtenveertig uur, uitgezonderd het verblijf in een caravan of motorhome;

24° baan : voor het verkeer opengestelde weg met een koolwaterstofhoudende, gebetonnerde of geplaveide bedekking, waarvan de ondergrond aangelegd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;

25° pad : smalle voor het verkeer opengestelde weg waarvan de breedte, van minder dan één meter, de voor het voetgangersverkeer nodige breedte niet overschrijdt;

26° grondvlak van een opstand : som van de oppervlakten van de rechthoekige vlakken waarop de stammen van de opstand staan, op één meter vijftig van de bodem;

27° heraanlegwerkzaamheden : werkzaamheden voor het herstel van de kaalslag in de exploitatie en van de wegen die gebruikt zijn voor het verplaatsen van de bomen en bosproducten bij de exploitatie;

28° voor het verkeer opengestelde weg : openbare weg of weg waarvan de onmogelijkheid tot betreden niet op het terrein aangegeven is via een slagboom of een bord;

29° openbare weg : weg waarvan de ondergrond openbaar is of die onderworpen is aan een erfdienstbaarheid van doorgang;

30° volume onbewerkt stamhout : volume van de hoofdstam van de boom, tot aan de afknotting waar de omtrek van de stam tweeëntwintig centimeter bedraagt.

Art. 4. Voor de toepassing van dit Wetboek is de dag van ontvangst van de akte, die de aanvang van een termijn is, niet in die termijn inbegrepen.

De vervalddag is in de termijn meeberekend. Wanneer die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, verschuift de vervalddag naar de eerstvolgende werkdag.

Art. 5. Er kan bij de Regering een beroep ingediend worden tegen de in de artikelen 20, lid 2, 21, lid 2, 22, leden 2 en 3, 25, lid 1, 26, lid 4, 38, paragraaf 3, leden 1 en 2, 43, lid 2, 62 en 66, lid 1, bepaalde beslissingen van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

De persoon aan wie van de beslissing kennis is gegeven kan een beroep indienen tegen de in artikel 26, lid 8, 39, lid 2, 67 en 69, lid 2, bepaalde beslissingen van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep waarvan sprake in leden 1 en 2 met redenen omkleed en aan het Bestuur Natuur en Bossen gericht binnen de vijftien dagen na ontvangst van de akte, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

De Regering stuurt haar beslissing naar de verzoeker bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst binnen een termijn van dertig dagen die ingaat vanaf de eerste dag volgend op de ontvangst van het beroep. Wordt de beslissing niet verstuurd binnen die termijn, dan wordt de beslissing van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid bevestigd.

De termijn om een beroep in te dienen en het beroep schorsen de beslissing van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid niet op.

Titel 2. — "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtverwerkingsnijverheid)

Art. 6. Er wordt een "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtverwerkingsnijverheid) opgericht.

De Raad bestaat uit :

2° twee afgevaardigden van de verenigingen van eigenaars van privé-bossen;

2° twee afgevaardigden van de verenigingen van openbare eigenaars;

3° vier afgevaardigden van de verenigingen van de houtverwerkingsnijverheid;

4° één afgevaardigde van elke universitaire faculteit, gelegen op het gewestelijk grondgebied, die in een opleiding van ingenieurs voor natuur en bossen voorziet;

5° een afgevaardigde van de "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud);

6° één afgevaardigde van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

7° twee afgevaardigden van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu;

8° twee afgevaardigden van de verenigingen die de sociaal-recreatieve functie van het bos beogen;

9° één afgevaardigde van de landbouwersverenigingen;

10° één afgevaardigde van de verenigingen van aannemers van boswerkzaamheden.

Na een oproep tot de kandidaten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, wijst de Regering de verenigingen aan waarvan sprake in lid 2, 1° tot 3° en 7° tot 10°.

De verenigingen, instellingen en organisaties waarvan sprake in lid 2 dragen een dubbeltal van gewone en plaatsvervangende leden voor. Onder hen benoemt de Regering de leden van de Raad.

De Regering wijst een vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap aan op voordracht van haar Regering. Die vertegenwoordiger woont de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij.

De Regering wijst één of meerdere ambtenaren aan die de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bijwonen.

De opdrachten van de Raad zijn die, welke hem opgedragen zijn bij of krachtens dit Wetboek.

Daarnaast moet hij de Regering advies verlenen over alle vraagstukken van algemeen belang die de bossen en de wouden en de houtverwerkingsnijverheid aangaan. Hij is bevoegd om zich van rechtswege of op vraag van de Regering over die vraagstukken uit te spreken.

Titel 3. — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle bossen en wouden

HOOFDSTUK I. — Vijffarenplan inzake bosonderzoek

Art. 7. De Regering keurt na advies van de "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois" een vijffarenplan inzake bosonderzoek goed dat de richtsnoeren vastlegt voor het onderzoek dat de raad uitvoert of laat uitvoeren om de doelstellingen waarvan sprake in artikel 1 te waarborgen of te bevorderen.

Het plan wordt voorgesteld door het Ministerie van het Waalse Gewest.

Laatstgenoemde deelt het mee aan het Waalse Parlement en maakt het bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK II. — *Cel voor de permanente inventaris van de bosrijdommen*

Art. 8. Er wordt een cel voor de permanente inventaris van de bosrijdommen in stand gehouden in het Ministerie van het Waalse Gewest om de gegevens in te zamelen en beschikbaar te houden in verband met de stand en de evolutie van kwantitatieve en kwalitatieve parameters inzake de houtproductie, de gezondheid van de opstanden, de biodiversiteit en de milieu-omstandigheden van :

1° de bossen en de wouden, met inbegrip van die welke gelegen zijn in gebieden uitgesloten van het toepassingsgebied van dit Wetboek bij artikel 2, lid 3, 2° en 3°;

2° de bosrijdommen die buiten de bossen en de wouden zijn gelegen.

Art. 9. Er wordt een begeleidingscomité opgericht dat als opdracht heeft de Regering de aard van de in te zamelen gegevens, de nadere regels voor die inzameling en de soorten te verstrekken resultaten, de nadere regels voor de verspreiding ervan en de eventueel te voeren acties voor te leggen.

Het comité voorziet in de verspreiding van de resultaten en waakt meer bepaald over het vertrouwelijk karakter van de ingezamelde gegevens.

In het comité zetelen afgevaardigden van de houtverwerkingsoperatoren, van de universitaire faculteiten, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest, die voorzien in de opleiding van ingenieur voor natuur en bossen, van de betrokken besturen en van de verenigingen ter bescherming van het leefmilieu. De Regering bepaalt er de samenstelling en de werkingwijze van.

Art. 10. De Regering legt de aard vast van de in te zamelen gegevens en van de nadere regels voor die inzameling, evenals de te verstrekken resultaten en de nadere regels voor de verspreiding ervan. De als dusdanig door de Regering aangewezen personeelsleden zijn gemachtigd de bossen en de wouden van de privé- en de publieke eigenaars te betreden om er de noodzakelijke verrichtingen uit te voeren van zonsopgang tot zonsondergang, op voorwaarde dat de eigenaar uiterlijk één week op voorhand daarover wordt ingelicht.

Die verrichtingen bestaan erin bestuurlijke gegevens, metingen van topografische, dendrometrische en bosbouwkundige aard met betrekking tot het houtmateriaal en pedologische, phytosociologische, phytosanitaire en biodiversiteitsgerelateerde waarnemingen in te zamelen en te behandelen.

De als dusdanig door de Regering aangewezen personeelsleden zijn gemachtigd om bij de eigenaars enquêtes uit te voeren om de voor het doel van dit hoofdstuk noodzakelijke inlichtingen van technische en bosbouwkundige aard te verzamelen, evenals die in verband met de structuur van de eigendommen.

De aangesproken eigenaars zijn verplicht de gevraagde inlichtingen te verstrekken.

Art. 11. De individuele inlichtingen die ingezameld zijn overeenkomstig artikel 10 mogen niet voor andere doeleinden gebruikt worden dan die met het oog waarop de cel in stand wordt gehouden. Laatstgenoemde mag gegevens niet verspreiden die individuele situaties openbaar maken.

HOOFDSTUK III. — *Bosgenetica*

Art. 12. De Regering legt de procedure vast voor de erkenning en de controle van het uitgangsmateriaal voor de productie van teeltmateriaal van bosbouwsoorten.

Zij voorziet in de controle over de kwaliteit en de oorsprong van het op de markt gebrachte teeltmateriaal en het in de handel brengen ervan.

HOOFDSTUK IV. — *Verkeer in de bossen en de wouden**Afdeling 1 — Algemene bepalingen*

Art. 13. Dit hoofdstuk regelt het verkeer in de bossen en de wouden en op de voor het verkeer opengestelde wegen door die bossen en wouden heen, uitgezonderd :

1° de andere wegen dan de ruilverkavelingswegen, waarop twee motorvoertuigen over hun gehele lengte gemakkelijk naast elkaar voorbij kunnen;

2° de natuur- en bosreservaten, behalve wat de banen, wegen en paden betreft;

3° de wegen die het autonoom net voor traag verkeer vormen.

Art. 14. De Regering kan tijdelijk het verkeer beperken of verbieden bij brandgevaar, dreiging voor fauna en flora, risico op een significante verstoring van de rust van de fauna of om sanitaire redenen of om redenen gebonden aan de veiligheid van de personen. Zij stelt de nadere regels vast voor de beperking van het verkeer en het verbod erop.

Art. 15. Voor elke drijfjachtactie wordt het verkeer in de bossen en de wouden verboden op de dagen en de plaatsen waar die actie een gevaar vormt voor de veiligheid van de personen en volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 16. De Regering kan, om redenen van natuurbehoud of voor de bodembescherming, de technische voorwaarden vaststellen die auto's en werktuigen moeten vervullen om in bossen en wouden buiten de voor het verkeer opengestelde wegen te mogen rijden, alsook de voorwaarden voor het gebruik ervan.

Art. 17. Onverminderd de artikelen 14 en 15 is het verboden het verkeer te ontraden op de openbare wegen die de bossen en de wouden doorkruisen door het plaatsen van borden, hindernissen, uithangborden, tekens of aanplakborden.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor sommige vervoerwijzen of activiteiten

Art. 18. Honden en andere gezelschapsdieren moeten aan de lijn gehouden worden.

Art. 19. Onverminderd artikel 27 is het tijdelijk verblijf verboden buiten de daartoe voorziene gebieden.

Art. 20. Onverminderd artikel 27 is de toegang voor voetgangers verboden buiten de banen, wegen, paden en gebieden.

De toegang van de voetgangers kan door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid toegelaten worden tegen de door dat personeelslid bepaalde voorwaarden, om medische, pedagogische, wetenschappelijke of instandhoudingsredenen.

Art. 21. Onverminderd de artikelen 27 en 28 is de toegang voor fietsers, skiërs en hoeders van trek-, last-, rij- of kweekdieren verboden buiten :

1° de banen;

2° de wegen;

3° de daartoe overeenkomstig artikel 26, lid 4, afgebakende paden;

4° de daartoe bestemde gebieden;

5° de permanente wandelroutes die onderworpen zijn aan de verplichtingen van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen of gelijkwaardige bepalingen van de Duitstalige Gemeenschap.

De toegang van de fietsers, skiërs en hoeders van trek-, last-, rij- of kweekdieren tot de paden en de gebieden die niet bedoeld zijn in lid 1 kan toegelaten worden door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid tegen de door dat personeelslid bepaalde voorwaarden, om medische, pedagogische, wetenschappelijke, culturele of instandhoudingsredenen.

Art. 22. Onverminderd de artikelen 27 en 28 is de toegang van motorvoertuigen verboden buiten :

1° de banen;

2° de daartoe overeenkomstig artikel 26, lid 4, afgebakende wegen;

3° de daartoe overeenkomstig artikel 26, lid 4, afgebakende paden;

4° de daartoe bestemde gebieden.

Het verbod waarvan sprake in vorig lid is niet van toepassing op de motorvoertuigen die gebruikt worden door personen met een verminderde beweeglijkheid die een toelating hebben gekregen, verstrekt door het personeelslid aangewezen door de Regering.

De toegang van de motorvoertuigen tot de gebieden, wegen en paden niet bedoeld in lid 1 kan door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid toegelaten worden tegen de door dat personeelslid bepaalde voorwaarden, om medische, pedagogische, wetenschappelijke, culturele of instandhoudingsredenen.

Art. 23. Onverminderd lid 2 zijn de artikelen 18 tot 22 niet van toepassing op de eigenaar, zijn rechthebbenden binnen de perken van wat vereist wordt door de uitoefening van de hen verleende rechten en de overheid die de openbare weg beheert en haar rechthebbenden, de personeelsleden aangewezen overeenkomstig artikel 10 en de ambtenaren en personeelsleden die belast zijn met het opsporen en vaststellen van de overtredingen.

In de bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen moet de beslissing van de eigenaar of van de overheid die ze beheert om de rechthebbenden zich te laten verplaatsen voor de uitoefening van motorsportactiviteiten die niet onderworpen zijn aan een milieuvergunning, buiten de wegen en de gebieden die ze mogen gebruiken krachtens artikel 22, door de Regering worden goedgekeurd.

Art. 24. Voor de toegang tot de eigendommen die niet bediend worden door een adequate weg zijn de artikelen 20 tot 22 niet van toepassing op de eigenaar noch op de rechthebbenden binnen de perken van wat vereist wordt door de uitoefening van de hen verleende rechten, op voorwaarde dat de toegang gebeurt via de minst schadelijke en de meest rechtstreekse weg.

Afdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor de bebakeningen, de bakens, de begrensde gebieden en zones voor de jeugdactiviteiten en de begeleide bewegingen met een pedagogisch of therapeutisch doel

Art. 25. De bestemming en de bebakening van het gebied zijn onderworpen aan de toelating van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid dat nagaat of de eigenaar er vooraf mee heeft ingestemd.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene voorwaarden voor de bestemming en de bebakening van het gebied.

Art. 26. De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene voorwaarden voor de bebakening van de paden, de wegen en de banen. Zij kan de bebakening waarvan sprake in lid 4 verbieden en beperken in de periodes en op de plaatsen die zij bepaalt.

Met de bebakening moet vooraf worden ingestemd door de eigenaar of de overheid die de openbare weg beheert, behalve voor de bebakeningen die aangebracht worden met stoffen die rechtstreeks van de natuur afkomstig zijn of met stoffen op basis van kalk die snel door de regen worden opgelost.

Van de bebakening van de paden, de wegen en de banen moet kennis gegeven worden aan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, behalve voor de bebakening waarvan sprake in lid 4.

Een toelating van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid is nodig voor :

1° de bebakening van een pad of een weg waarop motorvoertuigen kunnen rijden;

2° de bebakening van een pad waartoe de gebruikers bedoeld in artikel 21, lid 1, toegang hebben.

De bebakening van een pad of een weg waartoe de motorvoertuigen toegang hebben mag hoe dan ook enkel toegelaten worden om het verkeer mogelijk te maken buiten de feestdagen, de zondagen en de woensdagnamiddagen en voor activiteiten waaraan maximum driehonderd personen deelnemen.

De Regering kan afwijken van lid 5 voor organisaties met een internationale bekendheid die zij vernoemt en waarvan zij het maximumaantal activiteiten per kalenderjaar vastlegt.

Onverminderd de leden 5 en 6 bepaalt de toelating op grond van de algemene voorwaarden die de Regering bepaalt, de persoon of de groep personen die van die toelating gebruik mogen maken, het aantal personen die zich mogen verplaatsen, de voorwaarden voor het gebruik en de borg of de waarborg die de toegelaten persoon (personen) moet (moeten) stellen of geven om eventuele schade ten bate van de eigenaar te dekken.

De toelating kan door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid ingetrokken worden om dringende redenen of wegens misbruik.

Art. 27. De deelnemers aan jeugdactiviteiten ingericht door ofwel jeugdbewegingen ofwel verenigingen die activiteiten verzorgen voor jongeren en de deelnemers aan begeleide bewegingen met een pedagogisch of therapeutisch doel hebben toegang tot de afgebakende zones van de bossen en de wouden van publiekrechtelijke rechtspersonen in functie van artikel 57, lid 2, 7°, tegen de voorwaarden bepaald door de Regering en tegen de eventuele aanvullende voorwaarden bepaald door de eigenaar.

Art. 28. Voor het plaatsen, het onderhoud en het weghalen van de bakens van de permanente wandelroutes die vallen onder de verplichtingen van het decreet van 1 april 2004 betreffende de gemarkeerde toeristische wandelroutes, de wandelkaarten en de routebeschrijvingen of gelijkwaardige bepalingen van de Duitstalige Gemeenschap en de bebakening van de gebieden, de paden en de wegen kan elk vervoermiddel toegelaten worden tegen de algemene voorwaarden bepaald door de Regering.

Art. 29. Het is verboden opzettelijk, op welke wijze ook, bakens te verwijderen, te vernietigen of te beschadigen.

HOOFDSTUK V. — *Subsidies*

Art. 30. De Regering kan, tegen de voorwaarden die zij bepaalt, subsidies toekennen aan de publiek- en privaatrechtelijke personen om volgende verrichtingen te bevorderen in de bossen en de wouden :

1° de boswerkzaamheden ter verbetering van het erfgoed, zoals : bebossing, herbebossing, omschakeling, wijziging en verrijking van opstanden, dunning, vrijmaken, bescherming tegen het wild, herstel van de gezondheids-toestand, snoeiing, uitdunnen, aanleg en verbetering van de infrastructuur voor een vlotter bosbeheer, met name de wegen, de houtopslagplaatsen, de oversteekplaatsen over waterlopen;

2° de werken voor de ontwikkeling van de opening voor het publiek en de aanleg van recreatieve en toeristische voorzieningen;

3° de werken om ze te beschermen, in stand te houden en te herstellen;

4° de werken voor de instandhouding of de ontwikkeling van de biodiversiteit;

5° het samenleggen of opnieuw samenleggen met het oog op het beheer of als eigendom.

De Regering kan eveneens, tegen de voorwaarden die zij bepaalt, subsidies toekennen aan de publiek- en privaatrechtelijke personen om de onderzoeksactiviteiten te verrichten ter uitvoering van het vijfjarenplan waarvan sprake in artikel 7, evenals de acties voor de opleiding tot en de sensibilisering voor de verschillende functies van de bossen en de wouden.

HOOFDSTUK VI. — *Instandhouding van bossen en wouden*

Art. 31. Indien de Regering vaststelt dat er een risico op een significante wijziging van het evenwicht over het gehele Waalse Gewest bestaat tussen de oppervlakten van loof- en naaldhout, treft zij volgende maatregelen :

1° zij verleent subsidies, tegen de voorwaarden die zij bepaalt, aan de publiek- en privaatrechtelijke personen;

2° zij beperkt via algemene bepalingen de voorwaarden voor de toekenning van de afwijking bepaald in artikel 38, § 3, lid 2;

3° via algemene bepalingen bepaalt ze de inhoud van het plan van aanleg nader en vult ze hem aan.

Art. 32. Het is verboden bomen te vellen, weg te halen of uit de grond te rukken zonder de toelating van de eigenaar.

Art. 33. Onverminderd artikel 49, § 2, is het verboden bomen te snoeien zonder de toelating van de eigenaar.

Art. 34. Het is verboden bomen te ontkruiden, te ontschorsen, te verminken of te laten sterven zonder de toelating van de eigenaar.

Het is verboden bomen te tappen of van hun sap te ontdoen zonder de toelating van de eigenaar.

Art. 35. Behalve wettige redenen is elke handeling verboden die op significante wijze de rust in de bossen en de wouden verstoort, het gedrag van de wilde dieren in de war brengt of de interacties tussen levende wezens, dieren en planten en hun natuurlijk leefmilieu schade berokkent.

Art. 36. De Regering kan in buitengewone omstandigheden en voor een bepaalde periode alle nodige maatregelen treffen om de ecosystemen te beschermen tegen levende organismen of natuurverschijnselen of fenomenen voortvloeiende uit de menselijke bedrijvigheid.

Art. 37. De uitbater deelt uiterlijk twee werkdagen voor de aanvang van het uitslepen en het vervoer aan de betrokken gemeente mee welke gemeentewegen gebruikt zullen worden voor die verrichtingen, totdat een weg bereikt wordt waarop twee motorvoertuigen over hun gehele lengte gemakkelijk naast elkaar voorbij kunnen.

De gemeente of de uitbater kunnen verzoeken dat een tegensprekelijke plaatsbeschrijving wordt opgesteld.

Art. 38. § 1. In de bossen en de wouden worden elke kapping van meer dan vijf hectare in de opstanden die een grondvlak van meer dan vijftig percent naaldhout beslaan en elke kapping van meer dan drie hectare in de opstanden die een grondvlak van meer dan vijftig percent loofhout beslaan, verboden.

De oppervlakten waarvan sprake in lid 1 vormen één geheel en behoren éénzelfde eigenaar toe. Als een oppervlakte van één geheel worden de ruimtes beschouwd die éénzelfde eigenaar toebehoren en op één van hun punten minder dan vijftig meter van elkaar verwijderd zijn.

Het verbod waarvan sprake in lid 1 is van toepassing op elke kapping die voor elke hectare een volume onbewerkt stamhout van het houtmateriaal van minstens vijfenzeventig kubieke meter in het hooghout en van minstens vijftig kubieke meter in het schaarhout onder het hooghout niet op stam laat.

§ 2. In de bossen en de wouden is elke nieuwe kapping verboden die in één van haar punten minder dan vijftig meter verwijderd is van een vorige kapping die minder dan drie jaar na de inwerkingtreding van dit Wetboek werd aangevat en waarvan de gevolgen, samengevoegd met die van de vorige kapping, op de goeden van éénzelfde eigenaar gelijk zouden zijn aan de gevolgen van een kapping zoals bedoeld in paragraaf 1.

Voor de toepassing van lid 1 wordt het bestaande eigendomsstatuut op het tijdstip van de vorige kapping van minder dan drie jaar in overweging genomen.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 kunnen de dringende kappingen van naald- en loofhout op een oppervlakte die groter is dan respectievelijk vijf en drie hectare toegelaten worden door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels.

In afwijking van de paragrafen 1 en 2 kunnen de niet dringende kappingen van naald- en loofhout op een oppervlakte die groter is dan respectievelijk vijf en drie hectare toegelaten worden door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid volgens de door de Regering vastgestelde nadere regels. De toelatingsaanvraag bevat een eenvoudig beheersdocument met een geldigheidsduur die niet minder mag bedragen dan twintig jaar en waarvan de inhoud door de Regering is bepaald, evenals de verbintenis van de eigenaar om hem na te leven.

Art. 39. Indien een kapping, verboden bij artikel 38, aangevat wordt of ophanden is, kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid mondeling en ter plaatse de onderbreking van of het verbod tot de kapping bevelen.

Het bevel moet, op straffe van verval, schriftelijk bevestigd worden binnen de vijf dagen en bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst afgeleverd worden aan de betrokken eigenaar.

Art. 40. Behoudens de kunstmatige regeneraties langs dreven of op oppervlakten kleiner dan vijftig are uit één geheel per schijf van vijf hectare bossen en wouden van éézelfde eigenaar is elke kunstmatige regeneratie middels soorten die niet in optimale conditie verkeren of gedoogd worden volgens het door de Regering uitgegeven ecologisch soortenbestand verboden, behoudens afwijking bepaald door de Regering.

Art. 41. De Regering kan de voorwaarden bepalen voor de spreiding van bodemverbeteraars en -meststoffen.

Art. 42. Elk gebruik van onkruidverdelgers, schimmelwerende middelen en insectenverdelgers is verboden, behalve de uitzonderingen bepaald door de Regering.

Art. 43. Voor elke nieuwe regeneratie is het verboden te draineren of een sloot te onderhouden op een strook van vijftientig meter aan beide kanten van de waterlopen, op minder dan vijftientig meter rondom de bronnen en de sijpelzones, op minder dan honderd meter rondom de waterwinningsputten, op minder dan honderd meter rondom de stuwmeren en in de veengronden, de para-veengronden en de hydromorfe gronden met een permanente grondwatertafel, zoals bepaald bij de pedologische kaart van Wallonië.

Op de veengronden, para-veengronden en hydromorfe gronden met een permanente grondwatertafel mogen de aanplantingen van populieren gedraineerd worden mits de voorafgaandelijke toelating door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Art. 44. Het is gedurende het gehele jaar verboden kapafval te verbranden, behalve op oppervlakten van minder dan vijftig are, op de hellingen met een hogere hellingsgraad dan tien percent en in de gevallen en tegen de voorwaarden bepaald door de Regering.

Art. 45. Onverminderd artikel 44 is het verboden vuur te dragen en aan te steken, behalve in de gebieden die daar speciaal voor zijn aangelegd en behalve in het kader van een bosbouw- of jachtactiviteit.

De Regering kan het dragen of aansteken van vuur verbieden in de gevallen waarin zij de dringende noodzakelijkheid of de noodzakelijkheid erkent.

Art. 46. Het is verboden schade aan te richten aan de bodem waardoor de bodem lange tijd aangetast wordt. De Regering bepaalt welke bodemschade onder dat verbod valt.

Art. 47. De Regering kan het gebruik opleggen van plantaardige olie voor de kettingzagen en de in de bosbouw gebruikte werktuigen in de gevallen die zij bepaalt.

Art. 48. Er kan geen enkele nieuwe concessie van het gebruiksrecht gevestigd worden, ongeacht de aard of onder welk voorwendsel ook.

De bossen en wouden kunnen bevrijd worden van elk gebruiksrecht als de eigenaars en de gebruikers er gezamenlijk mee instemmen.

De uitoefening van de gebruiksrechten kan altijd ingeperkt worden volgens de toestand en de mogelijkheid van de bossen en de wouden, overeenkomstig de bepalingen van de Regering.

Art. 49. § 1. Het is enkel toegelaten hoogstammige bomen te planten op de afstand bevestigd door de vaste en erkende gebruiken en, bij gebreke van gebruiken, op de afstand van twee meter van de scheidslijn tussen twee erven voor de hoogstammige bomen.

De buur kan eisen dat de bomen die aangeplant worden op een kleinere afstand dan de wettelijke afstand uitgerukt worden.

§ 2. Degene over wiens eigendom de takken van de bomen van de buur groeien kan zijn buur ertoe dwingen die takken af te zagen.

Indien de boomwortels op zijn erf groeien, heeft hij zelf het recht om ze weg te snijden.

Deze paragraaf is enkel van toepassing op de bomen aan de rand van de bossen en de wouden.

Art. 50. Geen enkele afname van bosproducten mag verricht worden zonder de instemming van de eigenaar en zonder de algemene voorwaarden, die de Regering kan vastleggen, na te leven.

Art. 51. De Regering kan in een regeling voorzien voor de erkenning van de kopers, uitbaters van kappingen of bosproducten en aannemers van boswerkzaamheden. De erkenningsregeling heeft indicatieve waarde.

De Regering legt de procedure vast voor de afgifte van de erkenning, en de voorwaarden voor de toekenning en de intrekking ervan, en voorziet in de verspreiding van de lijst der erkende personen.

Titel 4. — De bosregeling

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied van de bosregeling

Art. 52. De bosregeling is van toepassing op de bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen, namelijk :

1° de bossen en de wouden van het Waalse Gewest;

2° de bossen en de wouden van de andere rechtspersonen naar Belgisch publiek recht;

3° de bossen en de wouden waarin de rechtspersonen naar Belgisch publiek recht onderling of met derden onverdeelde rechten hebben.

De bosregeling is niet van toepassing op de bossen en de wouden van de aanhorigheden van de openbare weg.

Alle bepalingen van deze titel die betrekking hebben op de domaniale bossen zijn van toepassing op de bossen en de wouden waarin het Waalse Gewest de hoedanigheid heeft van onverdeelde eigenaar ofwel met andere publiekrechtelijke rechtspersonen ofwel met particulieren.

Art. 53. De andere bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen dan de domaniale bossen mogen niet afgestaan worden zonder een toelating van de Regering, behalve om uit de onverdeeldheid met particulieren te treden.

De bossen en wouden waarvan sprake in vorig lid blijven onder de bosregeling vallen, niettegenstaande elke afstand, behoudens machtiging van de Regering.

Art. 54. De bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen mogen niet aangewend worden voor een doel dat onverenigbaar is met de functies vernoemd in artikel 1, zonder machtiging door de Regering.

De bossen en wouden waarvan sprake in vorig lid vallen buiten de bosregeling zodra de Regering de machtiging verleend heeft.

Na afloop van de aanwending voor een doel dat onverenigbaar is met de functies vernoemd in artikel 1 heeft de Regering als taak vast te stellen dat de omstandigheden en de voorwaarden die verantwoord zijn dat het betrokken goed opnieuw onder de bosregeling valt, voorhanden zijn.

Art. 55. De eigenaars van bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen dienen elke daad van een gerechtelijke procedure binnen de twee dagen na betekening of kennisgeving ervan mede te delen aan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

HOOFDSTUK II. — *De personeelsleden*

Art. 56. De Regering legt de identificatiedocumenten vast die de personeelsleden op zich dienen te hebben.

Alle verrichtingen voor de bewaking en het beheer van de bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen worden door de personeelsleden gesteld. Laatstgenoemden worden betrokken bij de verrichtingen voor de afbakening en de afpaling van de bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen.

De ambtenaren van de diensten van de Regering aan wie laatstgenoemde de hoedanigheid van aangestelde voor natuur en bossen erkent zijn boswachters in de zin van de bepalingen die laatstgenoemden een eigen statuut geven.

HOOFDSTUK III. — *Plannen van aanleg*

Art. 57. Voor alle bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen met een oppervlakte van meer dan twintig hectare uit één stuk wordt een plan van aanleg opgesteld.

Het plan van aanleg bevat minstens :

1° de omschrijving van de toestand van de betrokken bossen en wouden en de aanduiding van gebieden die bij voorrang een beschermende functie krijgen om de kwaliteit van het water en de bodems in stand te houden, evenals van gebieden die bij voorrang een instandhoudingsfunctie krijgen, meer bepaald de historische wouden, om de kenmerkende, zeldzame of gevoelige faciès te vrijwaren;

2° de bepaling en de hiërarchisering van de specifieke doelstellingen inzake het duurzame beheer van de bossen en de wouden, met inbegrip van het evenwicht tussen fauna en flora;

3° de verwijzing naar de instandhoudingsmaatregelen in verband met het Natura 2000-netwerk en de andere beschermde natuurlijke ruimtes, in voorkomend geval;

4° de planning in tijd en ruimte van de beheersdaden om het voortbestaan van de bossen en de wouden te waarborgen en, in voorkomend geval, een gemengd bos van verschillende leeftijden te bevorderen;

5° het houtvolume dat geoogst moet worden om overeen te stemmen met de raming van de aangroei van het bos;

6° de biodiversiteitsmaatregelen;

7° per bosgroepering van meer dan honderd hectare uit één stuk, de afbakening van één of meerdere gebieden die toegankelijk zijn voor jeugdactiviteiten en begeleide bewegingen met een pedagogisch of therapeutisch doel en van één of meerdere houtopslaggebieden;

8° de geldmiddelen die aangewend moeten worden voor de boswerkzaamheden en een raming van de opbrengsten van het bos;

9° de overwogen wijzen van exploitatie in de opstanden, met inbegrip van het uitslepen met paarden, voor de bescherming van de bodems en de waterlopen;

10° de maatregelen in verband met de landschappelijke waarde van de bosgroeperingen en hun culturele elementen.

In het plan van aanleg wordt bepaald hoe lang dat plan geldig blijft.

De Regering kan met algemene regels de inhoud van het plan van aanleg nader bepalen en aanvullen.

Art. 58. De artikelen 59 en 60 zijn een gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en van richtlijn 2003/35/eg van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003 tot voorziening in inspraak van het publiek in de opstelling van bepaalde plannen en programma's betreffende het milieu en, met betrekking tot inspraak van het publiek en toegang tot de rechter, tot wijziging van de Richtlijnen 85/337/EEG en 96/61/EG van de Raad, wat betreft de bepaling van gemeenschappelijke regels voor de inspraak van het publiek in de opstelling van plannen en programma's betreffende het en het beslissingsproces voor bijzondere activiteiten.

Art. 59. § 1. Het ontwerp-plan van aanleg wordt uitgewerkt door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, overeenkomstig de artikelen D.49 tot en met D.57 en D.61 van boek I van het Milieuwetboek en de bepalingen getroffen ter uitvoering ervan, en na het advies van de eigenaar ingewonnen te hebben.

§ 2. Het ontwerp-plan van aanleg wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek dat ingericht wordt volgens de nadere regels van titel III van deel III van boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. De eigenaar houdt in voorkomend geval rekening met het milieueffectenverslag, de uitslagen van de adviezen uitgedrukt krachtens artikel D.57 van boek I van het Milieuwetboek, tijdens de uitwerking van het plan van aanleg en voordat het wordt aangenomen, na het advies te hebben ingewonnen van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Hij bepaalt eveneens, na het advies te hebben ingewonnen van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, de opvolgingsmaatregelen van de niet te verwaarlozen effecten van de uitvoering van het plan van aanleg op het leefmilieu, om in een vroegtijdig stadium de onvoorziene negatieve effecten op te sporen en de correctiemaatregelen te kunnen treffen die hij gepast acht.

§ 4. Wanneer de eigenaar het plan van aanleg aanneemt, neemt hij in de aanhef ervan, na het advies te hebben ingewonnen van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, een leefmilieuverklaring op waarin de wijze wordt samengevat waarop de leefmilieuoverwegingen opgenomen worden in het plan van aanleg en waarop het leefmilieuverslag en de adviezen, uitgebracht overeenkomstig artikel D.57 van boek I van het Milieuwetboek, in rekening worden gebracht, evenals de redenen voor de keuze van het plan van aanleg als aangenomen, rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen.

De eigenaar maakt een afschrift van het plan van aanleg zoals hij het heeft aangenomen en van de maatregelen bepaald betreffende de opvolging bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst over aan het als dusdanig aangewezen personeelslid.

Art. 60. Eén maand na de ontvangst van het afschrift van het aangenomen plan van aanleg, van de leefmilieuverklaring en van de maatregelen bepaald betreffende de opvolging kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst een beroep indienen bij de Regering indien het aangenomen plan van aanleg of de maatregelen bepaald betreffende de opvolging niet overeenstemmen met de adviezen die het verstrekt heeft overeenkomstig artikel 59.

Het beroep wordt tegelijk aan de Regering en aan de eigenaar gericht.

De "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" brengt, na de eigenaar en het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid te hebben gehoord, een met redenen omkleed advies uit bij de Regering binnen de twee maanden na de ontvangst van het dossier met het beroep, het plan van aanleg en de maatregelen bepaald betreffende opvolging, aangenomen door de eigenaar, en de adviezen verstrekt door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid overeenkomstig artikel 59, § 3. Indien er geen advies binnen die termijn uitgebracht wordt, wordt de procedure verdergezet. De termijnen worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving door de "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois".

Indien de Regering geen beslissing tot goedkeuring of verwerping treft binnen de drie maanden na ontvangst van het beroep, wordt de beslissing van de eigenaar bevestigd geacht.

De Regering maakt haar beslissing bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst over aan de eigenaar en aan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Art. 61. Jaarlijks legt het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid een samenvatting van de opvolging van het plan van aanleg aan de eigenaar voor.

Art. 62. Onverminderd artikel 70 kan er, zolang er geen definitieve beslissing over het plan van aanleg en de maatregelen bepaald betreffende de opvolging is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* of indien de bossen en de wouden niet zijn onderworpen aan een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt plan van aanleg, geen enkele verkoop of exploitatie van kappingen, bomen of bosproducten plaatsvinden zonder de toelating van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Art. 63. De Regering stelt zich in de plaats van de eigenaar als deze een plan van aanleg en de maatregelen bepaald betreffende de opvolging niet heeft aangenomen binnen de zes maanden na de ontvangst van de ingebrekestelling bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst door het als dusdanig aangewezen personeelslid.

Art. 64. Indien de bossen en de wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen opgericht zijn als domaniaal of erkend natuurreservaat, als bosreservaat of opgenomen zijn in het gebied van een natuurpark of in de omtrek van een Natura 2000-locatie, wordt het bestaande plan van aanleg herzien om het in overeenstemming te brengen met de regels en de doelstellingen van die statuten.

In dat geval gelden de bepalingen ter regeling van de uitwerking en de aanname van de plannen van aanleg en het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid wint vóór de uitwerking van het ontwerp, het advies in van, al naar gelang, de adviescommissie voor de domaniale natuurreservaten, van de beheerder van het erkende natuurreservaat, van de "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" voor de bosreservaten, van de commissie voor het beheer van de natuurparken, van de commissie voor de instandhouding van de Natura 2000-locaties. Het met redenen omkleed advies wordt uitgebracht binnen de zestig dagen na de aanvraag, behoudens afwijkende bijzondere bepalingen.

Als er geen advies binnen die termijn is, wordt de procedure verdergezet. De termijnen worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving door, al naar gelang het geval, de adviescommissie voor de domaniale natuurreservaten, de beheerder van het erkende natuurreservaat, de "Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature" voor de bosreservaten, de commissie voor het beheer van de natuurparken, de commissie voor de instandhouding van de Natura 2000-locaties.

Art. 65. Tijdens de geldigheidsperiode van het plan van aanleg behoort de beslissing om een gehele of gedeeltelijke herziening ervan door te voeren de eigenaar of het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid toe, dat bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst van zijn beslissing kennis geeft aan de Regering.

Binnen de vier maanden na de ontvangst van die kennisgeving keurt de Regering de beslissing om het plan van aanleg geheel of gedeeltelijk te herzien, goed of weigert ze.

Indien er geen goedkeuring of weigering door de Regering is binnen een termijn van vier maanden, dan wordt de beslissing geacht goedgekeurd te zijn.

De bepalingen ter regeling van de uitwerking en de aanname van de plannen van aanleg gelden voor de herziening ervan.

Art. 66. Onverminderd artikel 70 mag er geen enkele verkoop of exploitatie van kappingen, bomen of bosproducten bovenop wat bij het plan van aanleg geregeld wordt, plaatsvinden zonder toelating door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Als de verkoop of de exploitatie van een kapping, van bomen of bosproducten vooruitloopt op de verkopen en exploitaties geregeld bij het plan van aanleg, worden die laatste tijdens de volgende jaren door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid verminderd totdat de programmering van de exploitatie hersteld is.

Art. 67. Indien de werkzaamheden, de verkopen of de exploitaties waarin het plan van aanleg voorziet niet doorgevoerd worden door de eigenaar, kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid hem bij aangetekend schrijven verplichten die geheel of gedeeltelijk te verrichten binnen een door het personeelslid opgelegde termijn. Als zij bij verstrijken van de termijn niet zijn verwezenlijkt, kan de Regering ze laten uitvoeren op kosten van de eigenaar.

Art. 68. De werkzaamheden worden door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid voorgesteld aan de eigenaar, die ze goedkeurt.

Art. 69. Onverminderd artikel 70 kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid mondeling en ter plaatse de onderbreking of het verbod bevelen van :

1° elk werk dat ondernomen wordt of zal worden in strijd met artikel 68;

2° elke verkoop of exploitatie van een kapping, van bomen of bosproducten, die aangevat wordt of zal worden, hoewel die niet geregeld worden bij het plan van aanleg en niet toegelaten zijn door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, krachtens artikel 66;

3° elke verkoop of exploitatie van een kapping, van bomen of bosproducten, die aangevat wordt of zal worden, hoewel die niet toegelaten zijn door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, krachtens artikel 62.

Het bevel moet, op straffe van verval, schriftelijk bevestigd worden binnen de vijf dagen en bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst medegedeeld worden aan de eigenaar, waarbij laatstgenoemde, in voorkomend geval, dan onmiddellijk de aannemer of de koper van de kapping daarvan op de hoogte moet brengen.

Art. 70. Als er in de domaniale bossen werken, exploitaties, afnames of kappingen van bomen wegens dringende omstandigheden uitgevoerd moeten worden om rampen te voorkomen of de gevolgen ervan te verzachten, laat het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid ze onverwijld uitvoeren.

In de andere bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen worden die verrichtingen bevolen door de eigenaar na overleg met het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — *Instandhouding van de bossen en wouden*

Art. 71. In de bossen en wouden van publiekrechtelijke rechtspersonen worden, per bosgroepering die tot éénzelfde eigenaar behoort, volgende instandhoudingsmaatregelen toegepast :

1° in loofboombestanden, het behoud van dode bomen of windworp met een diameter van meer dan veertig centimeter ten belope van twee bomen per hectare, behalve de bomen met een hoge economische eenheidswaarde of de bomen die een dreiging voor de veiligheid vormen;

2° in naaldboombestanden, het behoud van de gebroken boomstammen en van de verdroogde bomen, met inbegrip van de kaalgeslagen oppervlakte ten belope van twee bomen per hectare;

3° het behoud van minstens één biologisch waardevolle boom per oppervlakte van twee hectare; onder één biologisch waardevolle boom wordt verstaan een boom met uitzonderlijke afmetingen of een boom met een holte;

4° het creëren van een loofstruiksingel van minstens tien meter breed voor de nieuwe verjongingen aan de externe rand van de bosgroepering;

5° het verbod om naaldbomen te planten op een breedte van twaalf meter aan de beide oevers van elke waterloop. Deze afstand wordt op vijftig meter gebracht in het geval van alluviale bodems, van hydromorfe bodems met een tijdelijke en een permanente grondwatertafel en van veenachtige en paraveenachtige bodems zoals bepaald op de pedologische kaart van Wallonië.

In de bossen en wouden van publiekrechtelijke rechtspersonen worden, per eigenaar van meer dan honderd hectaren bossen en wouden, in één of meerdere bosgroeperingen, de volgende behoudsmaatregelen toegepast :

- de vastlegging van integrale reservaten in de loofboombestanden ten belope van drie procent van de totale oppervlakte van deze bestanden.

HOOFDSTUK V. — *Verkoop van kappingen, bomen of bosproducten*

Afdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 72. De merken waarvan de personeelsleden zich bedienen voor het merken van delichthout en windworp en voor het merken van te sparen en te kappen hout worden door de Regering bepaald.

Art. 73. Elke verkoop van een kapping, van bomen of van bosproducten, al dan niet geregeld bij het plan van aanleg, mag slechts in openbare veiling worden verricht in de bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen.

Dag, uur en plaats van de veiling worden ten minste vijftien dagen op voorhand bekendgemaakt door elke gebruikelijke bekendmaking aangepast aan de omvang van de verkoop. De regering bepaalt de voorschriften voor een verplichte bekendmaking.

Art. 74. In afwijking van artikel 73 kan een onderhandse verkoop plaatsvinden onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden indien zij betrekking heeft op één van de volgende onderwerpen :

1° de kappingen en geveldde bomen waarvoor geen voldoende aanbod bekomen werd tijdens de twee openbare veilingen die gehouden werden volgens de in artikel 73 voorgeschreven procedure;

2° de windworp in de reeds geveilde kappingen wanneer hij aangeboden wordt aan de koper ervan;

3° de bomen die hoogdringend moeten worden gekapt of weggehaald wegens sanitaire of veiligheidsredenen;

4° het delichthout;

5° de kappingen en geveldde bomen van weinig waarde bepaald door de Regering;

6° de bosproducten van weinig waarde bepaald door de Regering;

7° de voor wetenschappelijk onderzoek bestemde bossen;

8° de kappingen van brandhout voorbehouden aan de inwoners van een gemeente.

De bepalingen betreffende de verkoop in openbare veiling bedoeld in de artikelen 75, 77 en 78 zijn van toepassing op de onderhandse verkoop met uitzondering van de verkoop bedoeld in lid 1°, 3°, 6° en 7°.

Art. 75. Elke verkoop die plaatsvindt in overtreding van de artikelen 73, 74 en 77 of hun uitvoeringsbesluiten wordt van rechtswege nietig verklaard.

Art. 76. Alle in de loop van de veiling gerezen geschillen over de geldigheid van de veiling, op- of afbiedingen of over de gegoedheid van bieders en borgen worden onmiddellijk beslist door de voorzitter van de veiling.

Art. 77. Iedere koper moet, op het ogenblik van de koop, op staande voet de in het bestek voorgeschreven borgen en garanties stellen. De koper die deze garanties niet geeft en borgstelling niet doet, verliest zijn recht op het gekochte. Er wordt onmiddellijk tot een nieuwe verkoop overgegaan. De koper die zijn recht heeft verloren, is verplicht het verschil te betalen tussen zijn prijs en de lagere prijs van de nieuwe verkoop, het meerdere kan hij niet opeisen.

De kopers en de borgen staan hoofdelijk in voor de betaling van zowel de prijs als de schadevergoeding, teruggave en geldboeten waartoe de koop aanleiding kan geven tegen de koper.

Art. 78. De verkoop van kappingen, bomen of bosproducten, hun exploitatie en de heraanlegwerkzaamheden gebeuren overeenkomstig een bestek dat door de Regering wordt bepaald, onverminderd bijkomende clausules bepaald door de eigenaar die enkel van het bestek mogen afwijken voor de gevallen bepaald door de Regering.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen betreffende bossen en wouden andere dan domaniale bossen

Art. 79. De verkoop van kappingen, bomen of bosproducten, van publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in artikel 52, lid 1, ander dan het Waalse Gewest, wordt gedaan door de zorg van het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van de publiekrechtelijke rechtspersoon in aanwezigheid van het personeelslid dat als dusdanig door de Regering is aangewezen en dat tijdens de vergadering advies uitbrengt aan de eigenaar.

De verkoop wordt pas definitief na beraadslaging van het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van de publiekrechtelijke rechtspersoon over de verkoop.

HOOFDSTUK VI. — *Exploitaties*

Art. 80. De koper mag de exploitatie niet beginnen zonder een kapvergunning verstrekt door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid overeenkomstig de bepalingen van het bestek.

De kapvergunning wordt niet verstrekt als de voorschriften van de artikelen 73 tot 77, 79 en de bepalingen van het bestek in verband met de toekenning ervan, niet worden nageleefd.

Art. 81. De koper is verplicht elke niet gemerkte boom, na het merken van het te kappen hout, onaangeroerd te laten. Dit is ook geldig voor elke boom die als reserve wordt gemerkt na het merken van het te sparen hout.

De aanwezigheid van het merk gebruikt door het personeelslid op de boom of, desgevallend, op zijn stronk of op de stronk van een boom ernaast, is het enige middel waardoor de exploitant de levering van de geveldde boom kan bekomen.

Art. 82. § 1. Wanneer te sparen bomen door de wind of door enig ander toeval zijn gebroken of omgewaaid, moet de koper ze ter plaatse laten liggen en terstond het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid waarschuwen. Dit personeelslid kan, hetzij de gebroken of omgewaaidde bomen compenseren door het merken van andere te sparen bomen, hetzij, met de toestemming van de eigenaar, de onderhandse afkoop van een deel of het geheel van het voorwerp van de verkoop onderhandelen.

§ 2. De koper zorgt ervoor dat te sparen bomen niet worden beschadigd door de exploitatie.

Zodra een te sparen boom wordt beschadigd, moet de koper het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid verwittigen. Dit personeelslid zal bepalen of de beschadigde boom moet worden geveld, hij zal, desgevallend, een andere te sparen boom merken en de schade evalueren.

§ 3. Dit artikel heeft geen betrekking op de te sparen bomen van minder dan twee decimeter omtrek op een hoogte van één meter vijftig van de bodem.

Art. 83. Eén uur vóór zonsopgang of één uur na zonsondergang mag er geen exploitatie plaatsvinden, met uitzondering van de lading, de lossing en het vervoer.

Het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid kan een exploitatie op de kaalgeslagen oppervlakte toestaan buiten de uren bedoeld in het vorig lid.

Art. 84. De verplaatsing van bomen en bosproducten gebeurt via de wegen aangewezen in het bestek of, bij gebrek, via de wegen die worden aangewezen door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Zo nodig kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid er andere aanwijzen.

Art. 85. De exploitatie wordt uitgevoerd binnen de door het bestek gestelde termijnen tenzij de koper een termijnverlenging verkregen heeft van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Bij overmacht kan de Regering beslissen om de exploitatietermijn te verdagen, met maximum twee jaar wat de kaalgeslagen oppervlakte betreft en met maximum één jaar wat de dunningen betreft.

Dit uitstel kan geen aanleiding geven tot de betaling van vergoedingen door de koper.

Art. 86. Indien de koper verzuimt de heraanlegwerkzaamheden binnen de gestelde termijnen te verrichten, worden deze werkzaamheden op zijn kosten uitgevoerd door de zorg van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid met machtiging van de eigenaar. Hij overhandigt de afrekening van de kosten aan de eigenaar die ze bij de koper opeist.

Art. 87. Bij het verstrijken van de termijn vastgelegd door het bestek of bij verstrijken van de termijn toegekend overeenkomstig artikel 85, lid 1 of lid 2, kan de verkoper, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, een allerlaatste exploitatietermijn van twee maanden toekennen. Bij het verstrijken van deze termijn worden de niet geveldde bomen beschouwd als achtergelaten door de koper en worden ze opnieuw van rechtswege de eigendom van de verkoper, zonder voorafgaande tussenkomst van de rechter, zonder vergoedingen en onverminderd de schadevergoeding.

Art. 88. Behoudens voorafgaande toestemming van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid mag de koper geen andere bomen of bosproducten dan die van de exploitatie op de kaalslag of op de opslagplaatsen opslaan.

Art. 89. De Regering kan de koper of exploitant voor maximum drie jaar uitsluiten als hij een ernstige fout begaan heeft in de exploitatie of uitvoering van de heraanlegwerkzaamheden.

Na de middelen van verdediging van de koper of exploitant te hebben gehoord, kan het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid zijn uitsluiting voorstellen in een gemotiveerd advies gericht aan de Regering. Hij geeft kennis van het advies aan de Regering en maakt tegelijk een afschrift van het advies aan de koper of de exploitant over. De Regering betekent haar beslissing bij aangetekende brief met bericht van ontvangst binnen drie maanden na ontvangst van het gemotiveerd advies.

De uitsluiting heeft enkel betrekking op de bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen gelegen in het Waalse Gewest.

Art. 90. Na de exploitatie en de eventuele heraanlegwerkzaamheden vragen de koper of de borg om ontslagen te worden, niettegenstaande het verder organiseren van een schouwing bedoeld in lid 3.

het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid verleent of weigert het ontslag. Indien hij overweegt het ontslag te weigeren, gebeurt dit pas nadat hij de koper of de borg heeft gehoord.

Het het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid kan het aantal afgeleverde bomen schouwen. Aan de koper en de borg worden uiterlijk de tiende dag die eraan voorafgaat zonder kosten, kennis gegeven van de dag en het uur waarop de schouwing zal plaatshebben. Indien geen van beiden verschijnt, wordt het proces-verbaal van de schouwing geacht op tegenspraak te zijn opgemaakt.

Art. 91. De artikelen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de aannemer van de exploitatie.

De artikelen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de exploitaties bedoeld in artikel 74, lid 1°, 3°, 6° en 7°.

Titel 5. — Toezicht, beschuldigingen, sancties en herstelmaatregelen in de bossen en wouden

HOOFDSTUK I. — Toezicht in de bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen

Art. 92. De personeelsleden zijn bevoegd om in de bossen en wouden van de publiekrechtelijke rechtspersonen te waken over de toepassing van dit Wetboek en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

Alvorens hun ambt te aanvaarden, moeten de personeelsleden vóór de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats de volgende eed afleggen :

“Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de grondwet en aan de wetten van het Belgische volk.” In het geval van een gewone verandering van standplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

De personeelsleden mogen in de uitoefening van hun opdrachten :

1° te allen tijde de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen betreden, behalve als het gaat om een woonplaats in de zin van artikel 15 van de Grondwet. Indien het gaat om een woonplaats in de zin van dat artikel, mogen die personeelsleden ze betreden met de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter;

2° de hulp van de plaatselijke politie en van de federale politie inroepen;

3° alle onderzoeken, controles, enquêtes uitvoeren en alle gegevens inwinnen die nuttig geacht worden om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit Wetboek en van zijn uitvoeringsbesluiten nageleefd worden en o.a. :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich ter plaatse elk document, stuk of bewijsstuk laten overleggen of opsporen dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van maken, of tegen ontvangstbewijs meenemen;

c) de identiteit van elke overtreder controleren;

4° de voor het vervoer gebruikte voertuigen aanhouden en hun lading controleren wanneer ze ernstige redenen hebben om aan te nemen dat een overtreding van dit Wetboek of van zijn uitvoeringsbesluiten begaan is;

5° elke bewarende maatregel nemen met het oog op de overlegging van het bewijs, meer bepaald gedurende een maximumtermijn van tweeënzeventig uren :

a) verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar mogelijkerwijs een overtreding werd begaan;

b) de vervoermiddelen en andere tuigen die gediend zouden kunnen hebben om een overtreding te begaan aanhouden, tot stilstand brengen of verzegelen;

6° zich door technische deskundigen laten bijstaan;

7° onverminderd 1°, de voorwerpen opsporen tot waar ze naartoe vervoerd werden en ze in bewaring nemen.

Art. 93. Onverminderd artikel 102, leden 2 en 3, en bij overtreding van dit Wetboek en van zijn uitvoeringsbesluiten stellen de personeelsleden de overtredingen vast bij proces-verbaal dat bewijskracht heeft totdat het tegendeel wordt bewezen.

Dat proces-verbaal wordt aan de procureur des Konings gericht en, op straffe van verval, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de overtreder overgemaakt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding. Bij de overmaking aan de procureur des Konings voegt het personeelslid het bewijs van de verzending van het proces-verbaal aan de overtreder.

HOOFDSTUK II. — Toezicht in de privé-bossen en -wouden

Art. 94. De personeelsleden zijn bevoegd om in de privé-bossen en -wouden te waken over de toepassing van dit Wetboek en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Voor elk bezoek in privé-bossen en -wouden wordt een verslag opgesteld waarin de reden, het doel, de dag en het uur van het bezoek, alsmede de identiteit van de eigenaar worden vermeld. De hiërarchische meerdere van niveau 1 van het personeelslid stelt het verslag ter beschikking van de eigenaar enkel voor zover het zijn eigendom betreft.

Behalve de ontdekkingen op heterdaad waarschuwen de personeelsleden de eigenaar vóór elk bezoek wanneer deze laatste de in het tweede lid bedoelde hiërarchische meerdere een gedetailleerde kaart van zijn eigendom alsmede zijn volledige personalia heeft overgemaakt. De Regering kan de inhoud van de gedetailleerde kaart van de eigendom en van de volledige personalia alsmede de periodiciteit van de actualisering van deze documenten bepalen.

Onverminderd artikel 102, leden 2 en 3, en bij overtreding van dit Wetboek en van zijn uitvoeringsbesluiten stellen de personeelsleden de overtredingen vast bij proces-verbaal dat bewijskracht heeft totdat het tegendeel wordt bewezen. Dat proces-verbaal wordt door de hiërarchische meerdere van niveau 1 van het personeelslid aan de procureur des Konings overgemaakt en op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst naar de overtreder verzonden binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding. Bij de overmaking aan de procureur des Konings voegt het personeelslid het bewijs van het proces-verbaal aan de overtreder.

Art. 95. Artikel 92, lid 3, is van toepassing op het toezicht in de privé-bossen en -wouden.

HOOFDSTUK III. — Beschuldigingen, sancties en herstelmaatregelen in de bossen en wouden

Art. 96. De geldboete wegens het kappen, het weghalen of het rooien van bomen met 2 decimeter omtrek of meer is 0,5 euro per centimeter omtrek. De omtrek wordt gemeten op 1,5 meter van de bodem.

De geldboeten wordt met een derde vermeerderd voor het kappen, het weghalen of het rooien van grensbomen, hoekbomen en toekomstbomen.

Indien de bomen weggehaald en bewerkt zijn, wordt de omtrek op de boomstronk gemeten. Indien ook de stronk is weggehaald, wordt de omtrek ervan geschat door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid.

Art. 97. In het kader van een exploitatie worden de in artikel 96 bedoelde geldboeten voor het kappen, weghalen of rooien van reservebomen met 2 decimeter omtrek en meer, uitgevoerd door de aankoper of de uitbater op de oppervlakte van de exploitatie, met een derde verhoogd en, buiten de oppervlakte van de exploitatie, met een helft verhoogd.

Art. 98. Onverminderd artikel 84 en, in voorkomend geval, het bestek bedragen de geldboeten wegens het kappen, weghalen of rooien van bomen met minder dan twee decimeter omtrek op 1,50 meter van de bodem 0,5 euro per centimeter omtrek. De geldboete mag evenwel niet kleiner zijn dan 0,5 euro per boom.

Art. 99. Onverminderd artikel 49, § 2, wordt elke snoeiing gestraft alsof de boom geveld was.

Art. 100. Onverminderd artikel 84 en, in voorkomend geval, het bestek wordt iedereen die bomen topt, ontschorst, verminkt of laat vergaan, gestraft alsof hij ze geveld had.

Hetzelfde geldt ook voor ieder die bomen tapt of het sap ervan wegneemt.

Art. 101. Ieder die windworp of delichthout weghaalt, wordt gestraft alsof hij dat hout gekapt had.

Art. 102. Met een geldboete van 25 tot 100 euro wordt gestraft, :

1° degene die de artikelen 10 en 11 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt;

2° onverminderd artikel 105, 2°, degene die de artikelen 14 tot 21, 23 tot 29 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt;

3° degene die de artikelen 35, 37, 41, 45, 47, 48, 49, 50, 71, lid 1, 1° tot 3°, 83 en 84 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt.

De personeelsleden kunnen, voor ze een proces-verbaal van vaststelling van de overtreding opstellen, een waarschuwing richten voor de in het vorige lid bedoelde overtredingen. Het personeelslid verwittigt de Procureur des Konings. Als de waarschuwing bestemd is om de overtreder in staat te stellen zich met de wet in overeenstemming te brengen, bepaalt het personeelslid een termijn die slechts eenmalig verlengd kan worden. Bij verstrijken van de termijn of, al naar gelang van het geval, bij verlenging ervan stelt het personeelslid een verslag op en maakt het dit verslag binnen vijftien dagen en met bericht van ontvangst over aan de overtreder en aan de procureur des Konings.

In geval van recidive van de overtreder binnen een termijn van twee jaar na de waarschuwing die hem is gericht, mag het personeelslid geen waarschuwing meer richten en stelt het proces-verbaal op overeenkomstig artikel 93 of artikel 94, lid 4.

Art. 103. Met een geldboete van 40 tot 1000 euro wordt gestraft, degene die de artikelen 22, 40, 42, 43, 44, 46, 62, 66, 68, 71, lid 1, 4^o en 5^o, 71, lid 2, 80 en 88 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt.

Art. 104. Met een geldboete van 300 tot 3000 euro wordt gestraft, degene die de artikelen 73, 74 en 85 of de clausules van het bestek, die door de Regering bepaald zijn overeenkomstig artikel 78 en die de exploitatie en de herinrichtingswerkzaamheden betreffen, of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt.

Art. 105. Met een geldboete van 400 tot 5.000 euro wordt gestraft :

1^o degene die de artikelen 38 en 69 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt;

2^o degene die, als organisator, de artikelen 14 tot 29 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt.

Art. 106. Met een geldboete van 400 tot 10.000 euro wordt gestraft, degene die artikel 39 of de voor hun uitvoering of toepassing goedgekeurde besluiten overtreedt.

Art. 107. De straffen voor de in dit Wetboek of in zijn uitvoeringsbesluiten bedoelde overtredingen worden verdubbeld :

1^o indien de overtreding bij nacht is gepleegd;

2^o indien de overtreding in bende of in vereniging is begaan;

3^o als de overtreder een kap- of uitdelvingswerktuig of een wapen bij zich heeft;

4^o als de overtreding tussen 1 maart en 30 juni wordt begaan;

5^o als de overtreding in een beschermde natuurlijke omgeving overeenkomstig de wet op het natuurbehoud wordt gepleegd.

Art. 108. De overtredingen bedoeld in artikel 102 van dit Wetboek maken het voorwerp uit ofwel van strafvervolgingen, ofwel van een vergelijk, ofwel van een administratieve boete overeenkomstig de titels V en VI van deel VIII van het decreetgevende deel van het Milieuwetboek, behalve als de Procureur des Konings van plan is gebruik te maken of gebruik maakt van de bevoegdheden die hem worden toegekend overeenkomstig de artikelen 216*bis* en 216*ter* van Wetboek van strafvordering.

Art. 109. § 1. In geval van overtreding van de artikelen 38, 39, 40, 43, 46, 49, 69 en 71, lid 1, 4^o en 5^o, en 71, lid 2, geeft de politierechtbank op verzoek van het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid opdracht tot de uitvoering van inrichtingswerken of -werkzaamheden.

Daartoe wordt door de Regering een termijn van hoogstens één jaar vastgelegd.

De rechten van de burgerlijke partij worden voor het onmiddellijke herstel beperkt tot het herstel gekozen door het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid, onverminderd het recht op vergoeding ten laste van de veroordeelde.

Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van deel IV van het Gerechtelijk wetboek beveelt het vonnis dat, wanneer de werkzaamheden en werken niet binnen de voorgeschreven termijn zijn uitgevoerd, het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid en eventueel de burgerlijke partij ambtshalve mogen voorzien in de uitvoering ervan. De administratie of de burgerlijke partij die het vonnis uitvoert heeft het recht om de uit de uitvoering van de werkzaamheden en werken voortkomende materialen en voorwerpen te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernietigen op een plaats die zij uitzoekt.

De veroordeelde is gedwongen tot de terugbetaling van alle uitvoeringskosten, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen, op vertoon van een door de beslagrechter uitvoerbaar verklaarde geschatte staat.

§ 2. Het als dusdanig door de Regering aangewezen personeelslid kan de uitvoering van inrichtingswerken en -werkzaamheden voor de burgerlijke rechtbank vorderen. Het tweede lid en volgende van paragraaf 1 zijn ook toepasselijk indien een vordering voor de burgerlijke rechtbank wordt ingesteld.

Titel 6. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 110. De wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 177.

Art. 111. De wet van 8 augustus 1862 waarbij de beboste onontgonnen gronden tijdelijk worden vrijgesteld van de kosten van beheer en toezicht voor rekening van de gemeenten en openbare instellingen wordt opgeheven.

Art. 112. In artikel 24 van de wet van 28 februari 1882 op de jacht wordt het woord "boswachter" vervangen door de woorden "personeelsleden, in de zin van artikel 3, 1^o, van het Boswetboek".

In artikel 25 van dezelfde wet worden de woorden "of in de gevallen bepaald bij artikel 120 van het Boswetboek" geschrapt.

Art. 113. Artikel 40 van het Veldwetboek van 7 oktober 1886 wordt opgeheven.

In artikel 41 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "andere...dan waarvan sprake is in het vorig artikel," geschrapt.

Artikel 67 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met volgend lid: "De personeelsleden, in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek, zijn ook bevoegd om in de velden wanbedrijven en overtredingen inzake bospolitie, alsook overtredingen van de wet op de jacht en de visserij vast te stellen."

In artikel 89, 8°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "bossen," geschrapt en wordt het eindpunt door een puntkomma vervangen.

Hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgend punt:

"9° zij die vuur dragen of aansteken op minder dan vijftientig meter van bossen en wouden, behoudens toestemming van de eigenaar ervan."

Art. 114. Artikel 1, vierde lid, van de wet van 31 mei 1923 betreffende de vervreemding van onroerende domeingoederen wordt vervangen als volgt:

"De domaniale bossen waarvan de oppervlakte een hectare overschrijdt kunnen enkel krachtens een decreet het voorwerp uitmaken van een overdracht, met uitzondering van de uitwisselingen, de onteigeningen wegens openbaar nut en de overdrachten waarbij uit een onverdeelde van erfrechten met particulieren getreden wordt."

Art. 115. De wet van 28 december 1931 op de bescherming van aan particulieren behorende bossen en wouden wordt opgeheven.

Art. 116. Het Wetboek der Successierechten wordt, wat het Waalse Gewest betreft, aangevuld met een artikel 55ter, luidend als volgt:

"Vrijgesteld van de successierechten en van de rechten van overgang bij overlijden wordt:

1° de waarde van de bomen op stam in de bossen en wouden in de zin van artikel 2, leden 1 en 2, van het Boswetboek en waarvoor de successierechten en de rechten van overgang bij overlijden geacht worden gevestigd te zijn in het Waalse Gewest;

2° de waarde van aandelen en deelbewijzen van een bosgroepering in de zin van de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen, daar ze voorkomt uit bomen op stam in de bossen en wouden, in de zin van artikel 2, leden 1 en 2, van het Boswetboek en waarvoor de successierechten en de rechten van overgang bij overlijden geacht worden gevestigd te zijn in het Waalse Gewest."

Art. 117. Het Wetboek der Registratierechten, Hypotheek en Griffierechten wordt, wat het Waalse Gewest betreft, aangevuld met een artikel 131quater, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 131 wordt een vrijstelling van het schenkingsrecht verleend voor:

1° de waarde van de bomen op stam in de bossen en wouden in de zin van artikel 2, leden 1 en 2, van het Boswetboek waarvoor de schenkingsrechten geacht worden gevestigd te zijn in het Waalse Gewest;

2° de waarde van aandelen en deelbewijzen van een bosgroepering in de zin van de wet van 6 mei 1999 ter bevordering van de oprichting van burgerlijke bosgroeperingsvennootschappen, daar ze voorkomt uit bomen op stam in de bossen en wouden, in de zin van artikel 2, eerste en tweede lid, van het Boswetboek en waarvoor de schenkingsrechten geacht worden gevestigd te zijn in het Waalse Gewest."

Art. 118. De wet van 12 juli 1952 waarbij de Koning gemachtigd wordt bossen en wouden, eigendom van de provinciën, onder bosregime te plaatsen wordt opgeheven.

Art. 119. Artikel 29, lid 1, van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij wordt vervangen als volgt:

"De overtredingen van deze wet worden opgespoord en vastgesteld overeenkomstig de artikelen 92 tot 95 van het Boswetboek, onverminderd de artikelen 30 tot 34 van deze wet. » .

In artikel 29, tweede lid, van dezelfde wet worden de bewoordingen "of in de gevallen bepaald bij artikel 120 van het Boswetboek" geschrapt.

Artikel 30 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"De Regering kan overeenkomstig artikel 56, lid 1, van het Boswetboek ambtenaren van de administratie aanwijzen die de hoedanigheid van visserijambtenaar hebben.

De visserijambtenaren worden gelijkgesteld met de aangestelden voor natuur en bossen, in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek."

In artikel 32, lid 1, van dezelfde wet wordt het woord "eveneens" geschrapt en worden de woorden "door de ambtenaren in de zin van artikel 3, 1°, van het Boswetboek, door de visserijambtenaren," na het woord "vastgesteld" ingevoegd.

In artikel 32, lid 2, van dezelfde wet worden de woorden ", die van de ingenieurs van natuur en bossen" na de woorden "van de officieren van de gerechtelijke politie" ingevoegd.

Artikel 32, lid 3, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 120. In artikel 572, 3°, van het Gerechtelijk wetboek worden de woorden "de ambtenaren en aangestelden bij het bosbeheer" vervangen door de woorden "de personeelsleden in de zin van het Boswetboek".

Art. 121. Artikel 22 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt opgeheven.

Art. 122. Artikel 6 van het decreet van 18 juli 1996 van de Waalse Gewestraad tot wijziging van het Boswetboek voor wat betreft de openbare veiling en de onderhandse verkoop van kappingen in bossen onder bosregeling wordt opgeheven.

Art. 123. Artikel D.29-1, § 4, a., 11°, van boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Artikel D.53 van hetzelfde boek wordt aangevuld als volgt:

"§ 6. De plannen van aanleg in de zin van artikel 57 van het Boswetboek worden onderworpen aan een effectbeoordeling overeenkomstig de artikelen D.49 tot D.57 en D.61 van dit boek en de artikelen 59 en 60 van het Boswetboek."

In artikel D.138, lid 2, van hetzelfde boek worden de bewoordingen "op de overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek," tussen de woorden "toepasselijk" en "op de wet" ingevoegd.

In artikel D.159, § 2, van hetzelfde boek wordt het eindpunt door een puntkomma vervangen en wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt: "7° de overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek."

In artikel D.160, § 2, van hetzelfde boek wordt het eindpunt door een puntkomma vervangen en wordt een punt 4° toegevoegd, luidend als volgt: "4° van 25 tot 500 euro voor een overtreding bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek."

In artikel D.162, lid 4, van hetzelfde boek worden de woorden "en voor die bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek" na de woorden "vierde categorie" ingevoegd.

Artikel D.164, tweede lid, van hetzelfde boek wordt aangevuld met de woorden ", of van overtredingen bedoeld in artikel 102 van het Boswetboek."

Titel 7. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 124. De bossen en wouden die vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek niet in aanmerking komen voor de bosregeling worden pas binnen vijf jaar na de datum waarop ze ervoor in aanmerking komen aan een plan van aanleg onderworpen.

De inrichtingen die uiterlijk de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden aangenomen worden geacht plannen van aanleg te vormen in de zin van artikel 57 van dit Wetboek.

Art. 125. De regeling bedoeld in titel IV is van toepassing op de bossen en wouden die niet vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek aan de bosregeling werden onttrokken.

Art. 126. Regie- en bewakingskosten, verschuldigd overeenkomstig de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, mogen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit Wetboek niet ten gunste van het Waalse Gewest gevorderd worden.

Art. 127. De maatregel bedoeld in artikel 71, lid 2, is pas één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Wetboek van toepassing.

Art. 128. Artikel 38, § 1 en § 3, is niet van toepassing op houtkappingen waarvan de verkoop vóór de datum van inwerkingtreding van artikel 38 onder de volgende voorwaarden is gesloten :

1° het aankoopbiljet of het daarmee gelijkgestelde document vermeldt de plaatsbepaling van de kaalslag;

2° de exploitatie eindigt aan het einde van het jaar dat volgt op het jaar waarin artikel 38 in werking treedt.

Art. 129. Dit Wetboek treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum, behalve de artikelen 38, 39, 40, 43, 116, 117 en 128 en behalve de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 92 tot 95, 103, 105 tot 107, 109 en 129, alleen in geval van toepassing van de artikelen 38, 39, 40, 43, 116, 117 en 128, die in werking treden op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 806 (2007-2008), nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2008.

Bespreking. — Stemmingen.